



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-56448-2

**FRED ROSE: UNE VOIX COMMUNISTE AU PARLEMENT
1943-1945**

par

Robert A. Moreau

**Thèse présentée à l'Ecole des Etudes
Supérieures en vue de l'obtention
d'une Maîtrise ès Arts (Histoire)**

Université d'Ottawa

 **Robert A. Moreau, Ottawa, Canada, 1989**



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

REMERCIEMENTS

Je désire remercier le Professeur Joseph Levitt pour sa patience, son encouragement et ses précieux commentaires. L'aide de Monsieur Jean-Michel Catta dans la correction du français fut très appréciée. Je souhaite également remercier mon épouse, Catherine, qui n'a jamais cessé de m'encourager tout au long de ce projet. Enfin, ce travail est dédié à la personne qui a fait naître chez moi l'amour de l'histoire, mon frère Claude.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	II
TABLE DES MATIERES	III
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : DE LUBLIN A CARTIER: 1907-1942	6
CHAPITRE II : "POUR UN CARTIER PLUS HEUREUX": PREMIERE VICTOIRE A L'ELECTION PARTIELLE DE CARTIER EN 1943	18
A- La mise en marche d'une machine électorale	20
B- La plate-forme électorale de Rose	23
C- Le déroulement de la campagne	29
D- Les irrégularités de la liste électorale	37
E- Les résultats de l'élection	41
F- Les facteurs qui contribuèrent à la victoire de Rose	44
G- Les conséquences de l'élection de Rose	50
CHAPITRE III : PREMIER SEJOUR AU PARLEMENT: 1944-1945	53
A- Les affaires extérieures	55

	IV
1- La formation d'un monde démocratique	55
2- La collaboration internationale	57
3- L'aide mutuelle	60
B- La scène canadienne	61
1- L'effort de guerre	61
2- La crise de la conscription et la participation canadienne-française à la guerre	62
3- La lutte contre le fascisme et l'antisémitisme	67
4- La question nationale canadienne-française	69
5- L'unité nationale	71
C- Les réformes sociales et l'après-guerre	72
1- Les réformes sociales	72
a- Les allocations familiales	73
b- La pension de vieillesse	75
c- La réhabilitation des anciens combattants	76
d- Le logement	78
e- Une politique ouvrière démocratique	79
f- L'égalité des salaires au Québec	81
2- Le ton modéré de Rose	82
3- La reconstruction d'après-guerre	85
D- Le bilan du premier séjour de Rose au Parlement	87
CHAPITRE IV : "POUR LA PAIX ET LA PROSPERITE": L'ELECTION DE 1945 ET LE RETOUR AU PARLEMENT	91
A- L'élection fédérale de 1945 dans Cartier	91
1- Le programme électoral de Rose et la politique de coalition libérale-ouvrière	91
2- Le déroulement de la campagne électorale	98
3- Les résultats de l'élection	104
4- La réaction de Rose et du P.O.P. à l'élection fédérale de 1945	107
B- Le retour au Parlement	112
1- La collaboration internationale et la paix mondiale	113
2- Le drapeau national et l'indépendance canadienne	121
3- La reconstruction et le plein-emploi	123
4- La grève de Ford à Windsor et la sécurité	

	U
syndicale	127
5- Le bilan du second séjour de Rose au Parlement	132
 CONCLUSION	 136
 NOTES	 149
 BIBLIOGRAPHIE	 164

INTRODUCTION

Depuis les années 1970, les études sur la gauche canadienne se sont multipliées. En particulier, il y a maintenant plusieurs monographies sur le mouvement communiste du Canada. Or, ces études portent essentiellement sur le Parti communiste du Canada (P.C.C.) et sur ses politiques, de même que sur les organisations auxiliaires du parti dans le mouvement syndical. Très peu de choses ont été faites sur les militants impliqués dans ce mouvement. Notre travail, qui propose d'étudier la carrière parlementaire de Fred Rose (Rose) entre les années 1943 et 1945, veut en partie pallier à cette lacune.

Il faut tout d'abord commencer par répondre à la question: pourquoi Fred Rose? Toute étude à son origine dans un désir d'en savoir davantage à propos d'un sujet. Dans notre cas, le besoin d'étudier la carrière de Rose remonte à un cours d'histoire de première année universitaire. Ce fut avec grande surprise que nous apprenions alors qu'un député communiste avait été élu au Canada dans les années 1940. Notre étonnement fut encore plus grand lorsque nous observions que ce député (Rose) avait été élu

au Québec, traditionnellement reconnu comme étant l'endroit le plus anticommuniste au Canada. Nos tentatives d'en apprendre plus sur Rose furent sans succès, puisque les diverses études sur le mouvement communiste ne mentionnaient que son nom.

C'est ainsi que nous fûmes incités d'en apprendre davantage sur Rose. Au tout début, nous voulions faire une étude systématique de la vie du militant communiste. Il devint toutefois évident qu'à cause de certaines contraintes (le manque et l'inaccessibilité de certaines sources) nous devions limiter notre étude à la période 1943-1945, années où Rose siégea au Parlement comme représentant du Parti ouvrier-progressiste (P.O.P. - le nom du P.C.C. dans les années 1940) pour la circonscription de Montréal-Cartier. Ce fut au cours de ces années que l'importance de Rose en tant que voix communiste fut la plus grande. En effet, en étant élu à la Chambre des communes en 1943, Rose devint l'organe par lequel le P.O.P. exprima ses idées dans un nouveau et important forum.

Une étude portant sur la carrière parlementaire de Rose s'avère importante non seulement parce qu'elle jettera de la lumière sur ce méconnu de notre histoire, mais aussi parce qu'elle nous permettra de mieux comprendre l'attitude du P.O.P. sur les importantes questions nationales et internationales de l'heure. De ce travail, il ressortira le rôle central que joua l'Union soviétique dans l'élaboration

des politiques mises de l'avant par les communistes canadiens. En étant membre de l'Internationale communiste, le P.O.P. était sujet aux directives provenant de Moscou. Les communistes canadiens se basèrent entièrement sur ces directives pour déterminer le genre de politiques qu'ils allaient soutenir. Cette sujétion au vouloir de Moscou fut dans le cas de Rose à la fois bénéfique et tragique. D'une part, elle permit en partie à Rose de se faire élire deux fois à la Chambre des communes. D'autre part, elle l'entraîna dans un réseau d'espionnage qui mit fin à sa carrière politique et qui affaiblit l'ensemble du mouvement communiste canadien.

Notre étude se divise en quatre parties. Dans un premier temps, nous retracerons brièvement l'adhésion et la montée de Rose au sein du mouvement communiste canadien.

Le deuxième chapitre portera sur l'élection complémentaire de 1943 dans Montréal-Cartier. Nous montrerons que, suite à une directive de Moscou de renforcer l'effort de guerre au Canada, Rose adopta un programme électoral faisant appel à un effort de guerre intégral et à des réformes sociales, et que cette plate-forme électorale fut largement responsable de sa victoire.

Le troisième chapitre de notre travail traitera du premier séjour de Rose au Parlement. Notre analyse des discours de l'ouvrier-progressiste en Chambre indiquera qu'il travailla pour un plus grand effort de guerre, pour

une plus forte collaboration entre les grandes puissances et pour l'implantation de réformes sociales, et qu'en faisant ainsi il continua de suivre la ligne directionnelle de Moscou laquelle exigeait de tout faire pour assurer une victoire rapide en Europe.

Enfin, le quatrième chapitre portera sur la réélection de Rose en 1945 et sur son retour au Parlement. Dans un premier temps, nous montrerons que conformément à la grande collaboration qui existait entre les grandes puissances, Rose adopta un programme électoral qui faisait appel à la formation d'une coalition libérale-ouvrière afin d'assurer l'implantation de mesures progressistes dans l'après-guerre. Il sera également démontré que ce fut le désir des gens de Cartier de voir le maintien de la paix et du progrès après la guerre, qui assura la victoire du candidat du P.O.P. Dans un second temps, notre analyse des interventions de Rose aux Communes avant son arrestation pour conspiration démontrera que l'affaiblissement de la grande alliance après la guerre occasionna chez l'ouvrier-progressiste un retour à la "lutte de classe".

Nous estimons que cette démarche en quatre étapes nous permettra de bien saisir le rapport qui existait entre le vouloir de Moscou et les actions ainsi que les politiques de Rose.

Pour accomplir cette étude, nous avons utilisé diverses sources. Entre autres, nous avons consulté le

fonds d'archives du Parti communiste du Canada et les diverses publications communistes de l'époque. Nous avons également examiné la presse communiste de l'époque (La Victoire et Canadian Tribune) ainsi que la revue théorique du parti, National Affairs Monthly. Par ailleurs, les discours de Rose à la Chambre des communes furent aussi utilisés. Enfin, soulignons que les diverses monographies sur le mouvement communiste furent également employées.

Ce travail se garde bien d'être complet. Bien qu'il ne néglige pas les événements de la vie de Rose, il n'est pas une biographie du militant communiste. De plus, il n'est pas une étude systématique des politiques du P.O.P. pour la période 1943-1945. Nous souhaitons, toutefois, qu'en étudiant en profondeur la carrière parlementaire de Rose au cours de cette période, nous apporterons une contribution à une plus ample connaissance du mouvement communiste canadien et de ses militants.

CHAPITRE I

DE LUBLIN A CARTIER: 1907-1942

Fred Rose¹ est né le 7 septembre 1907 à Lublin, en Pologne. Il grandit dans un milieu modeste et fréquenta l'école dans sa ville natale. Son père, Jacob Rosenberg, un maçon et charpentier, vint travailler au Canada en 1912. Ayant décidé de s'y établir, il retourna plus tard chercher sa famille en Pologne. Toutefois, la Première Guerre mondiale retarda l'arrivée des Rosenberg au Canada jusqu'en 1920.

La famille Rosenberg s'établit à Montréal où Rose étudia l'anglais au Mount Royal Public School. Sa tâche fut facilitée par sa connaissance du français qu'il avait acquise au cours de son séjour au Gymnase Humaniste de Lublin.² Cette connaissance du français devint un précieux atout pour Rose au cours de sa vie, car elle lui permit plus tard de grimper rapidement au sein de la direction anglophone unilingue du P.C.C. A l'âge de quinze ans, Rose compléta ses études et se lança sur le marché du travail.

Rose fut d'abord messenger pour une pharmacie. Plus

tard, il devint surveillant de production à une compagnie fabricant des tubes électroniques pour les radios. C'est à cet emploi que Rose eut sa première expérience en tant que représentant ouvrier. Pouvant parler le français, il devint le porte-parole des travailleuses francophones de l'usine qui se plaignaient alors de la mauvaise circulation de l'air et il exposa leurs griefs à la direction unilingue anglophone de la compagnie. Cette première expérience en tant que représentant ouvrier fut cependant éphémère, puisque la compagnie déménagea aux Etats-Unis en 1925 et Rose perdit son emploi. Après avoir changé d'emploi à quelques reprises, il commença à travailler comme apprenti-électricien en 1926, métier qu'il pratiqua pour le reste de sa vie.³

C'est à l'âge de dix-huit ans que Rose entra dans le mouvement communiste. Incité par son frère aîné, Abbie Rosenberg, qui avait été actif dans le mouvement socialiste en Pologne, Rose devint membre de la Ligue de la jeunesse communiste (L.J.C.), une organisation auxiliaire du P.C.C. Celle-ci avait comme premier objectif de recruter et d'entraîner les jeunes de la classe ouvrière dans la lutte pour le prolétariat. La Ligue servait également d'école au P.C.C. où les futurs dirigeants du parti étaient choisis après avoir reçu une certaine formation et de l'expérience organisationnelle.⁴ C'est dans la L.J.C. que Rose fit son apprentissage du communisme canadien. Ce fut une intense période d'acquisition de connaissances pour le jeune mili-

tant. De nombreuses lectures et de longues discussions en groupe initièrent Rose à la théorie marxiste-léniniste et en même temps lui donnèrent une clarté de vision et une confiance dans la réalisation de la cause communiste.

A la suite de sa formation sur le marxisme-léninisme, Rose devint convaincu que la révolution russe était le modèle à suivre pour la transformation socialiste de tous les pays du monde. Dans ce modèle, le parti communiste était l'avant-garde de la classe ouvrière, menant toutes les luttes pour la transformation socialiste du pays. Pour réaliser cette transformation, le parti devait être une organisation monolithique, hautement disciplinée et dont les activités étaient guidées par le comité suprême. Par ailleurs, Rose commença également à penser en fonction d'un mouvement révolutionnaire mondial, dans lequel l'Union soviétique menait et déterminait la direction de la lutte. C'est ainsi que Rose, tout comme les autres communistes de son temps, se tourna continuellement vers Moscou et suivit de près les politiques soviétiques.⁵

A ses débuts dans le mouvement communiste, Rose favorisa le militantisme ouvrier. En effet, le jeune militant croyait fortement que le sort des travailleurs pouvait être amélioré par une mobilisation de la classe ouvrière. Parlant de ses premiers jours dans le mouvement, il déclara plus tard: "We believed in the mobilization of the people to improve their lot -by petitions, marches, mass

meetings, organizations like the trade unions and the unemployed movement."⁶ C'est ce penchant pour les actions pratiques qui marqua l'ensemble de la carrière de Rose dans le mouvement communiste canadien. Rose ne fut jamais un idéologue, mais plutôt un homme d'action, ce qui lui causa parfois des problèmes. Par exemple, en octobre 1929, il fut trouvé coupable de conduite contraire aux bonnes moeurs après avoir pris part à une manifestation à Toronto en faveur du droit de parole organisée par le P.C.C. Il dut ainsi purger trente jours de prison et payer une amende de \$25.00.

Rose monta assez rapidement dans les rangs de la L.J.C.; tout d'abord dirigeant de la section montréalaise de la Ligue et membre du comité exécutif, il devint en 1929 le secrétaire national de la L.J.C. et le rédacteur du journal The Young Worker. A titre de représentant de la Ligue, il siégea également au comité exécutif central du P.C.C. à partir de 1929.⁷ Au sein de l'exécutif, il n'hésita pas à critiquer les dirigeants du parti pour le peu d'intérêt qu'ils portaient aux jeunes travailleurs et aux jeunes sans-travail du pays. Le parti, d'après Rose, devait faire un plus grand effort auprès des jeunes et accepter du sang neuf dans sa direction et dans ses rangs.⁸

En 1930, Rose partit pour un séjour de six mois en U.R.S.S.⁹ A Moscou, il siégea au comité exécutif de l'Internationale de la jeunesse communiste et prit la parole

devant des ralliements de jeunes à Stalingrad et à Rostov. Au cours de son séjour, Rose visita également des entreprises et vit de ses propres yeux les transformations fondamentales qui s'étaient effectuées au sein de la société soviétique. Il fut particulièrement impressionné par les conditions de travail des ouvriers soviétiques. De retour au Canada, il donna des conférences et écrivit sur son expérience parmi les Soviétiques. Incité parce qu'il avait vu en U.R.S.S., Rose se mit à organiser les sans-travail à Montréal. A des réunions de chômeurs, il fit appel à des mesures d'urgence de la part du gouvernement pour venir en aide aux nécessiteux. De nouveau, le militantisme de Rose lui coûta cher. Le 19 janvier 1931, il fut arrêté avec quatre autres membres du parti lors d'une réunion de sans-travail à Montréal et accusé de sédition sous l'Article 98. Rose fut trouvé coupable et purgea un an de prison aux travaux forcés.

Sorti de prison en juillet 1933, Rose redevint actif au sein du P.C.C. Au cours des prochaines années, il fut appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la structure du parti au Québec. En fait, Rose fut chargé par la direction du P.C.C. d'organiser le parti parmi les travailleurs canadiens-français.¹⁰ Il semble bien qu'il reçut cette responsabilité suite à ses efforts pour sensibiliser les dirigeants du parti au Canada français. La direction du P.C.C., qui était essentiellement anglophone et

centralisée à Toronto, avait au cours des années établi très peu de liens avec la population canadienne-française. Dès 1929, Rose reprocha aux dirigeants leur ignorance du Canada français au moment même où le Québec connaissait un très haut taux de développement industriel et que, par conséquent, une "conscience de classe" était en train de se développer chez les Canadiens français.¹¹ Au cours des prochaines années, il critiqua à maintes reprises la direction du P.C.C. pour le peu d'intérêt qu'elle portait aux Canadiens français. En 1931, Rose affirma dans The Worker:

The problem of french work is still on the agenda in the same abstract form as it was years ago... Don't the French Canadians respond to us? They form the majority of all meetings and demonstrations which we call and when we appeal for membership they join up en masse. The trouble is that we don't pay enough attention in order to keep them. 12

Ce cri d'alarme lui valut sans aucun doute la tâche d'organiser le parti au Québec.

Au cours des prochaines années, Rose s'imposa comme le leader de l'aile québécoise du P.C.C. Au dire d'un militant de l'époque: "The guy who carried the torch at the time was Fred... We were schoolboys."¹³ Le fait que Rose pouvait communiquer en français et qu'il avait travaillé et vécu parmi les Canadiens français donna une certaine crédibilité à son leadership. D'autre part, étant polyglotte (il parlait aussi l'allemand, le polonais, le russe et le yiddish), il put également s'adresser aux divers autres groupes ethniques du parti. Rose ne réussit pas à

recruter de milliers d'adhérents pour le P.C.C., mais grâce à ses efforts auprès des travailleurs et des sans-travail le parti bénéficia d'une plus forte présence au Québec.

Rose devint également au cours des années 1930 le porte-parole du parti au sujet du Canada français. En effet, le seul moment où le P.C.C. se prononça théoriquement sur sa position envers le Canada français au cours de cette période fut lorsque Rose publia en 1935 un article dans The Worker niant l'existence d'une nation canadienne-française.¹⁴ Rose affirma alors que le Canada français ne constituait pas une nation parce qu'il ne possédait pas sa propre économie.

There being no French Canada economy but rather the Canadian economy, it is obvious that there is no such thing as a French Canadian nation apart from Canada as a nation of which the French Canadians... are the basic group... 15

L'attitude de Rose envers la question d'une nation canadienne-française fut grandement conditionnée par sa haine du nationalisme. Au cours des années 1930, les nationalistes canadiens-français étaient en fait essentiellement de droite. Aux yeux du militant communiste, le nationalisme canadien-français était une force réactionnaire qui semait la division et qui ne contribuait guère à l'amélioration du sort des travailleurs. "Nationalist seperation can bring the French toilers only one thing -increased misery."¹⁶ Rose s'opposa donc à l'idée d'une nation canadienne-française. De plus, il dénonça les éléments nationalistes du

Québec, tels que l'Ordre de Jacques Cartier, la Ligue des Jeune-Canada et, plus tard, la Ligue pour la défense du Canada et le Bloc populaire, comme des vrais représentants du fascisme.

Etant à la tête du P.C.C. au Québec, il n'est donc pas surprenant de retrouver Rose parmi les treize candidats du parti à l'élection fédérale de 1935. Rose se présenta dans la circonscription de Montréal-Cartier. Il axa sa campagne électorale sur les thèmes de la paix, de la lutte contre le fascisme et de l'aide aux sans-travail. Rose termina deuxième derrière le libéral Samuel William Jacobs avec 3,385 votes (16.28 pour cent du suffrage), ce qui représentait le plus grand nombre de voix jusqu'alors recueilli par un candidat communiste à une élection. L'année suivante, il se présenta aux élections provinciales du Québec dans la circonscription de Montréal-St-Louis.¹⁷ Menant sa campagne essentiellement sur les mêmes thèmes que ceux de l'élection de 1935, Rose reçut au-dessus de 16 pour cent des suffrages (578 votes). Cependant, il perdit l'élection au candidat du Parti libéral, Peter Bercovitch. Malgré ces deux défaites, l'expérience acquise par Rose et le parti lors de ces deux élections fut considérable et leur rendit service aux prochaines élections.¹⁸

Rose se présenta de nouveau en 1938 à une élection complémentaire au fédéral dans Cartier. Il dut cependant retirer sa candidature et appuyer celle du libéral Peter

Bercovitch, parce que le P.C.C. suivait alors une politique de front populaire antifasciste. Cette politique avait été adoptée par le P.C.C. en 1935 à la suite d'une directive de l'Internationale communiste d'établir un large front uni parmi les différentes organisations ouvrières du pays afin de lutter contre la montée du fascisme à l'échelle internationale. Aussitôt, le P.C.C. cessa de dénoncer les sociaux-démocrates comme des traîtres de la classe ouvrière et chercha à s'affilier au Coopérative Commonwealth Federation (C.C.F.). La direction du C.C.F. refusa, toutefois, de collaborer avec les communistes. Ce refus mena le P.C.C. à élargir ses horizons afin d'inclure dans le front uni des partis non-travailleurs.¹⁹

Au Québec, le P.C.C. courtisa les libéraux réformistes dans le but de contrer le fascisme incarné par Maurice Duplessis. C'est ce désir d'alliance avec les libéraux qui poussa le P.C.C. à retirer Rose de la lutte dans Montréal-Cartier en novembre 1938. Il y avait alors deux élections partielles qui se déroulaient en même temps, l'une dans Montréal-St-Louis au provincial et l'autre dans Cartier au fédéral.²⁰ Pour assurer la défaite du candidat unioniste dans St-Louis, le P.C.C. décida d'appuyer le candidat libéral, Raoul Trépanier. Dans Cartier, Rose se retira de la lutte au profit du candidat libéral (Bercovitch) afin de ne pas sembler contradictoire et de démontrer que l'ennemi principal était bel et bien Duplessis

et non le gouvernement King à Ottawa. Malgré cette action unitaire du P.C.C., une véritable alliance avec les libéraux ne se concrétisa jamais.²¹

Le comité exécutif du P.C.C. nomma Rose en 1937 à la commission centrale de contrôle, un organisme de service secret du parti pour lutter contre le fascisme. Jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, Rose rencontra à plusieurs reprises des représentants du gouvernement et de la G.R.C. pour les informer des activités de fascistes au Canada. En 1938, il publia une brochure intitulée Fascism Over Canada, dans laquelle il dénonça les forces fascistes au Canada. L'année suivante, il exposa dans Spuing on Labor les campagnes menées contre le mouvement ouvrier par certains industriels et il en appela aux forces démocratiques du pays de mettre fin à ces campagnes.

Lorsque le Canada entra dans la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939, Rose, secondé par J.B. Salsberg, défendit auprès de l'exécutif du parti la thèse selon laquelle la guerre était un conflit juste. Certes, de descendance juive, Rose ne pouvait pas dénoncer la guerre. Le reste de la direction s'opposa, toutefois, à cette interprétation de la guerre et adopta le point de vue de l'U.R.S.S., à savoir que le conflit était plutôt une guerre impérialiste. Rose dut ainsi se plier aux nouvelles directives du parti.²²

Suite à la signature du pacte germano-soviétique en

août 1939 et des dénonciations subséquentes de la guerre par les communistes, le gouvernement fédéral fit du P.C.C. une association illégale au Canada. En juin 1940, Rose se terra à Montréal et assura clandestinement le fonctionnement du P.C.C. avec d'autres officiers du parti. Conformément à la ligne directionnelle du parti au sujet de la guerre, il publia deux brochures qui dénoncèrent l'effort de guerre du Canada (1940-Une revue et 1917-1940).

L'entrée de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale en juin 1941 occasionna un changement de politique chez le P.C.C.: le parti appuya désormais un front national pour la victoire. Il s'agissait d'un important changement de politique par les communistes qui aura d'énormes effets sur la carrière politique de Rose. Quelques mois après l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., Rose publia une brochure intitulée L'Armée rouge en action, dans laquelle il glorifia la lutte menée par l'Armée rouge et le peuple soviétique contre les forces nazies, et fit appel à un rapprochement entre le Canada et l'U.R.S.S., ainsi qu'à un plus grand effort de guerre. Il contribua également à la publication d'un tract politique du P.C.C., Année heureuse et victorieuse, dans lequel la politique de la guerre juste fut expliquée.

Suite à l'entrée de l'U.R.S.S. dans le conflit mondial, les activités du P.C.C. au Canada devinrent plus acceptables. Les dirigeants du parti décidèrent donc de

sortir de la clandestinité. Le 25 septembre 1942, Rose et seize autres chefs communistes se rendirent aux autorités. Rose passa quelques semaines en prison et fut libéré après avoir signé un engagement promettant de ne plus participer au travail de propagande et aux activités du P.C.C. de même que de ses organismes affiliés.

Malgré cet engagement, Rose retourna dès sa sortie de prison à son emploi d'organisateur provincial au Québec. Le parti étant illégal depuis 1940, il travailla à faire du P.C.C. une organisation légale. Il travailla également à la mobilisation de la population pour l'effort de guerre. Vers la fin de 1942, il publia une brochure intitulée La cinquième colonne d'Hitler dans le Québec, dans laquelle il dénonça l'existence de forces fascistes au Canada qui mettaient en danger l'effort de guerre du pays.

La mort du député Peter Bercovitch, le 26 décembre 1942, laissa vacant le siège du représentant de Cartier à la Chambre des communes. Encouragé par les militants de Montréal, Rose décida de se lancer de nouveau dans l'arène politique. Ce fut sans aucun doute une décision de la direction du P.C.C. qui cherchait alors des gains électoraux en tant que parti légal.

CHAPITRE II

"POUR UN CARTIER PLUS HEUREUX":

PREMIERE VICTOIRE A L'ELECTION PARTIELLE DE CARTIER EN 1943

Au printemps de 1943, le gouvernement de Mackenzie King décida de combler en même temps tous les sièges vacants à la Chambre des communes et déclencha des élections partielles dans quatre circonscriptions fédérales (Montréal-Cartier et Stanstead au Québec, Selkirk au Manitoba et Humbolt en Saskatchewan) pour le 9 août 1943. Il s'agissait d'importantes élections pour le gouvernement fédéral, puisque les résultats démontreraient de quel côté penchait l'opinion publique au sujet des politiques implantées à Ottawa depuis le début de la guerre. Pour les partis politiques de l'opposition, les élections étaient également importantes, car elles leur permettaient d'attirer l'attention de l'électorat envers leur programme. Vu l'importance des élections, il ne fut ainsi pas étonnant de retrouver cinq candidats à la députation dans Montréal-Cartier: David Lewis pour le C.C.F., Paul Massé pour le Bloc populaire, Moses Miller, candidat indépendant, Lazarus

Phillips pour le Parti libéral et Fred Rose pour le P.C.C.²³

La circonscription de Cartier était située au sein des quartiers ouvriers de Montréal. Largement cosmopolite, Cartier était composée d'une majorité de Canadiens juifs, d'une importante minorité de Canadiens français et de plusieurs petites minorités de Canadiens originaires de l'Europe de l'Est et de la Grande-Bretagne.²⁴ Il ne s'agissait donc pas d'une circonscription électorale typique du Québec. Considérée depuis longtemps comme un fief juif, Cartier avait toujours eu comme député un Canadien de descendance juive. De plus, depuis la création de la circonscription en 1926, les gens de Cartier avaient toujours élu un membre du Parti libéral pour les représenter à Ottawa. Aux élections de 1940, le libéral Peter Bercovitch remporta le siège avec une majorité écrasante de 15,837 voix.²⁵

Bien que Cartier semblait être un château fort libéral, les libéraux ne pouvaient pas compter en 1943 sur une victoire facile. En effet, un sondage publié en décembre 1942 indiqua clairement que la popularité du Parti libéral avait diminué considérablement au Canada; ayant reçu plus de la moitié des votes aux élections de 1940, les libéraux ne bénéficiaient plus que du soutien de 36 pour cent de l'électorat. D'autre part, le sondage indiqua également que l'électorat canadien se tournait de plus en plus vers la gauche, le soutien du C.C.F. ayant passé de 8.5

pour cent des voix aux élections de 1940 à 23 pour cent.²⁶
La victoire d'un tiers parti était donc très possible.

A- La mise en marche d'une machine électorale

L'aile québécoise du P.C.C. commença dès le mois de février 1943 à s'organiser pour l'élection dans Cartier. Bien que le parti appuyait l'effort de guerre, il était toujours officiellement illégal. Les communistes agirent néanmoins sous l'égide des "comités ouvriers pour un effort de guerre total". A une réunion de militants le 4 février 1943, la candidature de Rose fut officiellement lancée. Il fut décidé que Rose se présentait comme candidat du Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.). Il s'agissait du nouveau nom que le P.C.C. adopta à l'époque afin d'attirer un plus grand nombre de sympathisants.²⁷

L'expérience acquise aux élections précédentes aida énormément le parti à mettre sur pied un comité électoral dans Cartier. Le conseiller municipal Michael Buhey prit la tête du comité qui était composé de trois sections -juive, anglophone et francophone. Afin d'assurer la percée du parti auprès des francophones et des femmes de la circonscription, deux organisateurs furent nommés pour diriger les activités auprès de ces groupes. Les différents "clubs pour la victoire", déjà organisés par le parti à Montréal, facilitèrent le recrutement de bénévoles. Le

comité électoral fut bientôt composé de plusieurs centaines de sympathisants.²⁸

Les communistes pouvaient compter sur une base solide pour bâtir le soutien électoral de Rose dans Cartier. Le parti comptait alors environ 1000 membres au Québec, dont 200 membres francophones.²⁹ La grande majorité de ces militants vivaient à Montréal. D'ailleurs, c'était à Montréal que le parti avait toujours concentré son action politique, en particulier dans les circonscriptions avec une forte population allogène (St-Laurent, St-Georges, Outremont et Cartier). Cartier était un endroit où les communistes avaient plusieurs sympathisants. Rappelons qu'aux élections fédérales de 1935, la dernière fois que le P.C.C. disputa une élection dans Cartier, le candidat communiste (Fred Rose) recueillit au-dessus de 16 pour cent des suffrages. De plus, aux élections provinciales du Québec en 1936, le candidat communiste (Fred Rose) reçut plus de 16 pour cent des votes dans Saint-Louis, une circonscription qui recoupait celle de Cartier.

Au début de juin, la machine électorale de Rose fut mise en marche. Une importante campagne de démarchage électoral fut lancée. Des membres du comité firent du porte à porte; ils parlaient aux électeurs et leur laissaient une copie de la brochure La vie dans Cartier, un tract politique écrit par le comité électoral de Rose dans lequel on exposait les "misérables" conditions de vie dans Cartier et

dans lequel on faisait appel aux électeurs à voter pour le candidat ouvrier-progressiste afin de changer la situation.

Un militant de l'époque nous décrit le démarchage:

Ca été toute une campagne. On organisait des soirées de porte à porte. Un (sic) faisait trois à quatre familles par soirée. Je présentais Fred Rose, on faisait signer des cartes. Des soirs on avait 400 personnes qui faisaient du porte à porte. On distribuait aussi des circulaires. Des artistes commerciaux donnaient de leur travail. Le travail à la maison, ça coûtait rien. 30

Plus de deux cents réunions de cuisine regroupant entre dix à quinze électeurs furent organisées.³¹ De plus, Rose adressa la parole aux électeurs lors de grandes réunions publiques ainsi qu'à des petites réunions d'arrière-cours. Il fit également des discours à la radio de CFCF et de CKAC.

La campagne électorale de Rose fut grandement favorisée par des événements sur la scène internationale. En effet, les victoires militaires des forces soviétiques, en particulier la grande défaite allemande à Stalingrad en janvier 1943, firent de l'U.R.S.S. un important allié. Le Canada devint alors de plus en plus sympathique envers l'Union soviétique. A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Armée rouge en février 1943, le premier ministre Mackenzie King déclara à la Chambre des communes que tous les Canadiens appréciaient et admiraient les efforts des Soviétiques. Les grandes manifestations de bienveillance envers l'U.R.S.S. semblèrent effacer le sentiment qui existait auparavant, à savoir que le communisme était mauvais. Le P.Q.P. devint ainsi plus

acceptable aux yeux des Canadiens. Ce changement d'attitude fut très bénéfique à la candidature de Rose.³²

Les événements en Europe et le changement d'attitude des Canadiens enthousiasmèrent les militants communistes. Ils se croyaient au début d'une nouvelle ère de relations entre le Canada et l'U.R.S.S. L'optimisme prévalait ainsi chez les organisateurs du parti dans Cartier qui prévoyaient de bonnes chances pour la victoire de Rose.³³

B- La plate-forme électorale de Rose

La plate-forme électorale de Rose fut axée sur deux principaux thèmes: l'effort de guerre et le "progrès démocratique". Pour l'ouvrier-progressiste, l'effort de guerre était la principale tâche sur laquelle les Canadiens devaient se concentrer. Puisque l'avenir du pays en dépendait, tout devait être fait pour remporter une victoire en Europe. Il déclara:

The people of Cartier must work together for the victory of our united peoples over the fascist enemy. This is our first task, it is our only hope for freedom to fight for a better world. 34

Afin d'assurer une victoire rapide en Europe, Rose fit appel à une plus forte participation du Canada à la guerre, de même qu'à l'établissement d'un plan du capital humain pour les forces armées et pour les industries en vue de faciliter le renforcement de l'effort de guerre. Il demanda également l'ouverture immédiate d'un second front en Europe.

Bien qu'il appuya l'effort de guerre du gouvernement King, Rose affirma néanmoins que le jour approchait où toutes les forces du pays devraient être déployées afin de mettre fin au conflit. Un effort de guerre total n'était possible, toutefois, que si le pays était unifié. Rose exhorta ainsi le gouvernement à renforcer l'unité canadienne en réglant les mécontentements qui créaient de la division au pays.³⁵

Aux yeux du militant communiste, la plus importante source de mécontentement au Canada était la politique ouvrière du gouvernement fédéral. Celle-ci devait être changée au profit d'une politique de coopération entre le gouvernement, les patrons et les forces ouvrières du pays afin de faire des ouvriers de vrais partenaires dans l'effort de guerre. Entre autres, le gouvernement devait reconnaître l'apport essentiel des travailleurs à l'effort de guerre et voir à l'établissement de comités de production ouvriers-patronaux. Rose demanda également au gouvernement à "démocratiser" l'effort de guerre, c'est-à-dire à donner une juste part du gâteau aux travailleurs en retour d'une participation accrue de leur part à l'effort de guerre. Le "new deal" que Rose demanda pour les travailleurs comprenait la reconnaissance du droit des ouvriers à l'organisation syndicale, la confirmation de cette reconnaissance par une législation ouvrière adéquate, la garantie d'un salaire minimum de \$25.00 par semaine à chaque travailleur et

travailleuse, et la garantie d'une gratification pour le coût de la vie.³⁶

Par ailleurs, Rose ajouta que le "progrès démocratique" accompli par les ouvriers pendant la guerre ne devait pas être éphémère et qu'il fallait à tout prix ne pas retourner dans l'après-guerre aux pauvres conditions des années 1930. "We must never return to bread lines and starvation relief", déclara-t-il.³⁷ Afin d'assurer le maintien du niveau de vie des ouvriers et l'augmentation de la production dans l'après-guerre, il proposa un programme visant la mise au travail de tout le monde à un salaire raisonnable par la création de grands projets publics comme la construction d'un métro à Montréal, l'amélioration des routes et la construction de logements salubres. Rose précisa que ces projets seraient financés à partir des mêmes fonds qui avaient payé pour l'effort de guerre. En plus de projets publics pour le plein-emploi dans l'après-guerre, il souligna la nécessité d'un programme pour prendre soin des anciens combattants à leur retour de la guerre.³⁸

Les inégalités sociales du Québec étaient, d'après le candidat communiste, une autre importante entrave à l'unité canadienne. Notamment, les inégalités au niveau des salaires, de l'éducation et de la santé au Québec devaient être rectifiées.³⁹ Rose proposa de mettre les salaires des Canadiens français sur un même pied d'égalité avec ceux des travailleurs de l'Ontario, une mesure qui assurerait, au

dire de l'ouvrier-progressite, "full national equality for the French Canadian -economically, socially and politically."⁴⁰ Rose se prononça également en faveur d'un programme de santé publique pour le Québec et fit appel à la démolition des taudis dans Cartier et à la construction de logements salubres. "The slums in Cartier must be swept out. Tuberculosis must be eradicated. The children must be taken from the dirty alleys and given playgrounds."⁴¹

Les mesures proposées par Rose dans son programme électoral visaient un renforcement de l'unité canadienne par la réalisation de réformes afin d'assurer un plus grand effort de guerre au pays. Mais il n'y avait pas seulement les mécontentements à régler; il fallait également lutter contre les forces qui créaient de la division au pays. Un appel aux armes contre les forces fascistes fut ainsi lancé:

Aujourd'hui, la principale tâche que confronte les populations de l'univers démocratique est le gain de la guerre. Mais il y a chez nos démocraties une foule d'éléments sympathiques à cette portion de l'univers qui tente d'assurer et de mettre en esclavage le camp démocratique. Leur présence fait naître la nécessité de combattre sur le front local contre leurs tentatives de semer la confusion dans les esprits. 42

Rose critiqua la façon dont le gouvernement traitait les organisations antifascistes, notamment le P.O.P., et demanda leur légalisation. D'autre part, il proposa aussi de faire de l'antisémitisme un acte illégal au Canada.

Finalement, Rose préconisa dans son programme électoral un rapprochement entre le Canada et l'Union

soviétique. Soulignant que le maintien du "progrès démocratique" dans l'après-guerre ne serait possible que si la paix entre les grandes puissances du monde était maintenue, Rose affirma que le Canada devait faire sa part pour assurer la paix en développant des liens amicaux avec l'U.R.S.S. Il déclara:

Our leaders Churchill, Roosevelt and King called for friendship with the great Soviet people. There can be no peace without it. The people of Cartier will not elect men who have long records of Russia-baiting. 43

En somme, la plate-forme électorale de Rose se résume aux points suivants: un effort de guerre total, l'implantation de réformes sociales, le maintien du progrès dans l'après-guerre par des mesures visant le plein-emploi, le règlement des inégalités sociales au Québec, la lutte contre le fascisme et l'antisémitisme, et le développement de liens amicaux avec l'U.R.S.S. Dans l'ensemble, le programme électorale de Rose suivait de près la ligne directionnelle que le P.O.P. avait adoptée depuis l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. en 1941. Pour les communistes, la défaite des forces nazies en Europe était devenue leur premier objectif; il fallait tout faire pour venir en aide à l'U.R.S.S., la mère-patrie du communisme.⁴⁴ Les mesures avancées par Rose servaient bien les intérêts du parti, puisqu'elles visaient d'abord à renforcer l'effort de guerre du pays.

La plate-forme électorale de Rose suivit également

la nouvelle orientation réformiste que prit alors le P.O.P. En effet, incité par la dissolution de l'Internationale communiste en mai 1943 et dans le but d'élargir au pays le "front national pour la victoire", le parti adopta au cours de l'été de 1943 un nouveau programme qui remettait à plus tard la lutte pour le socialisme, qui proclamait l'opposition du parti à la violence, à la conspiration et à la clandestinité, et qui proposait une série de réformes axées sur les besoins immédiats des travailleurs.⁴⁵ C'est ainsi que Rose ne parla jamais au cours de sa campagne électorale de la nécessité d'une révolution au Canada ou de la destruction du système capitaliste.

D'autre part, il est intéressant de noter que le programme électoral de Rose ne mit pas beaucoup d'accent sur le développement de liens amicaux entre le Canada et l'Union soviétique. Bien que le P.O.P. avait en fait mené une campagne depuis 1941 pour une plus forte alliance entre les deux pays, cette mesure fut reléguée au second plan au cours de la campagne électorale et l'accent fut mis plutôt sur l'effort de guerre et la réalisation de réformes sociales. Il faut se demander s'il ne s'agissait pas là d'une tactique du parti visant à minimiser ses liens avec l'U.R.S.S. afin d'améliorer les chances de Rose dans Cartier.

Plusieurs des mesures contenues dans le programme électoral de Rose, notamment l'appel à un effort de guerre total et la lutte contre le fascisme et l'antisémitisme,

touchaient de près la population juive de la circonscription et sans doute firent de l'ouvrier-progressiste un candidat valable aux yeux de plusieurs. Toutefois, ces mesures étaient moins populaires parmi l'électorat francophone. En partie comme compensation aux Canadiens français, le programme électoral de Rose proposa ainsi le règlement des inégalités sociales au Québec. Mais en passant sous silence les préoccupations culturelles et politiques du Canada français, le programme de Rose fut loin de répondre à toutes les aspirations nationales des Canadiens français.

C- Le déroulement de la campagne

La campagne électorale de Rose fut axée vers les ouvriers de Cartier. Ayant comme slogan électoral "Avec Fred Rose, vous pouvez construire un Cartier plus heureux", le candidat ouvrier-progressiste fut présenté comme un grand défenseur des intérêts de la classe ouvrière. Rose se présenta lui-même comme un électricien et un organisateur ouvrier, et il insista pour que les travailleurs soient représentés par l'un des leurs.

From coast to coast Canadians demand a change. They are sick and tired of being governed by a party machine captured by a horde of lawyers and operated for narrow partisan purposes. Labor insists on being represented by one who lives in labor's ranks... I am a man of labor and the common people. I am an electrician and labor organizer. '46

Cette affirmation de Rose servait bien la cause du parti qui

insistait sur le fait que le P.O.P. était la vraie voix de la classe ouvrière.

Quatre autres candidats disputèrent l'élection partielle de Cartier. Le C.F.F. demanda à son secrétaire national, David Lewis, de se présenter à l'élection. Ayant vécu dans Cartier depuis leur arrivée au Canada en 1921, la famille de Lewis, qui était également d'origine juive, était bien connue dans la circonscription. Lors de sa campagne électorale, le candidat CCFiste se lança dans une longue diatribe contre les politiques implantées par le gouvernement fédéral depuis le début de la guerre. Lewis affirma que les politiques gouvernementales servaient uniquement les intérêts de la grande entreprise et que c'était de telles politiques qui avaient occasionné la présente guerre. Il ajouta qu'en favorisant la grande entreprise les politiques du gouvernement King mettaient en danger l'avenir du pays. Pour Lewis, il fallait dès maintenant mettre en place des mesures afin de garantir un meilleur monde dans l'après-guerre. Il déclara:

We condemn the present policy which has given big business an even greater stranglehold on the future of our country, and we must begin now to lay plans for the rehousing of Canada, for the guarantee of continuous employment, and for the establishment of a comprehensive system of social security. 47

Lewis promet de travailler à l'amélioration du sort des ouvriers, des fermiers et de la classe moyenne par l'implantation de réformes dans les domaines des salaires, de la santé, de l'éducation et du logement.

C'est envers Lewis que Rose fut le plus virulent dans ses attaques contre ses adversaires. Il y avait toujours eu de mauvais sentiments entre le P.O.P. et le C.C.F. Notamment, les communistes considéraient les CCFistes comme de vils collaborateurs de classe qui entraînaient les ouvriers à accepter le capitalisme. A partir de l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. en 1941, le P.O.P. commença à dénoncer le C.C.F. comme "aventuriste" et "gauchiste", d'une part, parce qu'il critiquait le gouvernement King et refusait de soutenir inconditionnellement l'effort de guerre, et, d'autre part, parce qu'il faisait du socialisme l'enjeu décisif au pays pendant la guerre.⁴⁸ Par ailleurs, les communistes canadiens partageaient une certaine amertume envers Lewis, car au cours de la guerre ce dernier avait exprimé sa sympathie à l'égard de deux importants socialistes polonais-juifs tués par la police secrète soviétique après l'attaque d'Hitler contre l'U.R.S.S. Aux yeux des communistes, Lewis cherchait tout simplement à semer de la mésestente entre les Alliés.⁴⁹ Néanmoins, les critiques de Rose à l'égard de la candidature de Lewis s'expliquent surtout par le fait que l'ouvrier-progressiste devait se distancier de Lewis, puisque les deux candidats s'adressaient essentiellement à la même clientèle, les ouvriers de Cartier.

Dès le début de sa campagne, Rose demanda pourquoi le C.C.F. s'obstinait à présenter un candidat dans Cartier,

alors que la plupart des ouvriers de la circonscription étaient sympathiques aux politiques du P.O.P. N'avaient-ils pas élu Michael Buhay aux récentes élections municipales? N'avaient-ils pas en grand nombre accordé leur soutien à Rose en 1935 et 1936? Dans l'intérêt de l'unité ouvrière, le candidat communiste demanda au C.C.F. de retirer la candidature de Lewis et de concéder la circonscription au P.O.P.⁵⁰

Mais l'unité ouvrière demandée par Rose et son parti ne se concrétisa jamais. Bien que le P.O.P. et le C.C.F. partageaient le même avis sur plusieurs questions, les deux partis politiques ne purent jamais mettre de côté leurs différends et collaborer. Le C.C.F. refusa toute collaboration avec le P.O.P. parce qu'il était un parti révolutionnaire et lié à l'U.R.S.S.⁵¹ Pour sa part, le P.O.P. prêchait l'unité ouvrière, mais il dictait en même temps les conditions d'alliance. Lewis refusa donc de retirer sa candidature et par la suite Rose ne cessa de critiquer le CCFiste. Tout d'abord, il souligna que la candidature de Lewis risquait de diviser le vote ouvrier en faveur du candidat libéral. Il accusa également Lewis d'avoir mené une sale campagne de mensonges; en particulier, il imputa au CCFiste la rumeur qui circulait, à savoir que sa campagne électorale était financée à partir de fonds reçus par le P.O.P. pour venir en aide à l'Union soviétique. De même, Rose accusa Lewis d'avoir utilisé la vieille

tactique du "red-baiting" afin d'apeurer les électeurs. Il déclara:

What I object to, among other things, is that Mr. Lewis is attempting to win an election by using that old trick of drawing a red herring across the trail. He thinks that by labelling me a Communist he can turn the electors against me. 52

Rose ajouta qu'il était fier d'être communiste et que de millions de Russes avaient montré au cours de la guerre que le communisme méritait notre respect.

Le candidat libéral à l'élection partielle était l'avocat Lazarus Phillips. Natif de Cartier, Phillips avait vécu une bonne partie de sa vie dans la circonscription et avait fait son apprentissage de la politique auprès de l'ancien député libéral, S.W. Jacobs. Phillips basa son programme électoral sur les réussites du gouvernement depuis le début de la guerre. Il affirma qu'un vote pour lui était un vote en faveur de l'effort de guerre du gouvernement King.

The government of the day has asked the voters of Cartier to vote for me, as its official standard-bearer, and basis such request on its record in the prosecution of the war to date, and on its declared intention to carry through to complete victory until the enemy is annihilated. 53

Soulignant que Cartier était un fief juif créé par le gouvernement fédéral pour donner une représentation juive à Ottawa, Phillips lança un appel spécial aux électeurs canadiens-juifs de voter pour lui. Il se proclama également l'ami des ouvriers et promit de travailler à Ottawa pour des mesures de sécurité sociale.⁵⁴

Rose considérait Phillips comme un représentant de

la "machine libérale" du Québec, un organisme qui selon lui était très tiède envers l'effort de guerre et qui était le refuge de sympathisants fascistes. Signalant que Phillips vivaient confortablement dans Westmount, Rose affirma que le candidat libéral ne devait pas être élu, car il ne comprenait rien de la misère qui existait dans Cartier.

No one in Cartier begrudges Mr. Phillips his lovely home... How can Mr. Phillips understand at all the desperate needs of the men and women who live in the houses pictured here? Would he think of the children playing in the dirty yards, the heat and the dust, the stuffy overcrowded rooms? 55

Rose ajouta que les taudis de Cartier étaient le résultat de vingt-cinq ans de règne libéral dans la circonscription et que l'élection d'un autre "backbencher" libéral à Ottawa n'amènerait pas d'aide aux pauvres de Cartier.

Le candidat du Bloc populaire était Paul Massé. Le Bloc populaire avait été fondé en septembre 1942. Il émana de la Ligue pour la défense du Canada, un mouvement anti-conscriptionniste canadien-français qui avait mené une campagne en 1942 en faveur du non lors du plébiscite pour relever le gouvernement King de sa promesse de ne jamais imposer la conscription au pays. Le Bloc mena la lutte politique au Québec au niveau fédéral et provincial. L'élection partielle de Cartier était la première fois que le parti briguaient officiellement les suffrages.⁵⁶

Massé entra assez tard dans la course pour le siège de Cartier. Issu d'une famille nombreuse de Québec, il était venu pratiquer le droit dans les quartiers ouvriers de

Montréal. Massé avait également été membre de l'Action libérale nationale et s'était présenté aux élections provinciales du Québec en 1939 dans Montréal-St-Louis. Le principal thème de son programme fut la modération de l'effort de guerre. Pour le candidat du Bloc, la participation du Canada à la guerre devait être volontaire et proportionnelle à la population et aux ressources du pays. Au lieu d'hypothéquer les générations futures avec des "dépenses excessives" de guerre, le gouvernement devait plutôt porter plus d'attention aux problèmes socio-économiques du pays. Dans un dépliant écrit en plusieurs langues, il déclara:

I have accepted to be the candidate of the Canadian Popular Block in Cartier because I know that all true Canadians are opposed to conscription for overseas, and to the yearly gifts of a billion to England; because I know you are in favor of economical and social reforms and are tired of the exploitation of the laboring parties by the policies of the war-mongers and trust-rulled parties. Unite with me for a true Canadian policy and a moderate war effort proportionate to our means. 57

Massé fit également appel au cours de la campagne électorale à diverses réformes: ajustement des salaires au niveau du coût de la vie, assurances sociales, allocations familiales, assurance-chômage, abolition des trusts et contrôle étatique des ressources naturelles. Par ailleurs, il concentra sa campagne chez la population francophone de la circonscription et rejeta la croyance populaire voulant que Cartier devait être représenté par un Canadien juif. Polyglotte, il s'adressa également aux minorités ethniques

russe, hongroise et allemande de la circonscription.

Pour Rose, Massé représentait les forces qui cherchaient à diviser le pays, c'est-à-dire les forces sympathiques au fascisme. Certes, certains commentaires du candidat du Bloc, qui avaient frôlé l'antisémitisme, convainquirent Rose que Massé était un nazi.⁵⁸ Notamment, Massé déclara au cours de la campagne électorale:

De quel droit ces gens-là viennent-ils nous demander d'aller nous faire tuer, de ruiner notre pays parce qu'ils ont subi des affronts? J'admets que les Juifs ont des affronts à laver, mais ils ne doivent pas nous les faire laver... 59

En plus d'accuser Massé d'être un nazi, Rose le taxa de s'être présenté uniquement pour de l'argent fourni par la machine libérale du Québec. Il précisa:

The "machine" put up Masse to scare the Jewish electors so that they could say the Jews are in danger of losing their representation in Ottawa and therefore should elect Lazarus Phillips. They are fighting a losing fight and they won't scare you. They want only to confuse you, because Masse has no chance of polling any more than a handful of votes. 60

Rose exhorta la population de Cartier de rejeter cet "affront" à la démocratie.

Le dernier candidat à poser sa candidature à l'élection partielle fut Moses Miller. Homme d'affaires de Montréal, Miller s'était présenté comme échevin aux dernières élections municipales. Il ne fit pas de démarchage électoral et se contenta d'annoncer à la radio quelques jours avant l'élection les principaux points de son programme électoral. L'effort de guerre devait être la

première tâche des Canadiens, selon Miller. Il se prononça également prêt à travailler pour régler les problèmes de logement, du bas niveau de vie, de l'éducation et du bien-être social. Ayant vécu toute sa vie dans Cartier, Miller entendait travailler en tant que membre indépendant pour les gens de la circonscription.

I pledge myself to uphold the honor and integrity of the average man in Cartier (sic)... to remain independent... to do everything in my power to fight with dignity and honor for the majority's best interests and needs. 61

Rose ne semble pas avoir porté aucun commentaire sur la candidature de Miller. Certes, l'entrée tardive du candidat indépendant ne préoccupa pas l'ouvrier-progressiste.

D- Les irrégularités de la liste électorale

Un événement important qui eut lieu au cours de la campagne électorale fut la découverte d'irrégularités dans la liste électorale. La circonscription de Cartier avait à l'époque une certaine réputation de corruption électorale. En 1938, David Lewis avait refusé de se présenter pour le C.C.F. à une élection complémentaire dans Cartier en partie à cause de la corruption dans la circonscription.⁶² Si nous acceptons que le taux de bulletins rejetés à une élection est une indication d'irrégularités électorales, celui de Cartier aux élections fédérales de 1940 fut remarquable: 3.37 pour cent (716 votes) des suffrages furent

rejetés, trois fois la moyenne nationale.⁶³

La réputation de Cartier fut mise en évidence dès la sortie des listes d'électeurs. Le 6 juillet 1943, un électeur de Cartier se plaignit d'irrégularités dans la liste électorale au rédacteur du journal The Montreal Daily Star. Entre autres, il signala qu'il y avait onze noms inscrits à son adresse sur la liste, mais qu'en réalité seulement deux personnes vivaient sous son toit.⁶⁴ Suite à cette plainte, l'officier-rapporteur de l'élection, Lazarus Bavitch, admit que des irrégularités s'étaient produites lors de l'énumération et annonça qu'une nouvelle énumération aurait lieu pour l'arrondissement en question.

La réponse de l'officier-rapporteur ne contenta pas Rose. Une enquête de son comité électoral effectuée dans une vingtaine de districts électoraux avait trouvé cinquante noms faussement ajoutés à la liste électorale. Rose alla à Ottawa rencontrer l'adjoint au directeur général des élections, Donald Stewart, et l'informa que la liste électorale avait été largement engraisée. Malgré les renseignements fournis par Rose et des déclarations assermentées qui témoignaient des irrégularités, le gouvernement ne prit aucune mesure corrective. Après une enquête préliminaire, il fut décidé que les plaintes de l'ouvrier-progressiste n'étaient pas fondées.⁶⁵

La question des irrégularités dans la liste électorale refit surface à la Chambre des communes. Le

C.C.F. avait lui aussi mené une enquête dans les districts électoraux de Cartier et avait trouvé une foule d'erreurs. Le 20 juillet 1943, le chef du C.C.F., M.J. Coldwell, annonça aux Communes que sur deux mille noms vérifiés dans Cartier six cent cinquante noms avaient été inscrits à tort ou étaient fictifs. Coldwell conclut que l'ensemble de la liste était inutilisable et demanda une nouvelle énumération.⁶⁶ De nouveau confronté à des plaintes d'irrégularités, le gouvernement agit rapidement et annonça des mesures pour enrayer les irrégularités. Puisqu'une nouvelle énumération aurait occasionné un long retard, il fut décidé plutôt d'effectuer une vérification de chaque arrondissement.⁶⁷

La vérification de la liste électorale eut lieu du 22 au 24 juillet. Il y eut également une révision judiciaire de la nouvelle liste. Selon le directeur général des élections, J. Castonguay, les mesures prises réglèrent le problème des irrégularités.⁶⁸ Cependant, la révision de la liste électorale ne semble pas avoir satisfait plusieurs des candidats. L'agent d'élection de Massé, Michel Chartrand, affirma dans une lettre ouverte au Le Devoir que la révision avait été mal faite et exigea une nouvelle énumération.⁶⁹ Lewis était également mécontent de la nouvelle liste électorale.⁷⁰ Pour sa part, Rose signala que la nouvelle liste avait été mal faite par suite de la pression du gouvernement à agir rapidement. Dans une lettre

au directeur général des élections, écrite après l'élection, il affirma:

Since the Government did not find it expedient to defer the date of the by-election, the re-enumeration had to be hurried in a matter of three days, and when the final electoral lists were made available there was little time left for an independent canvass. However, numerous electors did inform my committee room that they had still been omitted from the lists in spite of the re-enumeration, declaring in most cases that the re-enumerators had filled out the forms provided them by which omitted electors were supposed to have been placed on the electoral lists. 71

Les plaintes au sujet de la nouvelle liste électorale furent corroborées par une enquête du journal The Gazette. Lors de la révision, un journaliste du quotidien avait réussi à se faire nommer énumérateur dans un district où il ne demeurait pas. Au cours de la vérification, le journaliste nota une vingtaine d'irrégularités; mais seulement la moitié de ces erreurs avaient été corrigées sur la nouvelle liste.⁷²

La découverte d'irrégularités dans la liste électorale joua un rôle important à l'élection partielle de Cartier, puisque le candidat libéral hérita du blâme de l'affaire. Phillips tenta de se distancer des événements. Au cours de la révision, il proclama son innocence.⁷³ Mais Phillips ne pouvait pas nier ses liens de parenté avec l'officier-rapporteur (son neveu) et le fait que la majorité des énumérateurs avaient été nommés par son parti. Les autres candidats blâmèrent la machine libérale. D'après Rose, les gens de Cartier n'oublièrent pas l'affaire le jour du vote.

Il attribua sa victoire en partie au rejet de la corruption politique du Parti libéral.⁷⁴

E- Les résultats de l'élection

Le jour de l'élection ne fut pas calme. Le journal The Gazette signala quelques incidents de violence provoqués par des sympathisants libéraux.⁷⁵ Dans son autobiographie, David Lewis souligne que le jour de l'élection dans Cartier fut très sale:

The C.C.F. had the moral satisfaction of knowing that every ballot counted for me was an honest one, but that did not wipe out the disgust at the distasteful nature of the campaign, the site of gangs of goons at meetings, and the fights in the streets on election day. 76

Rose signala également que le jour de l'élection fut particulièrement violent.

This election was won by the Labor-Progressive forces in spite of the most outrageous gangsterism openly organized and dictated by the old-line party machine. Beatings of workers supporting me were carried out in the streets by armed gangs of thugs. 77

Les résultats de l'élection furent annoncés vers la fin de la soirée: Rose, 5,784 votes; Massé, 5,463 votes; Phillips, 4,129 votes; Lewis, 3,302 votes; et Miller, 107 votes.⁷⁸ Triomphant, Rose attribua sa victoire aux mesures progressistes de son programme. "I attribute my election first and foremost to the positive program of progressive measures for which I stand pledged to fight in the House of

Commons."⁷⁹ Il ajouta que les gens de Cartier avaient également voté contre le fascisme et l'antisémitisme, pour l'unité et l'égalité nationale, pour une politique ouvrière démocratique et contre la corruption électorale.

Il semble bien que Rose réussit à recueillir des votes parmi tous les différents groupes ethniques de la circonscription. Il est très difficile d'analyser le vote ethnique pour l'élection, puisque plus de la moitié de l'électorat ne vota pas et parce que plusieurs variables ne sont plus disponibles. Néanmoins, une étude réalisée par le journal The Gazette au lendemain de l'élection compara les résultats de chaque bureau de vote à la population ethnique du district électoral et conclut que le vote francophone était allé en grande majorité à Massé, Rose ayant reçu entre 500 à 800 votes canadiens-français; que le vote des immigrants de l'Europe de l'Est s'était divisé entre Rose et Massé, le candidat communiste ayant reçu une majorité de ces suffrages; que le vote anglo-protestant-catholique était allé en grande partie à Phillips, Lewis ayant été le second choix de ce groupe; et que le vote juif s'était divisé entre Rose, Lewis et Phillips.⁸⁰ Si l'étude du quotidien est exacte, les 500 à 800 votes francophones recueillis par Rose furent décisifs à sa victoire. Selon un militant de l'époque, ce fut le vote francophone qui permit à Rose de gagner dans Cartier.⁸¹ Rose avait mené sa campagne chez les différents groupes ethniques de la circonscription et avait

fait particulièrement attention aux Canadiens français. Son élection marqua la percée du P.O.P. chez une nouvelle clientèle.

La victoire de Rose surprit ses adversaires. Lewis déclara que sa défaite était due à la confusion créée chez l'électorat par le Bloc populaire au cours de la campagne électorale.⁸² Pour sa part, Phillips affirma qu'il avait perdu aux mains de ceux qui prêchaient "class hatred and racial bigotry". Il ajouta que des "circonstances locales" avaient créé de la confusion chez les électeurs, les empêchant ainsi de voter sur la principale question, soit l'effort de guerre.⁸³ Enfin, Massé refusa de se résigner à l'élection d'un communiste. A la suite d'une réaddition des résultats de chaque bureau de vote le 11 août,⁸⁴ qui fit passer la majorité de Rose de 321 à 261 votes et qui établit le nombre de bulletins rejetés à 639, il demanda un recomptage judiciaire des résultats. Massé accusa également Rose d'avoir volé l'élection.

Il a bénéficié lundi de milliers de noms étrangers à consonnance youpine, mais il a frustré de milliers de Canadiens français...

L'élection de Cartier a été volée, et volée systématiquement, de la façon la plus répugnante. Elle a été volée des mois à l'avance.

Nous allons nettoyer le comté de Cartier, du point de vue électoral, afin que les électeurs ne soient plus frustrés de leur droit de vote. 85

Le recomptage judiciaire commença le 16 août et dura cinq jours. Plusieurs irrégularités furent trouvées lors de l'examen à la loupe des suffrages; entre autres, dans

certaines bureaux de vote, il y avait plus de bulletins dans la boîte que d'électeurs. Au cours du dépouillement, les avocats de Massé tentèrent à deux reprises de faire invalider l'élection de Rose. Tout d'abord, ils signalèrent que Fred Rose n'existait pas, car son vrai nom de famille était Rosenberg. Ils soulignèrent également que le communiste était un ancien interné et que sous les articles des Règlements de la défense du Canada il ne pouvait pas se présenter à des élections. Mais le juge rejeta les arguments des avocats de Massé et compléta le dépouillement. Les résultats finals du recomptage confirmèrent l'élection du communiste: Rose, 5,789 votes (30.42 pour cent); Massé, 5,639 votes (29.63 pour cent); Phillips, 4,180 votes (21.97 pour cent); Lewis, 3,313 votes (17.41 pour cent); et Miller, 109 votes (0.57 pour cent).⁸⁶

F- Les facteurs qui contribuèrent à la victoire de Rose

L'élection partielle de Cartier en 1943 fut remarquable sur quatre points: premièrement, Lewis termina quatrième malgré le fait que son parti bénéficiait alors d'une popularité croissante à la grandeur du Canada; deuxièmement, le candidat libéral ne recueillit qu'un cinquième des votes, ce qui indiquait un grand mécontentement chez l'électorat à l'égard des politiques du gouvernement King; troisièmement, Massé termina deuxième et

recueillit au-dessus de 29 pour cent des votes, ce qui réaffirmait clairement l'opposition des Canadiens français à l'effort de guerre;⁸⁷ et quatrièmement, le P.O.P. réussit à doubler son soutien électoral dans la circonscription depuis l'élection fédérale de 1935, ce qui résulta dans l'élection de Rose. Mais comment la victoire de l'ouvrier-progressiste peut-elle s'expliquer?

L'historiographie canadienne n'a pas beaucoup étudié l'élection de Rose en 1943. Dans son histoire du P.O.P., I. Avakumovic souligne que l'élection de l'ouvrier-progressiste fut le résultat d'une machine électorale efficace, de l'appui des syndicats, de la peur du fascisme européen et québécois chez l'électorat, et du soutien électoral des immigrants de l'Europe de l'Est dans Cartier.⁸⁸ M. Fournier mentionne dans son étude sur le communisme au Québec que le succès électoral de Rose fut en partie le résultat de l'adoption d'un discours unitaire et réformiste par le P.O.P. à l'époque.⁸⁹ C.D. Grimson signale que l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. créa un sentiment pro-soviétique au Canada et aida grandement au succès électoral de Rose.⁹⁰ Pour sa part, A. Lévesque-Olssen lie la victoire de Rose aux efforts du parti auprès des travailleurs pendant les années 1930.⁹¹ Enfin, N. Penner souligne également que le sentiment pro-soviétique au pays engendré par la victoire des forces soviétiques à Stalingrad et par la dissolution de l'Internationale communiste en 1943 contribua à la victoire

du communiste.⁹²

Même si ces thèses nous paraissent valables pour expliquer la victoire de Rose, elles se limitent dans la plupart des cas à des facteurs secondaires. Il nous semble plutôt que l'élection du communiste s'explique surtout par son appui à l'effort de guerre et à des mesures progressistes. Il est évident que la majorité des gens de Cartier était pour l'effort de guerre. Au plébiscite de 1942, ils avaient voté oui à 70 pour cent.⁹³ Mais l'effort de guerre n'était pas la seule question d'importance pour l'électorat de Cartier. La plupart de ces gens étaient des ouvriers qui avaient vécu plusieurs années de misère au cours de la grande dépression des années 1930. Par ailleurs, l'effort de guerre leur en avait demandé beaucoup: gel des salaires, hausse du coût de la vie, rationnement, conscription, répression du mouvement ouvrier. Pour récompenser leurs efforts, les gens de Cartier, comme ceux d'ailleurs, voulaient des réformes sociales pour répondre à leurs besoins. Au dire de Mackenzie King, c'était cette volonté des travailleurs d'obtenir de meilleures conditions de vie qui causa la défaite des candidats libéraux aux élections partielles de 1943. Le soir des élections, il nota dans son journal:

I said I had expected to lose all. That our price control policy with the freezing of wages made it very difficult to keep labour against parties that were promising all kinds of things. 94

Le programme électoral de Rose répondait le mieux aux be-

soins des gens de Cartier, car il faisait appel à des mesures pour renforcer l'effort de guerre et à des réformes sociales. Massé fit également appel à des réformes sociales, mais il demanda en même temps une modération de l'effort de guerre. Pour sa part, Phillips concentra sa campagne sur l'effort de guerre du gouvernement King et se contenta de défendre le statu quo. Quant à Lewis, même s'il fit appel à des réformes sociales, il fut très critique de la politique de guerre du gouvernement. Enfin, mentionnons que la campagne de Miller fut trop tardive pour avoir aucun effet.

Plusieurs autres facteurs contribuèrent à la victoire de Rose. Comme nous l'avons souligné précédemment, le mécontentement au sujet de la corruption électorale, largement attribuée au candidat libéral au cours de la campagne, contribua à la victoire de Rose. D'autre part, le fait que moins de 50 pour cent de l'électorat vota dans Cartier aida les chances de Rose. En effet, les électeurs de Cartier avaient voté auparavant en grande majorité pour le candidat libéral. Ainsi, une forte participation à l'élection aurait joué en faveur de Phillips. De plus, la présence de plusieurs candidats à l'élection joua aussi en faveur de Rose; notamment, la présence de Massé nuisit beaucoup au candidat libéral, puisqu'elle lui arracha une clientèle jusqu'alors fidèle, les Canadiens français.

Un facteur important qui permit à Rose de gagner en 1943 furent les liens que le P.O.P. avait établis au cours

des années auprès de divers groupes ethniques de l'Europe de l'Est, en particulier chez les Canadiens d'origine juive, finlandaise et ukrainienne. En effet, ces liens permirent à Rose et non à Lewis de bénéficier du mouvement vers les partis politiques de gauche qui s'effectuait alors chez l'électorat canadien. Bien que le C.C.F. participa également à l'élection dans Cartier, ce parti était un organisme anglo-protestant aux yeux de plusieurs nouveaux Canadiens. Au contraire, il y avait une longue tradition de soutien pour les communistes parmi ces groupes ethniques. La tradition établie, le candidat du P.O.P. devint ainsi le choix des électeurs allophones, notamment des Canadiens juifs, qui abandonnèrent leur appui au gouvernement libéral et qui se tournèrent vers la gauche.

Comme l'a souligné Avakumovic, un autre facteur important qui contribua au succès électoral de Rose fut l'efficacité de la machine électorale du P.O.P. dans Cartier. Certes, le parti, surtout son aile québécoise, avait concentré beaucoup de ses efforts à l'élection partielle. D'ailleurs, l'expérience acquise lors d'élections précédentes dans la circonscription avait montré aux dirigeants du parti qu'ils devaient mettre sur pied une organisation pouvant rivaliser celle du Parti libéral s'ils voulaient gagner. Bénéficiant de contacts auprès des travailleurs de Cartier depuis plusieurs années, le P.O.P. réussit à organiser une impressionnante équipe de bénévoles

et à mener une campagne pleine d'énergie. Dans un éditorial du Le Devoir, le rédacteur, Omer Héroux, reconnut la force organisationnelle du P.O.P.

L'on peut s'opposer qu'à l'heure actuelle les communistes disposent d'une équipe de militants dont l'équivalent n'existe peut-être dans aucun autre parti. Il y a des écoles pour former ces militants, des feuilles de propagande pour les lier et leur donner des mots d'ordre, des salles où ils peuvent se réunir. Et nombre d'entre eux ont une ardeur à la bataille qui est vraiment remarquable. Le succès de Rose dans Cartier, qui abasourdit tant de gens, n'a point surpris ceux qui savent un peu à quel point les communistes peuvent et veulent travailler. La pire des erreurs serait de nier l'existence de leur force. 95

La force organisationnelle du P.O.P. dans Cartier impressionna tellement certains dirigeants du Parti libéral qu'ils tentèrent plus tard de faire changer les limites de la circonscription afin de diviser les forces communistes dans cette région de Montréal.⁹⁶

Si la campagne de Rose fut bien organisée, ce ne fut pas le même cas pour les autres candidats. Dans son journal, Mackenzie King indiqua qu'une faible organisation avait contribué à la défaite du Parti libéral.⁹⁷ Le C.C.F. reconnut également la faiblesse de son organisation lors de l'élection complémentaire.⁹⁸ Pour sa part, André Laurendeau, le chef provincial du Bloc populaire, signala que le Bloc avait négligé Cartier et avait concentré ses efforts sur l'élection partielle dans Stanstead en grande partie parce qu'il doutait des chances de Massé. Il déclara:

...si nous n'avons enregistré qu'une victoire au lieu de deux, cela tient peut-être à mon pessimisme. Nous pouvions, nous devions gagner Stanstead; mais je doutais de nos chances dans Cartier. J'ai donc choyé Stanstead. 99

Mentionnons enfin que la grande liberté avec laquelle le P.O.P. agissait alors au Québec contribua également au succès électoral de Rose. En fait, le gouvernement d'Adélard Godbout n'avait pas poursuivi les mêmes politiques de répression du gouvernement de Maurice Duplessis. N'étant plus chassé par la loi du cadenas, le P.O.P. put se dévouer ouvertement à l'élection partielle.

G- Les conséquences de l'élection de Rose

Une importante conséquence de l'élection de Rose en 1943 fut la légitimation du P.O.P. auprès du mouvement ouvrier canadien. Le P.O.P. pouvait maintenant se réclamer représentant légitime d'une section des ouvriers du Canada. La victoire de Rose ainsi que celles de deux autres ouvriers-progressistes aux récentes élections provinciales de l'Ontario signifiaient que le C.C.F. n'était pas l'unique voix du mouvement ouvrier canadien. L'avertissement fut ainsi lancé au C.C.F.

Firstly, it has to understand that its policy of reserving to itself all claim to represent labor has already been condemned -even by many who are sympathetic to the C.C.F. In St. Andrew and Bellwoods in Toronto, and in Montreal-Cartier, the C.C.F. candidates were defeated, and leftwing labor champions were elected. 100

Les dirigeants du P.O.P. souhaitaient que l'élection de Rose servirait de leçon au C.C.F. et qu'il coopérerait dans l'avenir à l'unité du mouvement ouvrier. Mais la victoire de Rose paraît plutôt avoir élargi le fossé entre les deux partis. Lorsque Buck proposa d'unir le P.O.P. au C.C.F. en septembre 1943, les dirigeants du C.C.F. refusèrent en partie parce que le P.O.P. avait présenté Rose contre Lewis à l'élection complémentaire.¹⁰¹ Désormais, le P.O.P. se tourna vers une coalition avec les libéraux.

Les dirigeants du P.O.P. profitèrent également de la victoire de Rose pour faire la leçon au gouvernement King. Ils signalèrent que les résultats des récentes élections au fédéral et au provincial en Ontario signifiaient que les Canadiens condamnaient les politiques gouvernementales.

The verdict is clear; by voting in masses for the C.C.F., by electing Macleod and Salsberg in Ontario and Rose in Montreal-Cartier, by defeating him in two western seats, and, in a sense, by electing 38 members of the Progressive-Conservative party in Ontario, a representative part of the public has condemned Mr. King's leadership of the war. ¹⁰²

Pour le P.O.P., le gouvernement devait changer ses politiques de façon à renforcer l'effort de guerre et à faire du monde ouvrier et de ses représentants de vrais partenaires dans l'effort de guerre.

Il semble bien que l'élection de Rose fut partiellement responsable d'un changement dans les politiques sociales du gouvernement King. Plus de 78 pour cent des voix avaient été contre le candidat libéral dans

Cartier. Le Parti libéral avait également été battu aux trois autres élections complémentaires. Conscient du changement d'allégeance politique qui s'effectuait alors au sein de l'électorat canadien, le premier ministre Mackenzie King attribua les défaites libérales au mécontentement des travailleurs envers les mesures sociales de son gouvernement et souhaita que les défaites sensibiliseraient les libéraux à la nécessité d'agir dans le domaine social. Il nota dans son journal:

...labour has to be dealt with in a considerate way. In my heart, I am not sorry to see the mass of the people coming a little more into their own, but I do regret that it is not a Liberal party that is winning that position for them. It should be, and it can be that our people will learn their lesson in time. 103

Au lendemain des élections, le gouvernement King commença à porter plus d'attention aux politiques sociales. Certes, les événements de l'été de 1943 en étaient responsables.¹⁰⁴

Tout probablement la plus importante conséquence de la victoire de Rose fut l'accession du P.O.P. à un nouveau et important forum pour émettre ses idées. Au cours des prochaines années, le P.O.P. allait avoir une voix communiste au Parlement.

CHAPITRE III

PREMIER SEJOUR AU PARLEMENT: 1944-1945

Quoique Rose fut élu en août 1943, il dut attendre l'ouverture de la nouvelle session du Parlement à la fin de janvier 1944 avant de siéger à la Chambre des communes.¹⁰⁵ Entre temps, il se prépara pour ses nouvelles tâches de député et poursuivit ses fonctions au sein du parti au Québec. A son arrivée à Ottawa au début de 1944, Rose ne se retrouva pas seul au Parlement; il rejoignit à la Chambre Dorise Nielsen, député de Battleford-Nord en Saskatchewan, qui avait appuyé depuis 1940 plusieurs des politiques du P.O.P.¹⁰⁶ Malgré la présence d'une collègue, les premiers jours de l'ouvrier-progressiste au Parlement furent assez difficiles. Ridiculisé par le chef du Parti conservateur qui s'amusait à placer sur son bureau une rose rouge, Rose se trouva souvent seul, les autres députés l'évitant autant que possible. Par ailleurs, il dut se plaindre à quelques reprises avant d'obtenir un bureau de travail. Malgré tout, Rose développa des liens avec plusieurs membres du gouvernement, entre autres le premier ministre King.

Trois sessions de la législature eurent lieu lors du premier séjour de Rose au Parlement. La première session débuta le 27 janvier 1944 et dura jusqu'à la mi-août. L'ordre du jour de la nouvelle session fut très chargé; entre autres, le gouvernement proposa de continuer l'effort de guerre, d'implanter des mesures pour venir en aide aux pays ravagés par la guerre, de participer à la mise sur pied d'un organisme international pour la sécurité mondiale et d'implanter une série de mesures visant l'établissement d'un minimum de sécurité sociale pour les Canadiens. La séance de la Chambre fut reprise aux mois de novembre et décembre afin de discuter de l'urgente question du contingent militaire en Europe. Une troisième session de la Chambre commença le 19 mars 1945 et fut de très courte durée; avant le déclenchement d'une élection générale, le gouvernement voulut traiter des mesures financières de l'Etat et d'une résolution pour envoyer une délégation à la conférence de San-Francisco qui avait pour but l'établissement d'un organisme international de sécurité mondiale. En se prononçant en Chambre sur les diverses mesures gouvernementales, Rose réitéra les principales questions soulevées lors de sa campagne électorale: l'effort de guerre total, l'unité nationale, la démocratisation de l'effort de guerre, la lutte contre l'antisémitisme et le fascisme, le plein-emploi dans l'après-guerre et la paix entre les grandes puissances.

A- Les affaires extérieures

1- La formation d'un monde démocratique

Entre l'élection de Rose et l'ouverture de la nouvelle session de la Chambre des communes, un important événement eut lieu sur la scène internationale: il s'agit de la conférence de Téhéran qui réunit pour la première fois les chefs des trois grandes puissances de la coalition antinazie, Churchill, Roosevelt et Staline. En plus de fixer l'ouverture du second front en Europe, les trois puissances s'engagèrent à Téhéran à édifier dans l'après-guerre un monde démocratique basé sur une coexistence pacifique entre le communisme et le capitalisme. Les communistes donnèrent une signification spéciale à l'accord de Téhéran; il s'agissait pour eux d'un gage de paix pour plusieurs générations à venir et du début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité. La paix étant garantie, le progrès social était maintenant possible dans l'après-guerre grâce à la collaboration entre les forces démocratiques.¹⁰⁷

Dès son premier discours à la Chambre des communes, Rose exalta les mérites de la conférence de Téhéran. Il signala que la collaboration internationale manifestée par les trois grandes puissances à Téhéran avait jeté les fondements d'une ère nouvelle d'immense progrès pour l'humanité. Notamment, l'accord entre les trois grands de

voir à la suppression de la tyrannie et de l'oppression constituait, au dire de l'ouvrier-progressiste, une charte en vue de l'établissement d'un monde meilleur dans l'après-guerre.

Nous avons là une grande charte en vue de la victoire et d'un monde meilleur; une charte qui fera la part non seulement des grandes puissances, comme d'aucuns sont portés à interpréter la déclaration de la conférence de Téhéran, mais de tous les peuples grands et petits; une charte qui sera le point de ralliement sur le plan national et international. 108

Rose ajouta que grâce à la coopération entre les grandes puissances il était maintenant possible de prévoir un monde libéré du joug colonial et formé de pays démocratiques.

A la suite de ces conférences, on entrevoit des peuples libres qui combattent pour le rétablissement du régime démocratique et qui, bien qu'avec hésitation, reçoivent certains secours des principales puissances au sein des Nations Unies. 109

Rose souhaita voir la participation du Canada à la formation du monde d'après-guerre. En se basant sur la déclaration de Téhéran, le Canada devait collaborer à la formation d'une grande famille de pays démocratiques. D'autre part, Rose incita le gouvernement King à ne pas intervenir dans les pays libérés afin d'influencer le choix du gouvernement et il critiqua fortement l'intervention de la Grande-Bretagne dans la formation du gouvernement en Italie, au Belgique et en Grèce. Suggérant qu'il s'agissait de tentatives de la part d'impérialistes britanniques de réaffirmer leur domination, il déclara: "Cela n'est pas conforme à la déclaration formulée à la conférence de

Téhéran et voulant que chaque peuple puisse choisir le gouvernement qu'il désire se donner."¹¹⁰ Selon l'ouvrier-progressiste, les gens des pays libérés ne voulaient pas retourner aux conditions qui existaient avant la guerre et ils désiraient choisir eux-mêmes leur gouvernement.

Toutefois, il semble bien que le terme "démocratie" avait un double sens pour Rose. Bien qu'il s'opposa à l'intervention de la Grande-Bretagne en Grèce, il ne fit pas de même pour l'occupation de la Pologne par l'armée soviétique. Au contraire, Rose trouva l'intervention de l'U.R.S.S. en Pologne juste et signala qu'il s'agissait d'un acte légitime ayant comme objectif la mise sur pied d'un régime antifasciste. Précisant qu'à l'avenir l'Union soviétique ne se fermerait plus les yeux à la formation de pays fascistes et antisoviétiques en Europe, il exhorta les Canadiens à comprendre qu'un retour à la situation d'avant-guerre ne devait pas arriver.

Toutefois, bon nombre de gens au pays refusent de comprendre pourquoi la population de la Russie soviétique n'aime pas être entourée de gouvernements qui trament toujours des complots contre elle. Je souligne que nous devons tirer une leçon de cette question polonaise: les Canadiens doivent se rendre compte que les catastrophes du passé, dues en grande partie à l'antisoviétisme, ne doivent pas se répéter. 111

2- La collaboration internationale

La collaboration internationale manifestée par les

trois grandes puissances était pour Rose la base d'une paix durable et prospère dans l'après-guerre. Pour éviter une Troisième Guerre mondiale, il était primordial que se maintint la collaboration internationale établie aux conférences de Téhéran, de Moscou et du Caire. Rose considérait l'établissement d'un organisme international pour la sécurité mondiale comme étant le meilleur moyen de fournir un fondement solide au maintien de la paix. Il donna ainsi son soutien à la résolution gouvernementale d'envoyer une délégation canadienne à la conférence de San-Francisco qui avait pour but de fonder un organisme de sécurité mondiale, et pria les députés d'adopter la résolution à l'unanimité comme gage du désir des Canadiens de voir une paix durable.¹¹²

D'après l'ouvrier-progressiste, la prospérité d'après-guerre était intimement liée au développement de la collaboration internationale. Rose soutint que l'immense tâche de la reconstruction ainsi que les vastes possibilités d'industrialisation en Amérique latine et en Extrême-Orient constituaient une base solide pour l'emploi intégral de la population canadienne. Il précisa toutefois que ce programme économique dépendait, d'une part, du maintien et du développement de la coopération entre les Etats socialistes et capitalistes, et, d'autre part, de la solution des différends entre les pays capitalistes. Occupant une position stratégique dans le monde, Rose

signala que le Canada avait un rôle important à jouer dans le règlement de ces questions; notamment, en tant que membre du Commonwealth britannique, en tant que second pays industrialisé de l'Amérique et voisin des Etats-Unis et de l'Union soviétique, le Canada devait encourager le développement de la coopération entre les pays capitalistes et socialistes, et voir à une entente entre les Etats capitalistes pour le partage des marchés mondiaux. En faisant ainsi, la paix et la prospérité étaient assurées aux Canadiens dans l'après-guerre. Rose déclara:

Ce n'est qu'en adoptant un tel programme de développement mondial pacifique, et non pas en se cantonnant dans l'isolement, que le peuple du Canada et de ma province, la province du Québec, aura l'assurance que nos usines, nos chantiers maritimes, nos mines et nos industries forestières, ainsi que nos exploitations agricoles, pourront travailler à plein rendement. Comme je l'ai souligné, il est possible d'élever le niveau de vie au pays même et l'on doit s'attacher à réaliser ce but dans le cadre d'une telle coopération mondiale. 113

Rose encouragea donc le gouvernement King à jouer un rôle actif sur la scène internationale. Il souligna que la participation du Canada à la Seconde Guerre mondiale avait fait du pays un Etat puissant et indépendant, et qu'il était maintenant temps pour le Canada d'assumer ses responsabilités sur la scène internationale. Par ailleurs, Rose dénonça l'isolationnisme manifesté en Chambre par le Parti conservateur et fit appel au gouvernement libéral à baser sa politique étrangère sur les intérêts et les besoins du pays.¹¹⁴ Il souhaita voir également le Canada manifester

à San-Francisco son nouveau statut d'Etat puissant en se déclarant prêt à faire sa part dans la tentative commune de prévenir l'agression et de préserver la paix. Aux préoccupations des membres de l'opposition officielle envers le rang qu'occuperait le Canada dans l'organisme, il affirma que le statut du Canada dans l'organisation était secondaire par rapport à la lutte pour la paix et la prospérité.¹¹⁵

3- L'aide mutuelle

D'après le député ouvrier-progressiste, une importante composante de la politique étrangère du Canada devait être l'aide mutuelle affectée aux pays ravagés par la guerre. Rose souligna que cette aide était non seulement essentielle à l'effort de guerre, mais qu'elle était également la clé de la prospérité pour le Canada dans l'après-guerre. Notant que les fonds accordés au secours et au rétablissement des nations alliées établissaient de nouvelles relations entre les divers pays et que de ces nouvelles relations émanaient de nouveaux échanges commerciaux, Rose maintint qu'en octroyant des fonds à l'aide mutuelle le gouvernement canadien contribuait au développement d'un riche commerce international et assurait en même temps au pays une bonne part de ce commerce.¹¹⁶

A plusieurs reprises au cours de son premier séjour au Parlement, Rose exhorta le gouvernement King à accroître

les fonds accordés à l'aide mutuelle. D'autre part, il critiqua fortement en Chambre les députés "nationalistes" du Québec qui s'opposaient à l'aide mutuelle, et nota que l'aide accordée aux Nations Unies procurait beaucoup d'emplois pour le Québec et contribuait en même temps à assurer la liberté des Canadiens français.¹¹⁷

Bien que Rose encouragea la participation du Canada à l'organisme international chargé de fournir de l'aide aux pays ravagés par la guerre (U.N.R.R.A. - l'Administration de secours et de restauration des Nations Unies), il souligna néanmoins que le Canada devait se méfier de certaines pratiques de l'organisme international qui semblait fournir des secours en tenant compte de l'orientation politique du pays. Notant que l'aide accordée à l'U.R.S.S. et à la Chine était insuffisante en vue de leurs "prodigieux" efforts de guerre, le député du P.O.P. affirma que le gouvernement canadien devait voir à une distribution plus équitable de l'aide mutuelle.¹¹⁸

B- La scène canadienne

1- L'effort de guerre

L'effort de guerre demeura pour Rose la tâche la plus important des Canadiens. Au cours de la session de 1944, il signala à plusieurs reprises que la victoire

n'était pas encore acquise et que le Canada devait maintenir un effort de guerre intégral. Entre autres, il fallait s'assurer que les militaires étaient bien armés. Rose fit appel au maintien d'une production de guerre élevée ainsi qu'au maintien de l'aide mutuelle en armement aux pays alliés.¹¹⁹ Le député communiste s'opposa aussi à la coupure budgétaire de plus de 200 millions de dollars par le gouvernement King au montant d'argent affecté à l'aide mutuelle en approvisionnement de guerre pour les pays alliés. Rose affirma qu'au stade actuel du conflit un matériel de guerre supérieur était toujours nécessaire pour faire face aux contre-offensives des forces allemandes.

Mieux vaut avoir trop d'armes que pas assez. Le temps n'est plus aux expériences. La machine de guerre nazie n'a pas encore lancé ses plus furieuses contre-attaques. Nous ne savons pas ce que celles-ci nous réservent, mais nous savons qu'elles viendront. Par conséquent, c'est munis d'un matériel supérieur que nous devons faire face aux Allemands, qui tiennent encore l'Europe à leur merci. 120

2- La crise de la conscription et la participation canadienne-française à la guerre

C'est à l'automne de 1944 que la crise de la conscription refit surface au Canada. Conscient du danger que la conscription posait à l'unité du pays, le gouvernement King avait tout fait depuis le plébiscite de 1942 pour la mettre en veilleuse. Mais l'invasion de la France au printemps de 1944 rendit le besoin de troupes en Europe

plus pressant que jamais. A la suite d'un voyage parmi les troupes canadiennes en Europe, le ministre de la Défense, le colonel J.L. Ralston, déclara à la fin du mois d'octobre que les engagements volontaires ne suffisaient plus à fournir les renforts nécessaires et que 15,000 hommes étaient nécessaires immédiatement. Les conservateurs pressèrent également le gouvernement libéral d'imposer la conscription pour le service outre-mer. Le premier ministre Mackenzie King refusa, toutefois, de se plier aux demandes d'instituer la conscription et nomma plutôt un nouveau ministre de la Défense, le général A.G.L. McNaughton. Ce dernier croyait pouvoir obtenir suffisamment de volontaires en redoublant les efforts de recrutement. Mais les tentatives de McNaughton échouèrent et devant un cabinet sur le point de s'effondrer, King décida d'instaurer une conscription limitée à 16,000 hommes. Une session spéciale de la Chambre des communes fut convoquée vers la fin de novembre afin de discuter de la mesure.¹²¹

Suite à l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. en 1941, le P.O.P. avait demandé la conscription pour le service outre-mer. Au plébiscite de 1942, le parti avait fait campagne pour le oui. Mais la politique du P.O.P. envers la conscription évolua; au moment de la crise des renforts en 1944, le parti préconisait le volontariat plutôt que la conscription forcée pour le service outre-mer. Certes, le P.O.P. modifia sa position à la suite de pression de la part

de militants francophones qui voulaient éviter la mort complète du parti au Québec.¹²²

Aux Communes, Rose adopta une position modérée envers le service outre-mer. Bien qu'il préconisait un effort de guerre intégral, il ne fit jamais appel à la mobilisation obligatoire. Par ailleurs, Rose défendit en Chambre la faible participation des Canadiens français à la guerre. Soulignant que les conditions du service militaire au Québec étaient particulières, il nota que le pourcentage d'hommes inaptes au service militaire dans la province était relativement élevé et que cela était dû aux mauvaises conditions de travail au Québec. Rose ajouta que les députés devaient tenir compte de ces faits avant de condamner les Canadiens français pour leur faible participation à la guerre.¹²³

A la suite de la révélation des problèmes de renforts en Europe, Rose affirma que la conscription risquerait de diviser le pays et se prononça en faveur du volontariat comme solution au problème. Convaincu que la crise de la conscription avait été fabriquée par les conservateurs pour des fins politiques, il encouragea les députés à ne pas se laisser emporter par cette fausse crise lors de la prochaine session de la Chambre et à avoir confiance dans les méthodes d'enrôlement existantes.¹²⁴

A la session spéciale de la Chambre, Rose réitéra son accusation au sujet de la fabrication de la crise par

les conservateurs. Il affirma:

Ils (les conservateurs) s'intéressaient moins aux renforts qu'à renverser le Gouvernement et à provoquer l'appel au peuple qui devait les placer au pouvoir, gens moins soucieux du bien de nos hommes outre-mer que du retour d'un régime dictatorial à la Bennett. 125

Rose ne nia pas qu'il existait un problème de renforts en Europe; il signala toutefois que la campagne de recrutement du général McNaughton n'avait pas fonctionné en grande partie à cause de la politicaillerie des conservateurs. Pour l'ouvrier-progressiste, il ne restait donc qu'une solution au problème, une conscription limitée. Il appuya ainsi la mesure du gouvernement puisqu'elle prévoyait des renforts pour l'Europe tout en causant le moins de danger à l'unité nationale. Il déclara:

Nous désirons trouver à ce problème une solution qui assurera l'unité au Canada maintenant et dans l'après-guerre, et non pas une solution qui entraînera une élection sur la question de la conscription et qui provoquera dans notre pays une scission qui durera peut-être un quart de siècle. 126

Au cours du débat sur le problème des renforts en Europe, la question de l'effort de guerre du Québec refit surface. De nouveau, Rose se leva pour défendre la faible participation des Canadiens français et énuméra plusieurs facteurs ayant contribué au faible nombre de militaires du Québec: la forte dose de propagande fasciste à laquelle était soumise la population canadienne-française, le sentiment isolationniste chez les travailleurs engendré par les syndicats catholiques qui isolaient les Canadiens

français de leurs confrères ouvriers du reste du Canada, et, dans le passé, la participation forcée des Canadiens français à des guerres ne jouissant pas de la faveur générale. Rose ajouta que la faible participation canadienne-française s'expliquait d'abord par les inégalités sociales, économiques et linguistiques qui prévalaient toujours au Québec. Il déclara:

Nous avons une population canadienne-française qui se méfie avec raison des guerres à cause de ce qui s'est produit autrefois, quand on les forçait à prendre part à des guerres ne jouissant pas de la faveur générale. Nous devons comprendre cela, mais nous devons aussi reconnaître que ces mêmes gens ont des griefs que l'on n'a pas encore cherché à redresser. Si nous avons résolu ces problèmes, notre façon d'envisager celui des renforts et de la conscription ne serait pas différente de ce qu'elle peut être aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. 127

Selon Rose, afin d'accroître la participation des Canadiens français à l'effort de guerre, le gouvernement n'avait qu'à régler les inégalités du Québec: en particulier, il devait remédier au problème des bas salaires, voir à la formation des ouvriers canadiens-français dans les industries afin qu'ils puissent s'adonner à des tâches spécialisées, mettre sur pied un système moderne et obligatoire d'enseignement pour le Québec, faire disparaître les inégalités dont souffraient les Canadiens français dans les forces armées, organiser des unités spéciales canadiennes-françaises commandées par des Canadiens français et établir un collège militaire canadien-français. Rose affirma que ces mesures "démocratiseraient" l'effort de guerre au Québec et,

conséquemment, susciteraient une plus forte participation canadienne-française à la guerre.

3- La lutte contre le fascisme et l'antisémitisme

Au cours de sa première session au Parlement, Rose demanda impérieusement au gouvernement à prendre des mesures pour combattre le fascisme au Canada. Soulignant que les éléments fascistes du pays posaient un véritable danger à l'unité nationale et à l'effort de guerre, l'ouvrier-progressiste s'indigna de l'attitude du gouvernement King envers les fascistes. En particulier, Rose ne comprenait pas comment le gouvernement pouvait relâcher des fascistes comme Joseph Farr, John Lorrimer et Alois N. Schneider, tandis que le pays luttait toujours contre les forces nazies en Europe. Il déclara:

Il n'y a pas lieu de traiter ces gens avec ménagement. Si nous faisons preuve de tolérance à l'égard de nos propres fascistes, j'ai bien peur que nous agissions de même à l'égard des ennemis nazis contre lesquels nous nous battons à l'heure présente. Le problème en est un de tolérance; c'est tout ce que à quoi il se résume et je ne puis concevoir que nous puissions nous montrer tolérants à l'égard de ces gens-là. 128

D'autre part, Rose critiqua le gouvernement pour son traitement des forces antifascistes du pays. Notamment, il déplora le fait que les éléments antifascistes étaient toujours forcés de se rapporter régulièrement à la G.R.C., alors que des fascistes circulaient librement au Canada. De

plus, Rose se plaignit du harcèlement des communistes par la G.R.C.¹²⁹

C'était au Québec, d'après le député communiste, que les éléments fascistes étaient les plus nombreux et où la lutte contre le fascisme devait être concentrée. Rose dénonça en Chambre les groupes fascistes d'Adrien Arcand et de Paul Bouchard, et s'attaqua principalement aux nationalistes du Québec qui, au dire de l'ouvrier-progressiste, s'associaient à l'idéologie d'Hitler, préconisaient une forme de corporatisme pour le Québec, s'opposaient à toutes mesures progressistes et posaient un danger réel à l'unité nationale ainsi qu'à l'effort de guerre. Il déclara:

Ces soi-disant nationalistes ne travaillent pas dans les intérêts du peuple du Québec. Ces agitateurs ont recours à tous les artifices de la démagogie pour dissimuler leur idéologie réactionnaire et pro-fasciste, et ils se soucient très peu de la population. 130

Rose signala que 180 ans d'inégalités sociales, économiques et culturelles avaient fait du Québec un sol fertile à l'agitation des forces fascistes et que pour anéantir le fascisme au Québec le gouvernement fédéral devait d'abord faire disparaître ces inégalités. Il pria également le gouvernement d'encourager le développement de syndicats au Québec afin de renforcer la lutte pour la démocratie dans la province, et suggéra la mise sur pied d'une commission royale d'enquête pour étudier à fond le problème du fascisme au Canada.¹³¹

Au cours de son premier séjour au Parlement, Rose

mena également une lutte contre l'antisémitisme au Canada. Lors de sa campagne électorale, l'ouvrier-progressiste avait promis de présenter à la Chambre des communes un projet de loi faisant de l'antisémitisme un acte illégal au pays. Cependant à cause de procédures parlementaires, Rose ne put présenter son projet de loi.¹³² Il dénonça néanmoins les éléments antisémites du Canada et souligna le danger qu'ils posaient à l'unité nationale.

Il n'hésitent pas à recourir ouvertement à l'arme favorite d'Hitler, l'antisémitisme. Ces éléments, même s'ils sont peu nombreux, constituent une menace à l'unité nationale et internationale. Ils sont une menace pour le pays et son bien-être. 133

Rose souhaite voir l'anéantissement de l'antisémitisme et de toutes autres formes de discrimination raciale au Canada. Il demanda ainsi au gouvernement King de former une commission royale pour trouver une solution à ce problème. Par ailleurs, Rose exhorta le gouvernement à proposer à la conférence de San-Francisco le bannissement de la discrimination raciale et en particulier de l'antisémitisme pour tous les membres des Nations Unies. Il déclara: "J'affirme donc que l'antisémitisme et l'oppression des minorités sont des maux que nous devrions bannir une fois pour toutes du monde civilisé."¹³⁴

4- La question nationale canadienne-française

Depuis son adhésion au mouvement communiste, Rose

avait toujours porté un intérêt spécial au statut d'inégalité du Canada français dans la Confédération. Conscient de l'infériorité économique, sociale et culturelle des Canadiens français, Rose lutta pour améliorer leur sort. Il s'opposa, toutefois, à la séparation du Québec. Devenu porte-parole du parti sur le Canada français au cours des années 1930, Rose nia à l'époque l'existence d'une nation canadienne-française et considéra les Canadiens français comme étant seulement un groupe ethnique. Certes, le caractère réactionnaire du nationalisme canadien-français et la nécessité de l'unité prolétarienne empêchèrent alors le communiste de reconnaître le droit du Canada français à l'autodétermination.¹³⁵

Néanmoins, la position de Rose et de son parti envers le statut du Canada français changea au cours des années. Ce ne fut qu'indirectement que le député ouvrier-progressiste se prononça en Chambre sur la question nationale canadienne-française. Au cours du débat sur la crise des renforts en Europe, Rose expliqua le problème par le caractère particulier du Canada. Il déclara:

En étudiant le problème des renforts, il faut voir le Canada tel qu'il est et non pas tel que nous désirons qu'il soit. Il n'est pas juste de comparer le Canada à la Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Au Canada, nous avons un Etat composé de deux nations et il est grand temps que tous les députés de la Chambre reconnaissent ce fait. Le pays comprend des gens de la langue française et des gens de la langue anglaise, il faut bien l'admettre. 136

Cette déclaration de Rose nous paraît significative, puis-

qu'elle démontre clairement qu'un changement s'était effectué dans la politique du parti envers le Canada français depuis les années 1930: le P.O.P. reconnaissait maintenant le statut de nation aux Canadiens français. Malgré cette plus grande sensibilité du parti envers les aspirations nationales des Canadiens français, Rose et son parti refusèrent toujours de réclamer l'autodétermination pour les Canadiens français. Sans doute, les communistes considéraient toujours que les Canadiens français pouvaient réaliser l'égalité nationale à l'intérieur des cadres constitutionnels existants.

5- L'unité nationale

S'il y eut un thème central dans la plupart des interventions de Rose aux Communes, ce fut bien la question de l'unité nationale. Depuis l'entrée en guerre de l'Union soviétique en juillet 1941, le P.O.P. avait prêché la nécessité de développer l'unité nationale au pays pour renforcer l'effort de guerre. Pour les communistes, les Canadiens français et les Canadiens anglais de toutes les classes sociales devaient s'unir afin de former un large front pour écraser le fascisme. Lors de sa campagne électorale, Rose avait fait de l'unité nationale l'élément-clé pour renforcer l'effort de guerre. Dès son premier discours aux Communes, il souligna de nouveau l'importance

de l'unité nationale.

Les durs combats sont encore à venir, et notre tâche est de ne pas perdre de vue l'enjeu du conflit, la lutte que nous livrons aux Nazis et aux Japonais, et non pas de nous livrer à une lutte de partis ou d'intérêts. En présence de cette épreuve de la force que nous devons subir, il nous faut continuer à maintenir jusqu'à la fin du conflit et durant la période d'après-guerre l'unité nationale dont nous avons fait preuve dans le passé. 137

Comme l'indique cette citation, Rose fit également appel au maintien de l'unité nationale pour la période d'après-guerre. La fin du conflit mondial approchait en 1944 et Rose nota que la tâche de la reconstruction au pays (la réadaptation de l'industrie de guerre, le maintien du revenu national et le plein-emploi) serait énorme. Pour réaliser cet objectif, le front national, qui avait été formé au cours de la guerre pour lutter contre le fascisme, devait dans l'après-guerre se mettre à l'oeuvre à la reconstruction du pays. Afin de préserver et de développer l'unité nationale au pays, Rose exhorta le gouvernement à régler les mécontentements des Canadiens et à prendre des mesures pour lutter contre les éléments qui cherchaient à diviser le pays.¹³⁸

C- Les réformes sociales et l'après-guerre

1- Les réformes sociales

Devenu conscient au cours de 1943 de son impo-

pularité, le gouvernement King annonça dans le discours du trône de 1944 une série de mesures (l'établissement d'allocations familiales, d'un ministère des Affaires des anciens combattants, d'un ministère du bien-être social, d'une assurance-santé d'application nationale et d'un régime national contributif de pensions de vieillesse sur une base plus généreuse) visant l'établissement d'un minimum de sécurité sociale au Canada. Rose accueillit avec grande joie les mesures annoncées par le gouvernement King. Pour l'ouvrier-progressiste, il s'agissait de réformes sociales nécessaires afin de garantir la pleine participation des travailleurs à l'effort de guerre ainsi qu'à l'importante tâche de la reconstruction d'après-guerre.¹³⁹ Toutefois, bien qu'il appuya les mesures annoncées par le gouvernement, Rose souligna leurs lacunes et incita les libéraux à étendre leur application.

a- Les allocations familiales

Une importante réforme mise de l'avant par le gouvernement King en 1944 fut celle des allocations familiales. Cette mesure fut instituée suite à deux rapports (le rapport sur l'assurance sociale du docteur Leonard Marsh et le rapport du juge Charles P. McTague) commandés par le gouvernement en 1943, qui avaient suggéré la mise sur pied d'allocations familiales afin de venir en

aide aux familles de travailleurs. Rose félicita le gouvernement pour avoir implanté une mesure qui était tant attendue par les ouvriers. En plus d'améliorer le bien-être général de tous les Canadiens, les allocations familiales allaient contribuer à l'amélioration de la santé des familles pauvres. Il ajouta: "Les allocations familiales ne sont qu'une des nombreuses mesures que l'on adoptera afin de permettre aux Canadiens de vivre et de goûter le bonheur."¹⁴⁰

Quoique la grande majorité des députés appuya la mesure gouvernementale, le chef du Parti conservateur, John Bracken, s'opposa à l'intervention du gouvernement fédéral dans le domaine social et affirma qu'il s'agissait tout simplement d'un pot-de-vin lancé par les libéraux aux électeurs. Rose trouva les observations de Bracken absurdes et souligna que la mesure n'était pas un jeu politique de la part du gouvernement, mais plutôt une réforme qui devait voir le jour. Rejetant le non-interventionnisme de Bracken, Rose ajouta que les Canadiens voulaient des réformes sociales, telles que les allocations familiales, et étaient prêts à accepter une plus grande intervention du fédéral dans le domaine social pourvu qu'il y ait en même temps une plus grande sécurité sociale.

Ce que le peuple désire, ce sont des mesures de réforme. Si ces mesures amènent un prélèvement d'impôt un peu plus élevé, il les acceptera, si elles sont aussi cause d'une plus grande sécurité sociale. Passe encore pour certaines mesures de rationnement, si elles s'imposent. C'est la façon

dont il faut envisager le problème. 141

Rose se dit surpris de la réaction de certains chefs ouvriers qui s'étaient opposés à la mesure parce qu'elle contribuait au maintien de bas salaires. Au contraire, le député communiste maintint que la mesure inspirerait de la confiance aux ouvriers, que ceux-ci renforceraient ainsi les rangs du mouvement syndical et qu'un mouvement syndical fort verrait à l'établissement d'un salaire minimum plus élevé. De plus, Rose affirma que la nouvelle mesure créerait de nouveaux emplois puisque l'argent serait dépensé par les familles au Canada, augmentant ainsi la demande pour des biens canadiens.

Par ailleurs, Rose déplora l'attitude de certains députés qui maintinrent en Chambre que la mesure privilégiait le Québec. Il déclara:

Pourquoi essayer de diviser le pays en disant que ces allocations familiales sont une subvention à une province? Nous devons cesser de considérer la population comme étant de l'Ontario et du Québec et considérer les nôtres comme Canadiens. 142

Aux yeux de l'ouvrier-progressiste, loin d'affaiblir l'unité canadienne, comme le suggéraient ces députés, la mesure consolidait l'unité nationale, car elle enlevait une barrière qui divisait les Canadiens.

b- La pension de vieillesse

La session de 1944 aborda également la question

d'établir un régime national contributif de pensions de vieillesse. Rose trouvait la situation des personnes âgées au Canada particulièrement déplorable. Au cours de ses années à Montréal, il avait vu plusieurs vieillards indigents forcés de trouver divers moyens pour subvenir à leurs besoins. Il déclara:

Le spectacle le plus pénible qu'il me soit donné de voir est celui des hommes et des femmes d'un âge avancé qui vendent des journaux dans les rues de Montréal au cours des froides soirées d'hiver. Je me dis souvent que notre régime social doit être absolument défectueux pour que telles choses puissent se produire. 143

Afin que toutes les personnes âgées du Canada puissent jouir d'une existence normale, Rose suggéra la tenue d'une conférence fédérale-provinciale en vue d'établir une pension suffisante versée d'après une échelle uniforme. Soulignant qu'une mesure réduisant l'âge requis pour recevoir une pension créerait plusieurs emplois pour les jeunes gens, Rose suggéra également de diminuer l'âge nécessaire pour obtenir une pension à 65 ou 60 ans. Enfin, il incita le gouvernement à donner la pension aux Canadiens qui n'étaient pas encore naturalisés.

c- La réhabilitation des anciens combattants

La création d'un ministère des Affaires des anciens combattants en 1944 fut une autre mesure à laquelle Rose fut très favorable. La dette du Canada envers les hommes et les

femmes enrôlées dans les forces armées du pays était énorme, d'après le député ouvrier-progressite. Ceux-ci s'attendaient à un meilleur monde à leur retour de la guerre. Il déclara:

Ils comptent tous sur quelque chose de meilleur. Ils veulent être sûrs qu'à leur retour au Canada ils auront des emplois bien rémunérés. Ils ne demandent pas trop, mais ils s'attendent que le Canada ne soit pas le même qu'après le dernier conflit. 144

Pour Rose, le gouvernement devait voir à ce que la mauvaise expérience à la fin de la Première Guerre mondiale ne se répète pas dans l'après-guerre. La création d'un ministère distinct chargé de prendre soin, de réintégrer et de rétablir dans la vie civile les anciens combattants était un grand pas dans la bonne voie.

Bien qu'il appuya la création d'un ministère pour les anciens combattants, Rose affirma que le gouvernement devait faire davantage. Notamment, le gouvernement fédéral devait dresser immédiatement des plans pour améliorer les conditions de vie au pays et mettre sur pied un programme de plein-emploi. Rose ajouta que le gouvernement devait travailler de concert avec les syndicats et les employeurs afin d'assurer une vie meilleure dans l'après-guerre. "Tous doivent collaborer et travailler de concert à édifier un Canada où la vie sera meilleure pour ces hommes."145

D'autre part, Rose souhaita voir le gouvernement reconnaître le rôle essentiel joué par la marine marchande au cours de la guerre, et il pria les libéraux d'inclure les

hommes de la marine marchande dans les mesures pour aider les anciens combattants. Il suggéra également un changement dans la loi des pensions de façon à venir en aide aux familles qui avaient perdu un gagne-pain dans la guerre.

d- Le logement

La question du logement était particulièrement importante pour Rose. Au cours de sa campagne électorale, il s'était prononcé pour l'abolition des taudis dans Cartier et pour la construction de logis à bon marché. Rose souligna de nouveau le problème aigu du logement à Montréal dès son premier discours en Chambre. Selon lui, entre 1200 à 1400 familles vivaient dans des garages ou des entrepôts à Montréal. De plus, à cause d'un décret permettant l'évacuation des maisons de gens qui n'avaient pas assez d'argent pour acheter la demeure, 5000 familles risquaient de perdre leur logis. Rose affirma qu'il fallait recourir immédiatement à des mesures énergiques afin de régler le problème du logement à Montréal et suggéra un programme pour la construction de 5000 maisons dans la métropole, financé à partir du quart de milliard de dollars de réduction dans les crédits de guerre pour 1944. Il fit également appel à l'octroi de crédits gouvernementaux aux gens qui désiraient construire leur propre demeure. Tout en reconnaissant qu'il y avait des limites constitutionnelles à l'intervention du

fédéral dans le domaine social, Rose incita le gouvernement King à passer par-dessus la barrière constitutionnelle et à mettre le programme en marche aussitôt que possible.¹⁴⁶

Au cours de l'été de 1944, le gouvernement décida finalement à agir sur la question du logement et annonça des sommes de 100 millions de dollars pour la construction de maisons pour acheteurs éventuels et de 50 millions de dollars pour la construction de maisons destinées à être louées. Rose accueillit très favorablement la mesure gouvernementale. Il souligna toutefois qu'elle ne remédiait que partiellement au problème d'encombrement à Montréal. Il demanda donc au gouvernement King de doubler le montant d'argent affecté à la construction de maisons à loyer modique. De plus, il incita le gouvernement à inclure le chauffage central, des terrains de jeu et des piscines aux projets déjà entrepris afin d'assurer un confort moderne à la population.¹⁴⁷

e- Une politique ouvrière démocratique

L'établissement d'un code démocratique de travail garantissant le droit aux ouvriers de joindre le syndicat de leur choix et obligeant les employeurs à reconnaître la convention collective était pour Rose une réforme essentielle au développement de l'unité nationale au Canada. Le gouvernement fédéral légiféra dans ce domaine au début de

1944 en adoptant le décret C.P. 1003 qui établit une commission gouvernementale ayant le pouvoir de certifier tout syndicat, d'obliger les employeurs à négocier, d'enquêter sur les conditions de travail injustes et de corriger au besoin. Quoique Rose reconnut que le décret marqua un grand progrès sur la législation ouvrière antérieure du gouvernement fédéral, il affirma cependant qu'il y avait toujours plusieurs autres points de la politique ouvrière du gouvernement qui devaient être remédiés.

Tout d'abord, Rose signala que l'application du décret C.P. 1003 était trop restreinte; notamment, il n'y avait aucune clause forçant les employeurs à augmenter les salaires de ouvriers au-dessus du coût de la vie. Citant l'exemple de l'industrie du textile au Québec, Rose nota que le décret ne faisait rien pour régler la question des faibles salaires dans cette industrie. De plus, l'ouvrier-progressiste affirma que le décret laissait le champ libre aux syndicats patronaux, qu'il permettait des lock-out dans les industries qui n'avaient pas d'entente collective et que la certification des syndicats se faisait trop lentement. Puisque certains employeurs combattaient toujours le syndicalisme et parce que la paix industrielle était essentielle à l'effort de guerre et à la reconstruction, Rose incita le gouvernement à pallier rapidement à ces lacunes de la législation ouvrière.¹⁴⁸

Rose critiqua également d'autres aspects de la politique ouvrière des libéraux. En particulier, il condamna l'utilisation de l'armée de réserve par le gouvernement dans le règlement de grèves. Par ailleurs, il reprocha aux libéraux de n'avoir rien fait pour faciliter l'établissement de comités ouvriers-patronaux et demanda au gouvernement à suivre l'exemple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et à encourager l'établissement de ces comités non seulement pour la production de guerre mais aussi pour la production d'après-guerre.¹⁴⁹

f- L'égalité des salaires au Québec

Au cours de la session de 1944, Rose demanda à plusieurs reprises au gouvernement King d'implanter une mesure pour remédier au problème des faibles salaires au Québec. Notant la grande disparité entre les salaires payés en Ontario et au Québec, Rose indiqua que l'augmentation des salaires au Québec au niveau de ceux de son voisin résulterait dans un accroissement de 159 millions de dollars au revenu provincial. Il ajouta qu'avec ce revenu additionnel le Québec aurait eu moins d'inaptes au service militaire au cours de la guerre.¹⁵⁰

Au contraire de ce qu'affirmaient certains députés, Rose trouvait que la guerre n'avait pas occasionné la prospérité chez les travailleurs canadiens et en particulier

chez ceux du Québec. Il affirma que les quartiers ouvriers de Montréal étaient toujours aussi pauvres en 1944 qu'avant la guerre.

Les ouvriers consomment peut-être plus de bière ou de whiskey, mais après une journée de rude labeur, ils apprécient un verre de bière additionnel. Cela ne constitue nullement un indice de prospérité. A l'heure actuelle, on est loin de la prospérité à Montréal. 151

Pour Rose, seule l'augmentation des salaires des Canadiens français pouvait accroître le niveau de vie au Québec et assurer une certaine prospérité aux travailleurs dans l'après-guerre. Il fit ainsi appel au gouvernement King à agir rapidement dans ce domaine. Tout en reconnaissant les limites du pouvoir du gouvernement fédéral, le député ouvrier-progressiste exhorta de nouveau le gouvernement à passer par-dessus la barrière constitutionnelle.¹⁵²

2- Le ton modéré de Rose

Tout au cours de son premier séjour au Parlement, Rose adopta en Chambre un ton modéré. Bien qu'il encouragea le gouvernement à implanter de vastes réformes sociales afin de rallier tous les Canadiens à l'effort de guerre et à la reconstruction d'après-guerre, il insista que la lutte pour le socialisme au Canada était pour plus tard. Dès son premier discours aux Communes, Rose précisa la nouvelle orientation évolutionniste de son parti sur l'avènement du socialisme:

Notre parti, le parti ouvrier progressiste, préconise le socialisme, mais nous avons assez le sens des réalités pour savoir que la grande majorité des Canadiens n'est pas encore mûre pour ce genre de régime. Nous estimons que la lutte qui se livre aujourd'hui en faveur du progrès social en est une où notre peuple apprendra, par l'expérience, s'il désire ou non le socialisme. 153

Cette déclaration de Rose réaffirmait la nouvelle politique du P.O.P. de remettre à plus tard la lutte pour le socialisme au Canada. Cette politique avait été adoptée par le parti à son congrès de fondation en août 1943 et faisait partie des efforts des communistes de tout mettre en oeuvre afin de consolider l'unité nationale autour des buts de guerre des Alliés. A la suite de la conférence de Téhéran en décembre 1943, qui pour les communistes garantissait la démocratie, la paix et la prospérité dans l'après-guerre, le P.O.P. réaffirma que la lutte pour le socialisme pouvait être remise à plus tard.¹⁵⁴ Cette nouvelle politique du P.O.P. s'exprima dans l'adoption d'un ton modéré par Rose au Parlement. Par conséquent, le député communiste paraît avoir établi une limite aux réformes pouvant être acceptées. Le cas de l'amendement au projet de loi sur l'extension des chartes bancaires démontre bien ce point.

Au début du mois de mai 1944, le gouvernement proposa un bill pour prolonger de dix ans la charte des banques privées. Le C.C.F., qui était pour l'étatisation des banques, proposa un amendement au projet de loi afin de diminuer le pouvoir des banques. A la grande surprise des députés des deux côtés de la Chambre, Rose s'opposa à

l'amendement du C.C.F. et déclara que la mesure était une réforme "fort radicale", et que les Canadiens n'étaient pas prêts pour une telle mesure.

Rien ne sert de soulever la question de socialiser les banques et les opérations bancaires en ce moment où la grande majorité des Canadiens ont indiqué dans une récente enquête Gallup qu'ils ne sont pas disposés à accepter de telles banques.

.....
Les formules de propagande à l'heure actuelle ne peuvent à la longue que semer la division chez nos gens. 155

D'autre part, Rose affirma que l'amendement du C.C.F. visant à centraliser le pouvoir d'émission de la monnaie au gouvernement fédéral ne réglerait pas le plus grand problème d'après-guerre, le plein-emploi. Il déclara:

Les ouvriers diront: "Donnez-nous du travail". L'ouvrier ne s'inquiète pas d'où viendra la monnaie. Il ne se demande pas si elle vient d'une banque privée ou d'une banque centrale. Il veut du travail et un salaire convenable. Je le répète c'est là le problème primordial. Ne tentons pas d'esquiver ce problème par la recherche d'une solution magique, en jouant avec la monnaie, monnaie de papier ou tout autre genre de monnaie. 156

D'après l'ouvrier-progressiste, les banques pouvaient continuer à fonctionner et le gouvernement ne devait intervenir dans ce domaine que si elles manquaient à leur tâche de fournir du crédit.

L'attitude de Rose envers l'amendement du C.C.F. démontre clairement jusqu'à quel point le P.O.P. était prêt à aller pour renforcer l'unité nationale au cours de la guerre.

3- La reconstruction d'après-guerre

A la fin de la Première Guerre mondiale, une grande euphorie marqua le retour des soldats au Canada. Après plusieurs années de durs combats, ces derniers s'attendaient à une nouvelle ère de prospérité à leur retour de la guerre. Toutefois, ce fut le chômage et la pauvreté qui accueillirent les anciens combattants. La grande dépression économique des années 1930 accentua les conditions de pauvreté non seulement pour les anciens militaires, mais pour tous les travailleurs. Rose souhaita voir l'implantation de mesures afin d'assurer qu'un retour à la situation de misère des années 1920 et 1930 ne s'effectuerait pas une fois les hostilités terminées. C'est ainsi qu'à l'été de 1944 il applaudit la décision du gouvernement King de créer un ministère de la reconstruction. Rose affirma que l'ère du non-interventionnisme gouvernemental était révolue et que les Canadiens désiraient voir une telle intervention du gouvernement.

Le peuple abandonne de plus en plus l'idée qu'il se faisait que le Gouvernement n'est qu'un arbitre et il se rend compte que le Gouvernement doit intervenir lorsque l'entreprise privée échoue. Au Gouvernement donc de s'y substituer, afin que ce qui s'est produit avant la guerre ne se répète pas les hostilités finies. 157

D'après le député ouvrier-progressiste, la tâche de ce nouveau ministère dans l'après-guerre était d'une immense envergure; notamment, le ministère devait voir à l'emploi

intégral de la population canadienne à un salaire raisonnable. Rose estima à 1.5 millions le nombre d'anciens combattants à la recherche d'un emploi après la guerre et souligna que le revenu national devait être maintenu dans l'après-guerre afin d'assurer du travail à ces anciens militaires. Il proposa ainsi l'adoption d'un programme de plein-emploi basé sur quatre points: premièrement, le gouvernement devait établir des mesures de sécurité sociale, telles que les allocations familiales, la pension de vieillesse à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes, l'assurance-chômage et l'assurance-santé, afin de créer au pays une puissance d'achat; deuxièmement, le gouvernement et l'entreprise privée devaient engager d'importants fonds à la construction de route, d'hôpitaux, d'installations maritimes et d'aéroports, au reboisement, au développement des services d'utilité publique, à l'exploitation des ressources naturelles, au logement, à la construction industrielle, au nouvel aménagement d'usines et de chemins de fer; troisièmement, le gouvernement devait augmenter les salaires des ouvriers canadiens-français afin d'augmenter le pouvoir d'achat au Québec; et quatrièmement, le gouvernement devait voir au développement d'un riche commerce d'exportations.

Rose admit que son programme pour le plein-emploi posait un problème d'ordre constitutionnel pour le gouvernement fédéral, en particulier dans les domaines de la

sécurité sociale et des placements d'Etat. Mais, parce qu'il considérait la question du plein-emploi comme étant primordiale pour les Canadiens dans l'après-guerre, il exhorta le gouvernement à passer par-dessus les obstacles constitutionnels.

La Chambre devrait faire appel à toutes les provinces et leur dire qu'en ce moment on ne peut se payer le luxe de "politicailler". La survivance du Canada dépend peut-être d'une meilleure entente entre les provinces et le gouvernement fédéral. C'est la seule façon dont nous pouvons assurer un emploi aux militaires rapatriés. Ou le gouvernement fédéral devra avoir l'autorité nécessaire ou prendre des mesures en vue de conférer aux provinces le droit de prélever des fonds qui permettront de mettre à exécution un programme d'ensemble destiné à assurer de l'emploi à tous. 158

D- Le bilan du premier séjour de Rose au Parlement

A la fin de son premier séjour au Parlement, Rose pouvait être satisfait de sa performance à la Chambre des communes. Bien qu'il siégea parmi l'opposition et que ses interventions en Chambre furent limitées, il réussit quand même à énoncer les principaux points du programme du P.O.P.¹⁵⁹ Au sujet de la participation canadienne à la guerre, il souligna l'importance de maintenir un effort de guerre intégral jusqu'à la fin des hostilités et la nécessité de l'unité de tous les Canadiens pour remporter la guerre. Pour rallier les travailleurs canadiens à l'effort de guerre ainsi qu'à la tâche de reconstruction dans l'après-guerre, il encouragea le gouvernement libéral à

implanter des réformes sociales. Il exhorta également le gouvernement à prendre des mesures pour remédier aux inégalités sociales, économiques et culturelles du Québec. Cet appel de Rose à la "démocratisation" de l'effort de guerre démontre bien que le soutien du P.O.P. à l'effort de guerre du gouvernement King ne fut pas aveugle. Pour les communistes, la collaboration des ouvriers aux forces capitalistes du pays afin d'assurer un effort de guerre intégral était conditionnée par la réalisation de différentes réformes. Si le gouvernement désirait un plus grand effort de guerre, il devait donc répondre d'abord aux besoins des travailleurs.

Par ailleurs, Rose souligna l'importance de maintenir, une fois les hostilités terminées, le progrès social accompli au cours de la guerre de façon à assurer aux ouvriers une certaine prospérité dans l'après-guerre. Rose maintint en Chambre que le gouvernement fédéral pouvait empêcher un retour aux pauvres conditions des années 1930 dans l'après-guerre en prenant des mesures pour garantir le plein-emploi des Canadiens à un salaire raisonnable. Il proposa ainsi un programme pour l'embauchage intégral de la population canadienne, qui faisait appel à une forte intervention du gouvernement fédéral dans les domaines économique et social, de même qu'à l'ouverture du Canada au commerce international. Les efforts de l'ouvrier-progressiste pour garantir le plein-emploi indique clairement que

le P.O.P. ne se préoccupait pas uniquement à l'époque d'une victoire en Europe et que l'édification d'un monde meilleur pour les ouvriers dans l'après-guerre était aussi important pour les communsites.

Rose nota également que la prospérité d'après-guerre pour les ouvriers n'était possible que si la paix était maintenue entre les grandes puissances du monde. Le Canada avait, d'après le député communiste, un rôle important à jouer dans le maintien de la paix. Il encouragea ainsi fortement le gouvernement King à rejeter l'isolationnisme d'autrefois et à participer pleinement au développement de la collaboration internationale.

Dans l'ensemble, les politiques mises de l'avant par Rose au Parlement visaient une forte participation du Canada à la guerre, la démocratisation de l'effort de guerre et l'établissement de mesures pour assurer la prospérité et la paix dans l'après-guerre. A l'élection partielle de 1943, Rose avait promis aux ouvriers de Cartier de travailler à Ottawa pour un effort de guerre intégral et pour le progrès "démocratique", et c'est précisément à ces tâches qu'il se consacra aux Communes. Rose ne fut pas un grand orateur, ses discours étant parfois très confus. Néanmoins, il réussit à exprimer les grandes préoccupations d'une section du mouvement ouvrier canadien et à formuler une série de mesures pour solutionner les grands problèmes auxquels faisait face le Canada. Également, il représenta adé-

quatement les gens de sa circonscription et avec l'aide de l'organisation locale du P.O.P. demeura constamment en contact avec ses électeurs.¹⁶⁰ Il entra ainsi dans l'élection fédérale de 1945 come un candidat confiant et valable.

CHAPITRE IV

"POUR LA PAIX ET LA PROSPERITE":

L'ELECTION DE 1945 ET LE RETOUR AU PARLEMENT

A- L'Élection Fédérale de 1945 dans Cartier

1- Le programme électoral de Rose et la politique de coalition libérale-ouvrière

L'élection de 1945 dans Cartier différa à plusieurs points de vue de l'élection complémentaire de 1943. Entre autres, le programme électoral de Rose comprenait plusieurs changements. A l'élection partielle de 1943, l'ouvrier-progressiste avait axé sa plate-forme électorale sur les thèmes de l'effort de guerre et du progrès social. Ayant mis l'accent sur les points du programme du P.O.P. qui touchaient de près les ouvriers de Cartier, il avait choisi comme slogan électoral: "Pour un Cartier plus heureux". Cependant, en 1945, Rose aborda l'élection différemment et ne porta pas beaucoup d'attention aux questions d'intérêt local, mais plutôt souligna l'importance d'élire un

gouvernement de coalition libérale-ouvrière. Ayant comme slogan électoral "Make Labor a Partner in Government", il axa son programme sur la nécessité de donner aux travailleurs une voix dans la prise de décision gouvernementale afin d'assurer l'implantation de mesures garantissant la paix et la prospérité pour l'après-guerre.

Cette nouvelle orientation de la plate-forme électorale de Rose fit suite à l'adoption d'une politique de coalition libérale-ouvrière par le P.O.P. en mai 1944. Ce fut dans le but d'assurer le maintien du progrès dans l'après-guerre que le parti adopta cette nouvelle politique. En effet, les dirigeants ouvriers-progressistes prévoyaient alors qu'aucun parti ne pouvait gagner une majorité de sièges aux prochaines élections fédérales. Ils voyaient cependant la possibilité de la formation d'une coalition des forces conservatrices après les élections et d'un retour forcé aux pauvres conditions des années 1930. Pour lutter contre cette "menace tory", le P.O.P. chercha à s'allier avec les libéraux.

La possibilité d'un retour au pouvoir des conservateurs signalée par les communistes était loin d'être une idée farfelue. La popularité du gouvernement King avait en fait diminué considérablement au cours de la guerre. Le résultat des quatre élections partielles de 1943 avait clairement indiqué que l'électorat canadien se tournait vers les partis politiques de gauche. Ainsi, si le C.C.F. réus-

sissait à faire élire 50 à 60 députés aux prochaines élections, les libéraux perdraient sans doute le pouvoir au profit des conservateurs. Envisageant l'éventualité d'un gouvernement conservateur, le P.O.P. proposa au début une alliance entre toutes les forces progressistes du pays en vue de lutter ensemble aux prochaines élections. Mais la direction du C.C.F. continua à refuser de collaborer avec les communistes et ne se rallia pas à l'alliance proposée par le P.O.P.¹⁶¹ Par conséquent, le P.O.P. commença à dénoncer le C.C.F., qui au dire des communistes se contentait de devenir l'opposition officielle d'un gouvernement conservateur, et se tourna vers les libéraux pour former une alliance.

Pour le P.O.P., la voie à la collaboration avec les libéraux fut ouverte par l'accord de Téhéran entre l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui marqua pour les communistes le début d'une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité et qui indiqua clairement que la collaboration entre la classe ouvrière et la bourgeoisie était possible et positive. Puisque le gouvernement King appuyait l'effort de guerre des Alliés, les dirigeants du P.O.P. croyaient pouvoir trouver parmi les libéraux des éléments progressistes qui soutiendraient des politiques favorisant la collaboration internationale et des réformes sociales au Canada. Le P.O.P. proposa ainsi une collaboration entre la classe ouvrière et la bourgeoisie

"éclairée" afin de lutter contre la "menace tory" et l'"aventurisme" du C.C.F. Aux yeux des dirigeants du parti, seule l'élection d'un gouvernement de coalition libérale-ouvrière assurerait dans l'après-guerre l'implantation de politiques ayant comme objectifs la paix et la prospérité. Le chef du P.O.P., Tim Buck, déclara:

A careful study of the situation shows that the choice is extremely limited. The only Dominion government, that can be elected, which will carry through policies of co-operation in mutual aid abroad and full employment with far-reaching social reforms at home is a government representing a partnership of Labor with that section of the capitalist class which is willing to support policies based upon the principles enunciated in the joint declaration issued at Teheran. 162

Dès le mois de juillet 1944, Rose se prononça en faveur de la politique de coalition libérale-ouvrière du P.O.P. Dans un article publié dans le National Affairs Monthly, il affirma que la mise sur pied d'une telle coalition était le seul moyen par lequel le mouvement ouvrier pouvait battre les conservateurs aux prochaines élections et forcer les libéraux à procéder à d'urgentes réformes. Signalant que les conservateurs s'étaient opposés à la Chambre des communes aux réformes proposées par le gouvernement King et qu'ils préféreraient retourner après la guerre aux "vieux jours" de l'Empire britannique, Rose maintint qu'un gouvernement conservateur constituerait une rétrogression pour le pays. Au contraire, un gouvernement majoritaire composé de libéraux et d'ouvriers-progressistes donnerait une voix aux travailleurs dans la prise de

décision gouvernementale et assurerait en même temps l'implantation de mesures progressistes. Selon Rose, la voie à suivre pour le mouvement ouvrier était donc claire; il s'agissait de former une alliance avec les libéraux "progressistes". Il déclara:

By grasping the hands of those patriotic forces of the Liberal camp who stand for social progress and world collaboration, the labor movement adopts the most practical policy to strengthen national unity. It is on the basis of a Liberal-Labor coalition that the core of the broadest national unity can be built to defeat the Tory threat. This is the only real policy to influence the Liberal government now, to make faster progress in implementing social reforms and progressive post-war plans. 163

Rose dénonça également dans son article l'"aventurisme" du C.C.F. D'après le communiste, le C.C.F. présentait des politiques "défaitistes" et "utopiques", puisqu'il faisait du socialisme la question d'importance aux prochaines élections. Tout comme il fit au cours de son premier séjour au Parlement, Rose affirma que les Canadiens n'étaient pas encore prêts pour le socialisme tel que proposé par le C.C.F.

Sober-minded labor men and women know that the majority of Canadians are not in favor of utopian C.C.F. socialism, and that the pre-conditions for real socialism in Canada are not present today. 164

Cette déclaration de Rose démontre bien que les communistes continuèrent à abandonner au C.C.F. la lutte radicale pour le socialisme au Canada, ce qui avait toujours été, avant l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. en 1941, la raison d'être du parti. Les communistes croyaient que leur politique de

coalition libérale-ouvrière répondait le mieux aux réalités de l'heure et aux besoins des travailleurs. C'est ainsi que Rose déclara d'un ton très optimiste que la mesure serait bien accueillie par l'ensemble du mouvement ouvrier canadien, y compris par la base militante du C.C.F.¹⁶⁵

Au cours des prochains mois, Rose réaffirma son soutien à la politique de coalition libérale-ouvrière. Face aux critiques de plus en plus nombreuses des autres partis politiques envers la nouvelle politique du P.O.P., il fut appelé à l'expliquer davantage. A une déclaration de Frédéric Dorion, député indépendant aux Communes, au sujet d'un mariage secret entre le Parti libéral et le P.O.P., Rose précisa que son parti ne cherchait pas une coalition avec le Parti libéral, mais plutôt une alliance avec les éléments progressistes du libéralisme canadien afin de réaliser l'implantation de politiques progressistes dans l'après-guerre. Il déclara:

Je n'ai jamais, comme le prétend M. Dorion, proposé un gouvernement de coalition "libéral-communiste". Je crois que c'est dans l'intérêt ouvrier, et dans l'intérêt du peuple canadien en général, de voir à ce qu'un aussi grand nombre que possible de candidats ouvriers soit élu aux prochaines élections fédérales, pour se joindre aux éléments progressifs du libéralisme canadien, dans une politique qui assura la réalisation des accords de Téhéran, -une politique de travail pour tous et de progrès démocratique dans la victoire. 166

Il semble donc que la politique de coalition libérale-ouvrière portait à confusion et créa certains problèmes pour le parti.

En somme, Rose et son parti proposèrent une alliance entre les libéraux et les communistes après les prochaines élections fédérales afin de former un gouvernement qui mettrait de l'avant des mesures progressistes. Les communistes croyaient qu'en favorisant une politique de collaboration avec les libéraux, ils agissaient dans l'esprit de l'accord de Téhéran et ils pourraient, en même temps, supplanter le C.C.F. dans l'arène politique canadienne. Ils étaient ainsi persuadés de pouvoir obtenir assez de députés aux prochaines élections pour forcer les libéraux à maintenir le progrès dans l'après-guerre. Mais la politique de coalition libérale-ouvrière portait à confusion; d'une part, le P.O.P. faisait appel à une coalition libérale-ouvrière et, d'autre part, il insistait sur le fait qu'il ne cherchait pas une alliance avec le Parti libéral et que son seul objectif était de donner une voix aux travailleurs dans la prise de décision gouvernementale. Il fallait se demander si l'électorat allait bien saisir le sens de cette politique.

Quoique le programme électoral de Rose mit l'accent sur la nécessité d'élire un gouvernement de coalition libérale-ouvrière, il détailla également une série de mesures qui devaient être réalisées après les élections, telles que le plein-emploi, l'égalité des Canadiens français, le droit à la syndicalisation, l'abolissement de la discrimination raciale, le développement de la sécurité sociale et

le maintien de la paix entre les grandes puissances. En gros, il s'agissait essentiellement des mêmes mesures proposées par Rose à l'élection de 1943. Toutefois, l'unité nationale, l'un des principaux thèmes développés par Rose aux Communes, ne fut pas soulevée par les communistes à l'élection générale de 1945. Il semble bien qu'avec la fin de la guerre qui approchait, l'unité entre les Canadiens anglais et les Canadiens français de toutes les classes n'était plus une priorité pour les communistes.

2- Le déroulement de la campagne électorale

Par rapport à l'élection complémentaire de 1943, l'élection de 1945 dans Cartier ne fut pas aussi chaudement disputée. Si en 1943 les partis politiques et les médias portèrent beaucoup d'attention à l'élection partielle dans Cartier, ce fut parce qu'elle revêtait une importance particulière: d'une part, elle donnait l'opportunité aux partis politiques à exprimer au cours de la guerre leurs griefs et à émettre leurs solutions aux problèmes de l'heure, et, d'autre part, elle offrait la possibilité de tâter le pouls de l'électorat à l'égard des politiques du gouvernement King. Mais, en 1945, les partis politiques étaient aux prises avec une élection générale et la lutte dans Cartier n'était pas particulièrement importante.¹⁶⁷ Seulement trois candidats briguaient le siège de Cartier,

soit Paul Massé pour le Bloc populaire, Fred Rose pour le P.O.P. et Samuel Schwisberg pour le Parti libéral, ce qui représentait le plus petit nombre de candidats de toutes les circonscriptions montréalaises. Par ailleurs, la campagne électorale se déroula sans accrocs. Notamment, les incidents de corruption électorale (les irrégularités dans la liste électorale), qui marquèrent l'élection partielle de 1943, ne se répétèrent pas en 1945.

Rose mena une campagne électorale semblable à celle de 1943. L'efficace machine électorale de l'élection partielle fut de nouveau organisée à partir des membres du parti et des sympathisants de toutes les régions de Montréal.¹⁶⁸ Tout comme en 1943, une importante campagne de démarchage électorale fut mise en marche. De plus, au-dessus de 125 réunions de cuisine, de réunions d'arrière-cours et de grands rassemblements publics furent organisés. Rose utilisa également la radio et de grandes annonces dans la presse montréalaise pour rejoindre les électeurs.

Comme lors de l'élection partielle de 1943, la campagne électorale de Rose en 1945 s'adressa tout d'abord aux ouvriers de Cartier. Comme nous pouvons le constater dans l'annonce suivante, publiée dans The Montreal Daily Star, Rose fut de nouveau présenté comme un grand défenseur des intérêts ouvriers.

FRED ROSE was elected to Parliament in 1943 with the support of the widest sections of Labor and the Trade Union movement. In the House of Commons he represented with courage and devotion not only the

people of Cartier, but also the cause of Labor and the common man throughout Canada. In the present campaign in Cartier, he is the only one who can defeat the reactionary candidate of the Bloc; he is the only man whom the people can trust to fight for the program of full employment as the sound foundation for lasting peace and prosperity. 169

Bénéficiant du soutien d'une bonne partie du mouvement ouvrier, le comité électoral de Rose n'hésita pas également à publier une liste de plus de deux cents noms de dirigeants ouvriers qui appuyaient la candidature de l'ouvrier-progressiste.¹⁷⁰

Puisque le C.C.F. ne présenta pas de candidat dans Cartier en 1945, la stratégie électorale de Rose changea considérablement. A l'élection partielle de 1943, Rose avait fait de David Lewis, le candidat du C.C.F., son principal adversaire. Mais l'absence d'un candidat CCFiste à l'élection de 1945 permit à Rose de concentrer ses attaques sur le candidat du Bloc populaire qui était, aux yeux du communiste, l'incarnation même de la réaction. En même temps, Rose accusa le candidat libéral de diviser le vote progressiste dans la circonscription, mettant ainsi en danger le siège de Cartier.

Le candidat du Bloc populaire, Paul Massé, s'était présenté contre Rose à l'élection complémentaire de 1943 et avait perdu par seulement 150 voix. L'anticommunisme et l'isolationnisme furent les principaux thèmes du programme électoral de Massé en 1945. Soulignant qu'il était le seul candidat canadien-français, Massé exhorta les électeurs de

Cartier à rejeter les théories "funestes" du candidat communiste. Pour Massé, le communisme était une doctrine athée qui mettait fin à l'initiative privée et à l'ambition.

Il ajouta:

Il ne faut pas non plus oublier les conséquences sociales d'un tel programme. Nous les Canadiens, nous sommes habitués à un certain standard de vie et jusqu'à un certain point, nous faisons ce que nous voulons. Si le communisme s'implantait ici, tout appartiendrait au gouvernement, tous nous serions des employés du gouvernement. Il y aurait de l'ouvrage, mais des fonctionnaires feraient de nous ce qu'ils voudraient. 171

Puisque le communisme ne cadrerait pas avec le genre de vie des Canadiens, il devait donc être rejeté par les électeurs.

En plus de prêcher l'anticommunisme au cours de la campagne électorale, Massé prêconisa également une forme d'isolationnisme pour le Canada dans l'après-guerre. Pour le candidat du Bloc, les politiques des "vieux" partis politiques avaient occasionné la participation du Canada à trois guerres depuis la fin de XIXe siècle. Ces guerres avaient engendré la mort de milliers de Canadiens, sans compter les blessés, et de plus, elles avaient occasionné une augmentation astronomique de la dette nationale. Massé maintint que de telles politiques ruinaient le pays et, par conséquent, qu'elles devaient être rejetées. Il proposa ainsi l'isolement du Canada après la guerre afin d'augmenter le standard de vie au pays.¹⁷²

C'est contre Massé que Rose fut le plus virulent dans ses attaques contre ses adversaires. Parce que Massé

s'était opposé à une plus forte participation du Canada à la guerre, parce que certains de ses commentaires au cours de la campagne électorale de 1943 avaient frôlé l'antisémitisme et parce qu'il prêchait l'anticommunisme et l'isolationnisme, Rose était convaincu que Massé était un réactionnaire. Tout comme il fit en 1943, Rose passa sous silence les réformes sociales proposées par Massé et le dénonça comme étant le candidat de la droite, le candidat de la réaction. Ayant sous-estimé le soutien du Bloc populaire dans Cartier à la dernière élection, Rose ne voulut pas répéter la même erreur. Il affirma que s'il n'y avait pas une consolidation du vote progressiste, Cartier serait perdu aux forces réactionnaires. Il ajouta qu'il était le seul candidat pouvant gagner l'élection.¹⁷³

Le candidat libéral dans Cartier fut Samuel Schwisberg, un avocat de Montréal. Schwisberg basa son programme électoral sur la performance du gouvernement King avant et durant la guerre. Rappelant les différentes mesures implantées par les libéraux, telles que la pension de vieillesse, la pension aux aveugles, l'assurance-chômage, les allocations familiales, la loi du logement et la loi des anciens combattants, il affirma que le gouvernement King méritait d'être réélu.

Après tant de preuves de sa compétence et de sa détermination d'aider la population, pouvons-nous risquer d'affaiblir à l'heure actuelle l'autorité de M. King au parlement d'Ottawa? 174

D'après Schwisberg, le Parti libéral avait assez de soutien

au pays pour former le prochain gouvernement. Il rejeta la coalition libérale-ouvrière proposée par le P.O.P. et accusa les ouvriers-progressistes d'être des agitateurs et des opportunistes "trying to tag on to any party that will have them, but none wants them."¹⁷⁵

Rose considérait les chances d'une victoire libérale dans Cartier comme étant très minces. Il critiqua ainsi sévèrement le candidat libéral puisqu'il risquait de diviser le vote des forces progressistes dans Cartier en faveur du candidat réactionnaire. De nouveau, Rose affirma qu'il était le seul candidat pouvant gagner dans Cartier et que Schwisberg devait se retirer.

In Cartier, the menace of a Bloc victory is real! Schwisberg has no hope of election; by remaining in the race, he can accomplish only the splitting of the anti-Masse vote. Don't let this happen here! The people of Cartier are rallying solidly around the candidacy of FRED ROSE because, remembering the results of the 1943 by-election, they know that only Rose has the strength to defeat the reactionary candidate of the Bloc. Vote Rose. 176

Par ailleurs, Rose affirma que l'élection d'un gouvernement libéral n'assurerait pas la mise en oeuvre de mesures progressistes dans l'après-guerre. Au dire du communiste, plusieurs libéraux s'opposaient à des mesures comme le plein-emploi, les salaires raisonnables, l'égalité des Canadiens français et la participation du Canada au maintien de la paix mondiale. Rose soutint que seulement l'élection d'ouvriers-progressistes et la formation d'un gouvernement de coalition libérale-ouvrière pourraient assurer l'implanta-

tion de mesures pour la paix et la prospérité dans l'après-guerre.¹⁷⁷

3- Les résultats de l'élection

Contrairement à l'élection partielle de 1943, le jour de l'élection dans Cartier se déroula sans aucun incident violent. Par ailleurs, l'apathie manifestée par les électeurs en 1943 ne se répéta pas: au-dessus de 67 pour cent de l'électorat vota.¹⁷⁸ Les résultats du scrutin furent: Rose, 10,413 voix (40.84 pour cent); Schwisberg, 8,935 voix (35.04 pour cent); et Massé, 6,148 voix (24.11 pour cent).¹⁷⁹ Cette fois l'élection ne pouvait pas être contestée, le candidat communiste ayant remporté le siège avec une solide majorité de 1458 voix. La victoire de Rose fut encore plus remarquable, si nous tenons compte du haut pourcentage de gens qui votèrent, car une forte participation de l'électorat jouait en faveur du candidat libéral (à l'exception de l'élection de 1943, les électeurs de Cartier avaient toujours voté fortement pour le Parti libéral). Bien que Schwisberg réussit à doubler le nombre de votes libéraux par rapport à l'élection partielle de 1943, il ne put dépasser Rose. Quant à Massé, ayant recueilli seulement 509 voix de plus qu'en 1943, son soutien électoral augmenta à peine. Pour sa part, Rose parvint à augmenter son soutien électoral par environ 80 pour cent.

Bien qu'il soit difficile d'analyser les résultats de l'élection, il nous semble très possible que, du point de vue de la répartition ethnique de la circonscription, Rose maintint et même accrut son soutien parmi tous les groupes ethniques de Cartier.

Tout probablement le facteur ayant le plus contribué à la réélection de Rose fut l'absence d'un candidat CCFiste à l'élection. Le C.C.F. n'avait pas pu trouver un candidat pour Cartier en 1945. David Lewis, qui s'était présenté à contrecœur pour le parti en 1943, refusa de briquer le siège une seconde fois.¹⁸⁰ L'absence d'un candidat du C.C.F. dans Cartier permit une consolidation du vote de la gauche et contribua grandement à l'élection de l'ouvrier-progressiste.¹⁸¹

Plusieurs autres facteurs contribuèrent à la victoire de Rose. Il faut tout d'abord souligner l'efficacité de la machine électorale du candidat communiste qui, comme en 1943, mena une campagne pleine de vigueur. Il ne faut pas oublier non plus que Cartier était devenu à l'époque une forte circonscription pour les communistes. Ayant oeuvré dans cette région de Montréal depuis plusieurs années et ayant redoublé ses efforts depuis 1943, le parti bénéficia alors d'une popularité croissante dans la circonscription.¹⁸² Le grand nombre de votes (6,873 voix) reçu par le candidat du P.O.P. (Michael Buhay) dans St-Louis, une circonscription qui recouvrait celle de

Montréal-Cartier, aux élections provinciales de 1944 démontre bien ce point.¹⁸³ Par ailleurs, le sentiment pro-soviétique, qui s'était développé au pays depuis l'entrée en guerre de l'Union soviétique et qui était à son apogée au printemps de 1945, fut de nouveau très bénéfique au candidat communiste. Enfin, soulignons que la présence de Massé à l'élection enleva au candidat libéral la clientèle canadienne-française jusqu'alors fidèle et, tout comme en 1943, contribua à la victoire de Rose.

Pour sa part, Rose attribua sa victoire au "bon travail" qu'il avait accompli aux Communes en tant que représentant de Cartier.¹⁸⁴ Il nous semble évident que la réélection de Rose fut non seulement un vote de confiance envers son travail comme député à Ottawa, mais aussi envers les politiques qu'il proposait. Rose avait été élu en 1943 parce que son programme électoral répondait à ce que les gens de Cartier désiraient, soit un effort de guerre intégral et des réformes sociales. En 1945, il fut réélu parce que les gens de Cartier voulaient voir la poursuite du progrès social et le maintien de la paix dans l'après-guerre. Le programme électoral de Rose portait essentiellement sur ces questions, faissant appel à l'élection d'un gouvernement progressiste afin d'assurer l'implantation de mesures favorisant la paix et la prospérité pour l'après-guerre. Bien que Massé avait également parlé au cours de sa campagne électorale de la nécessité de vivre en paix et de développer

le standard de vie au pays dans l'après-guerre, il conserva néanmoins l'étiquette d'antisémite reçue lors de l'élection précédente et ne put percer que chez la population canadienne-française de la circonscription. Quant au candidat libéral, même s'il fit d'importants gains à cette élection, il demeura toujours un représentant du statu quo que l'on avait déjà rejeté.

4- La réaction de Rose et du P.O.P. à l'élection fédérale de 1945

Rose fut très satisfait des résultats de l'élection fédérale au Québec. En plus de sa victoire, 45 libéraux et 8 libéraux-indépendants avaient été élus dans la province. Soulignant que l'élection de ces députés donnait maintenant l'opportunité au premier ministre King de former le prochain gouvernement à Ottawa, Rose félicita la population du Québec pour le coup mortel qu'elle venait de donner aux forces réactionnaires du pays. D'après le député ouvrier-progressiste, le P.O.P., qui avait mené une importante campagne dans la province, était grandement responsable de cette défaite de la réaction au Québec. Il affirma:

The Labor Progressive Party can claim no small share of credit in the successful fight to defeat the Bloc and the Independents. Through four province-wide French broadcasts and many other local broadcasts, through tens of thousands of pieces of literature, our Party consistently warned against the threat of the Bloc and Duplessis. Also, in the English-speaking constituencies where we ran candidates, our main emphasis was on the Tory threat. 185

Si nous tenons compte, toutefois, du fait que le P.O.P. présenta seulement six candidats au Québec, le rôle attribué au parti par Rose nous semble être une grande exagération.

Bien que Rose tenta de trouver le côté positif du résultat des élections fédérales au Québec, il était néanmoins conscient que plusieurs des députés libéraux élus dans la province étaient loin d'être progressistes. Il lança ainsi un appel au mouvement ouvrier de même qu'aux forces démocratiques du Québec à s'unir et à faire pression auprès du gouvernement King afin d'assurer l'implantation de mesures progressistes.¹⁸⁶

Si Rose fut satisfait des résultats de l'élection fédérale au Québec, les dirigeants du P.O.P. ne furent pas aussi enthousiasmés des résultats de l'élection à l'échelle nationale. Sur les 67 candidats du parti, seulement Rose fut élu dans Cartier. De plus, le P.O.P. ne recueillit que 109,778 voix, soit moins de 2 pour cent des suffrages. Au lendemain des élections, les dirigeants du parti furent forcés d'admettre l'insuccès de leur politique de coalition libérale-ouvrière; contrairement à ce qu'ils avaient prévu, les libéraux réussirent à faire élire une majorité de députés aux Communes et le P.O.P. n'occupait pas une place d'influence. Grandement déçus de ces résultats, la direction du parti affirma que les travailleurs n'avaient, suite aux élections, aucune voix au sein du gouvernement.¹⁸⁷

Quoique les dirigeants du P.O.P. reconnurent après

l'élection que l'objectif visé par la politique de coalition libérale-ouvrière n'avait pas été atteint, ils refusèrent néanmoins de remettre en question leur stratégie. Au contraire, la direction du parti se tourna vers son bouc émissaire habituel et blâma l'"aventurisme" du C.C.F. pour l'échec du P.O.P. aux élections.

The LPP proposed to "Make Labor a Partner in Government" in order to solve the major post war problems facing the nation. The CCF rejected this proposal. Blinded by narrow partisanship they refused to face the real political situation, and made their main slogan "Socialism and a CCF government". What is the result? There is no strong labor representation in Ottawa. The responsibility for this rests upon the CCF. 188

Même si les communistes avaient raison de critiquer le manque de collaboration de la part du C.C.F., les dirigeants du P.O.P. manifestèrent cependant le même genre d'étroitesse d'esprit envers la composition de la nouvelle Chambre. En effet, il était faut de dire que le mouvement ouvrier n'était pas adéquatement représenté à Ottawa, car en plus de Rose, 28 CCFistes avaient été élus. Mais les communistes croyaient qu'ils étaient les seuls vrais représentants des travailleurs et ils maintinrent que les ouvriers ne pouvaient pas se fier au C.C.F. pour défendre leurs intérêts à Ottawa. Ils lancèrent ainsi un appel au mouvement ouvrier à intensifier ses efforts auprès du gouvernement libéral afin d'assurer l'implantation de mesures progressistes.¹⁸⁹

A la suite des élections, la politique de coalition libérale-ouvrière fut de plus en plus critiquée par certains

membres du parti. La dénonciation en avril 1945 d'Earl Browder, le chef du mouvement communiste aux Etats-Unis, par Jacques Duclos, un important dirigeant du Parti communiste français, occasionna une vive discussion au sein du P.O.P. au sujet de la justesse de la ligne d'action du parti. Duclos reprocha à Browder d'avoir été trop loin dans sa politique de collaboration de classe au cours de la guerre et le critiqua sévèrement pour avoir liquidé le parti communiste américain. Il accusa également Browder d'avoir transformé l'accord de Téhéran, qui était à ses yeux qu'un document à caractère diplomatique, en une plate-forme politique de paix entre les classes pour l'après-guerre. D'après Duclos, les idées de Browder constituaient une révision du marxisme et, par conséquent, elles devaient être rejetées. La direction du P.O.P., qui s'était inspirée des idées de Browder tout au long de la guerre, se sentit visée par les critiques de Duclos et réagit rapidement. Buck admit que les conceptions de Browder n'avaient jamais été remises en question par les communistes canadiens; il maintint que le P.O.P. avait néanmoins agi correctement au cours de la guerre. Comme preuves, il souligna que le parti n'avait pas été liquidé au Canada et qu'il avait présenté un grand nombre de candidats aux élections fédérales de 1945.

La mise au point de Buck ne satisfait pas plusieurs membres du parti qui croyaient que le P.O.P. avait été trop loin dans sa politique de collaboration de classe au cours

de la guerre. Le plus important de ces récalcitrants, Fergus McKean, leader provincial du P.O.P. en Colombie-Britannique, dénonça la direction du parti à une réunion du comité national en août 1945. Les dirigeants du P.O.P. repoussèrent, toutefois, les arguments de McKean et insistèrent que la ligne d'action du parti à l'élection générale avait été juste.¹⁹⁰ Afin de mettre un terme aux dissensions, McKean et quelques autres membres furent dénoncés et expulsés du parti.¹⁹¹

L'adoption par le P.O.P. en 1944 de la politique de collaboration avec les libéraux semble avoir fait plus de mal que de bien au parti. Aveuglé par le désir de se tailler une place d'importance dans l'arène politique canadienne, le parti avait adopté une tactique de collaboration de classe dont la conception reposait sur l'illusion d'une coexistence pacifique entre le socialisme et le capitalisme dans l'après-guerre. Mais cette politique exigeait la mise de côté de la lutte radicale pour le socialisme au Canada et elle finit par semer de la division au sein du parti, ainsi qu'hypothéquer les efforts des communistes auprès du mouvement ouvrier. Par ailleurs, elle occasionna un profond désillusionnement chez les militants du parti qui croyaient que le P.O.P. allait bénéficier de son appui à l'effort de guerre et de l'alliance entre le Canada et l'Union soviétique, et ainsi occuper une place d'importance dans l'après-guerre. Après les élections, la réalité fut tout à

Fait différente.

Par suite de l'affaire Duclos-Browder, le P.O.P. abandonna la politique de coalition libérale-ouvrière. Certes, les dirigeants du parti sentirent que Duclos parlait au nom de l'Internationale communiste.¹⁹² La lune de miel entre le P.O.P. et les libéraux prit ainsi fin. Conséquemment, Rose devint très critique en Chambre des politiques du gouvernement King.

B- Le retour au Parlement

L'ouverture du nouveau Parlement eut lieu le 6 septembre 1945.¹⁹³ De nouveau au pouvoir, les libéraux sous le leadership de MacKenzie King établirent un ordre de jour chargé pour la nouvelle session. Dans le discours du trône, le gouvernement promit d'adopter des mesures pour assurer la reconstruction du pays, pour améliorer la sécurité sociale, pour élucider la citoyenneté canadienne et pour adopter un drapeau canadien; sur le plan de la politique étrangère, le gouvernement proposa de prendre des mesures pour venir en aide aux pays dévastés par la guerre et de soumettre à la Chambre pour approbation la charte des Nations Unies adoptée à San-Francisco.

Bien qu'il n'en était pas conscient au moment, cette session devint spéciale pour Rose, puisqu'elle fut la dernière à laquelle il siégea comme député de Cartier.¹⁹⁴

Au cours de la session, il se préoccupa surtout des questions suivantes: la collaboration internationale et la paix mondiale, le drapeau canadien et l'indépendance canadienne, la reconstruction et le plein-emploi, la grève de Ford à Windsor et la sécurité syndicale.

1- La collaboration internationale et la paix mondiale

Tout comme à son premier séjour au Parlement, Rose s'intéressa beaucoup aux affaires extérieures lors de la nouvelle session de la Chambre. De nouveau, il insista sur les bienfaits de l'aide mutuelle pour l'économie canadienne et encouragea le gouvernement King à augmenter les fonds affectés à l'aide aux pays ravagés par la guerre.¹⁹⁵

Ce fut surtout sur les questions de collaboration internationale et de sécurité mondiale que l'ouvrier-progressiste s'attarda lors de la nouvelle session. Pour Rose, la question de la sécurité mondiale était intimement liée à celle de la collaboration entre les grandes puissances. Si la paix devait se continuer dans l'après-guerre, il fallait que la coopération entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. soit maintenue et même renforcie. Il fit ainsi appel au développement de la collaboration internationale et il accueillit avec grande joie la signature de la charte des Nations Unies par les représentants de cinquante nations à San-Francisco. Cette charte

était, selon lui, une étape importante dans le maintien de la paix.¹⁹⁶

Rose profita de l'occasion du débat sur la charte des Nations Unies pour déplorer la mauvaise tournure que prenaient alors les relations entre les grandes puissances. En fait, depuis le début de 1945, les rapports entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. étaient devenus de plus en plus tendus. L'avenir des pays de l'Europe de l'Est était le point en litige entre les grandes puissances. A la suite du conflit mondial, l'Armée rouge occupait en 1945 les régions à l'est d'une ligne partant de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique. Se basant sur le précédent établi jadis en Italie et en France par les puissances occidentales, qui permettait à la puissance d'occupation de déterminer le système politique et social du pays sous occupation, Staline décida d'intervenir dans les pays de l'Europe de l'Est afin d'assurer la mise sur pied de gouvernements favorables à l'Union soviétique. Les pays occidentaux, avec à leur tête les Etats-Unis, s'opposèrent toutefois à la domination soviétique de ces régions. Bien qu'ils admettaient que l'Union soviétique ait un mot à dire dans l'avenir de ces régions, ils désiraient voir plutôt la mise sur pied de gouvernements démocratiques et le retour du système capitaliste en Europe de l'Est. Il s'agissait donc d'une situation sans issues. Lorsque l'Union soviétique refusa au printemps de 1945 de se plier aux pressions

américaines d'allouer des élections en Pologne, les fondements de la guerre froide furent jetés. Aux yeux des Américains et des autres pays de l'Ouest, l'U.R.S.S. devint alors la nouvelle menace en Europe, qui cherchait seulement à imposer son vouloir.¹⁹⁷

Tout comme l'avocat d'une personne faussement accusée d'un crime, Rose plaida avec acharnement la cause de l'Union soviétique aux Communes. Il dénonça tout d'abord la campagne antisoviétique qui sévissait alors dans la presse occidentale et critiqua sévèrement les députés, en particulier les créditistes, qui n'avaient cessé d'attaquer l'U.R.S.S. au cours du débat sur les Nations Unies. Faisant l'éloge du rôle joué par le peuple soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, Rose avança que l'U.R.S.S. ne méritait pas ce dénigrement.

Monsieur l'Orateur, on propage actuellement, contre la population de l'Union soviétique, des soupçons qu'elle est loin de mériter et qui ne sont nullement fondés. Malgré le sang que les Russes ont versé, certains honorables députés les appellent encore des non-chrétiens, méconnaissent ainsi le fait qu'ils ont combattu bravement, et que tous avaient comme nous des parents, des épouses et des enfants, qui pleurent leur mort tout comme nous pleurons celle de tous les Canadiens qui ont sacrifié leur vie. Toutefois, on leur applique l'épithète de "non-chrétiens". On se fonde sur des soupçons non motivés pour les accabler de reproches et pour les attaquer... 198

Rose maintint également que l'intervention de l'U.R.S.S. dans l'établissement de nouveaux gouvernements en Europe de l'Est était complètement justifiable, puisque les gens de ces pays s'étaient battus lors de la guerre contre

les régimes fascistes et qu'ils désiraient maintenant une nouvelle forme de gouvernement. Par ailleurs, il condamna l'hypocrésie des puissances de l'Ouest qui, d'une part, s'opposaient à l'intervention de l'Union soviétique dans des pays voisins et qui, d'autre part, fermaient les yeux lorsque les Etats-Unis, par exemple, imposaient leur vouloir sur la population japonaise. Insistant qu'il ne pouvait pas y avoir deux systèmes de poids et mesures dans le monde, Rose reprocha l'utilisation de l'arme atomique par les Etats-Unis comme force de dissuasion en Europe. Citant le cas de la Yougoslavie qui se vit refuser de l'aide économique des Etats-Unis à moins de changements dans la composition du gouvernement, l'ouvrier-progressiste affirma que le gouvernement américain pratiquait déjà la diplomatie atomique en Europe. D'un ton alarmiste, il ajouta que cette nouvelle diplomatie risquait de déclencher une Troisième Guerre mondiale.

Comme plusieurs autres, je discerne dans toute cette attitude ce que je qualifierais de diplomatie atomique, laquelle se traduit comme suit: "J'ai dans ma main une bombe atomique et, si vous n'acceptez pas mon offre, gare!" C'est là de la diplomatie atomique dangereuse, monsieur l'orateur, car si quelqu'un se met à brandir des armes secrètes, il constate bientôt que les autres en possèdent également... Je le répète, c'est là de la diplomatie dangereuse qui nous mènera à une catastrophe. 199

Dans son plaidoyer, Rose rejeta également l'idée que les nouveaux régimes de l'Europe de l'Est n'étaient pas démocratiques. D'après le communiste, les gens de ces pays avaient acquis sous les nouveaux régimes le "droit au sol",

ce qui leur donnait dorénavant la "liberté" de vivre comme des être humains. Aux yeux de Rose, ceci constituait de la vraie démocratie.

Dans ces pays, la démocratie est bien plus qu'un terme abstrait, car ces gens acquièrent des droits au sol pour la première fois et, par conséquent, ils ne jouiront pas simplement de la liberté de mourir de faim mais de la liberté de vivre comme des êtres humains. Si ce n'est pas là de la démocratie, je ne comprends rien à certains discours sur le sujet. 200

Jusqu'à un certain point, Rose avait raison de dire que la démocratie existait en Europe de l'Est. En fait, dans certains pays, notamment en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Roumanie, les gouvernements au pouvoir étaient des coalitions de différents partis politiques. De plus, des élections ouvertes eurent lieu dans ces pays vers la fin de 1945 et au début de 1946. Mais Rose ne souligna jamais ces points et sa défense des nouvelles démocraties populaires fut inefficace.

Rose termina son plaidoyer en faveur de l'U.R.S.S. en insistant sur le fait que les attaques contre les Soviétiques, l'opposition aux nouvelles démocraties populaires et l'avènement de la diplomatie atomique constituaient trois grands obstacles à une plus forte collaboration entre les grandes puissances et mettaient ainsi la paix mondiale en danger. Selon le député communiste, il fallait immédiatement abandonner ces pratiques néfastes et voir plutôt au renforcement de la grande alliance. Rose rappela aux députés que le Canada avait un rôle important à jouer dans

le maintien de la paix; en tant que voisin des Etats-Unis et de l'Union soviétique, et en tant que membre du Commonwealth britannique le Canada pouvait encourager la consolidation de l'unité des grandes puissances. De plus, Rose signala que le Canada pouvait faire davantage pour consolider la grande alliance en reconnaissant les changements arrivés en Europe et en aidant les nouveaux pays.²⁰¹

La question de la collaboration entre les grandes puissances refit surface en Chambre au mois de décembre lors d'un débat sur une résolution gouvernementale approuvant une entente sur l'énergie atomique entre le Canada, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. L'entente, qui fut conclue à la mi-novembre lors d'une rencontre à Washington entre les premiers ministres Mackenzie King et C.R. Attlee, et le président Harry Truman, stipulait entre autres que les trois pays étaient en faveur du contrôle international de l'énergie atomique et qu'en attendant la mise sur pied d'un organisme de contrôle aucun renseignement sur l'énergie atomique ne serait révélé. L'accord de Washington fut accueilli favorablement en Chambre par l'ensemble des députés, à l'exception de Rose.

Le député communiste s'opposa à cette entente, parce qu'il croyait qu'elle limitait la connaissance de l'énergie atomique aux puissances occidentales. D'après Rose, l'accord de Washington constituait le plus grand assaut jusqu'alors à l'unité des grandes puissances et, par

conséquent, à la sécurité mondiale. En laissant aux mains des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada une puissante arme de guerre, l'entente créait en fait un état de suspicion entre les grandes puissances et risquait de mener à une nouvelle course aux armements fondés sur l'énergie atomique. Il déclara:

Le fait est que cette déclaration laisse à ceux qui possèdent ce secret le pouvoir d'utiliser la bombe atomique à leur guise, et il pourra en résulter une course aux armements fondés sur l'énergie atomique. 202

Pour Rose, l'unique solution au problème de l'énergie atomique et à tous les autres problèmes mettant en danger la sécurité mondiale résidait dans la collaboration entre les trois grandes puissances. Au lieu d'exclure l'Union soviétique des ententes sur l'énergie atomique, les puissances de l'Ouest devaient plutôt chercher à s'entendre avec l'U.R.S.S. pour livrer le secret de la bombe atomique à tous les pays de façon à ce qu'elle ne serait jamais utilisée par un pays en particulier.²⁰³ Rose ajouta que le Canada avait un rôle important à jouer dans le règlement de ce problème; notamment, il devait essayer de cimenter l'union entre les grandes puissances afin d'éviter un désastre.²⁰⁴

Dans son étude sur l'avènement de l'industrie nucléaire au Canada, Paul Benjamin Ambrose souligne que Rose "failed to discuss the Declaration in a meaningful way."²⁰⁵ Nous ne sommes pas d'accord avec cette interprétation. Bien

que Rose examina la question du point de vue soviétique, il réussit néanmoins à soulever quelques points importants. Rose avait raison de déplorer le climat de suspicion créé par l'accord de Washington. En fait, l'U.R.S.S. avait été exclue des pourparlers à Washington et, au moment où Rose fit son discours, aucune entente formelle n'avait été conclue entre les grandes puissances pour assurer un contrôle international de l'énergie atomique. Pour l'ouvrier-progressiste, la collaboration entre les grandes puissances était essentielle pour maintenir la paix dans l'après-guerre. Or, le contrôle unilatéral de l'arme atomique risquait de briser la grande alliance. Lors de son discours aux Communes, Rose mit l'accent sur ces points. Il s'agissait d'un important plaidoyer pour le maintien de la paix.

Quelques jours après le discours de Rose aux Communes, les trois grandes puissances, réunies à Moscou, s'accordèrent pour mettre sur pied une commission internationale pour le contrôle de l'énergie atomique. Toutefois, l'appel de Rose à une plus forte collaboration entre les grandes puissances fut en vain. Au cours des prochains mois, le fossé entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. s'élargit. Avec la guerre froide à l'horizon, Rose, suite à son arrestation pour conspiration, ne put cependant plus intervenir en Chambre en faveur de l'Union soviétique.

2- Le drapeau national et l'indépendance canadienne

Selon Rose, la participation canadienne à la Seconde Guerre mondiale avait fait du Canada un Etat puissant et indépendant. Le député communiste désirait voir le Canada affirmer ce nouveau statut. Lors de sa première session à la Chambre, Rose avait demandé au gouvernement King à adopter une politique étrangère proprement canadienne basée sur les intérêts du pays et non plus sur ceux de la Grande-Bretagne. De retour aux Communes, il pressa le gouvernement à affirmer l'autonomie canadienne.

Sous le règne des libéraux, les relations du Canada avec l'Empire britannique avaient évolué dans le sens d'une plus grande autonomie canadienne depuis les années 1920. Craignant une réduction de cette autonomie, le gouvernement King s'opposa au cours de la guerre à toute forme de centralisation impériale proposée par la Grande-Bretagne. Lorsque l'ambassadeur britannique aux Etats-Unis, Viscount Halifax, proposa, en janvier 1944, une plus grande collaboration à la fois politique, économique et militaire entre les membres du Commonwealth afin d'assurer que l'Empire britannique devienne la quatrième puissance mondiale dans l'après-guerre, le premier ministre King rejeta l'idée et encouragea plutôt une forte collaboration entre toutes les nations du monde. Malgré les changements qui s'étaient effectués dans les relations entre le Canada

et la Grande-Bretagne, Rose craignait toujours en 1945 un retour aux "vieux jours" de l'Empire britannique. Il préconisa ainsi une plus grande autonomie pour le Canada.

C'est à l'occasion d'un débat sur l'adoption d'un drapeau national que Rose se prononça sur la question de l'indépendance canadienne. Soulignant que le Canada était sorti de la Seconde Guerre mondiale comme un pays puissant, Rose exhorta le gouvernement King à reconnaître le nouveau statut d'indépendance acquis par le pays au cours de la guerre et à adopter un drapeau proprement canadien. D'après l'ouvrier-progressiste, le moment était venu pour le Canada de cesser d'agir comme une colonie et d'affirmer son statut d'indépendance sur la scène internationale. L'adoption d'un nouveau drapeau national constituait un pas important dans l'affirmation de cette nouvelle indépendance. Rose déclara:

Le Canada sort de la guerre comme un pays puissant qui ne saurait être lié à aucun groupe... Nous sommes le complément agricole d'aucun empire. Puisque nous sommes un grand pays agricole et industriel, nous devons parler avec indépendance. Or un drapeau sera un symbole de cette indépendance. 206

Rose souhaita que le nouveau drapeau ne porterait pas l'Union Jack britannique. Signalant que l'Union Jack n'avait pas toujours servi les meilleures causes, il affirma qu'avec un drapeau national, distinctif les Canadiens ne seraient plus associés aux actes de l'impérialisme britannique. Par ailleurs, Rose s'opposa à l'idée mise de l'avant par plusieurs députés, à savoir que le nouveau drapeau devait être un symbole de la chrétienté. Parlant

pour plusieurs nœo-Canadiens, l'ouvrier-progressiste précisa que le nouveau drapeau devait être le symbole de toute la population canadienne et non seulement des chrétiens.

Je proteste énergiquement contre l'idée qu'un drapeau quelconque doive être un drapeau chrétien ou un drapeau non-chrétien. Nous avons trop entendu parler sur ce ton à la Chambre, au cours des dernières semaines... Le drapeau est le symbole de toute la population, des chrétiens et des non-chrétiens. On ne saurait diviser le monde en ces deux catégories.

.....
Nous voulons un drapeau qui représentera le peuple libre et prospère d'un pays où tous ont des chances de succès. 207

Malgré l'appui donné par Rose à l'idée d'un drapeau canadien, le manque de consensus entre les députés sur le design du drapeau força finalement le gouvernement à abandonner le projet. Les Canadiens durent attendre encore vingt ans avant de voir flotter au-dessus de leurs édifices un drapeau proprement canadien.

3- La reconstruction et le plein-emploi

Comme nous avons mentionné précédemment, l'abandon de la politique de collaboration avec les libéraux après les élections de 1945 marqua la fin de la lune de miel entre le P.O.P. et le gouvernement King. Des représentants de la bourgeoisie "éclairée" qu'ils étaient au cours de la guerre, les libéraux devinrent alors pour les communistes des représentants de la réaction. La "lutte de classe" ayant été reprise, Rose n'hésita pas à critiquer les politiques du

gouvernement King dès son premier discours devant la nouvelle Chambre.

Dans sa réplique au discours du trône, Rose critiqua sévèrement le peu de mesures annoncées par le gouvernement pour assurer l'emploi intégral de la population canadienne dans l'après-guerre. Le gouvernement King avait en fait seulement souligné dans son discours qu'il favorisait le maintien, à un niveau élevé, de l'embauchage et du revenu national. Précisant qu'Ottawa avait la responsabilité de donner du travail à un salaire raisonnable à tous les Canadiens, Rose accusa le gouvernement King de vouloir se cacher derrière les complexités de la question afin de ne rien faire.

Au lieu de se cacher derrière les complexités et de se dérober à toute explication, il devrait s'attaquer au problème avec le même courage avec lequel il a abordé les problèmes du temps de guerre. Des mesures précises s'imposent aujourd'hui, s'imposent demain, et les jours qui suivront. Le Gouvernement a le devoir... de maintenir l'embauchage intégral et le pouvoir d'achat. 208

Pour l'ouvrier-progressiste, la question du plein-emploi était intimement liée au niveau du revenu national. Avec un revenu national élevé, les Canadiens auraient plus d'argent à dépenser, plus de biens seraient achetés et, conséquemment, l'emploi intégral de la population en résulterait. Le gouvernement devait donc voir tout d'abord à l'augmentation du pouvoir d'achat des Canadiens. Rose proposa aux libéraux à adopter essentiellement le même programme pour l'embauchage intégral de la population canadienne qu'il

avait exposé lors de sa première session aux Communes. Ce programme comprenait quatre points: premièrement, l'établissement d'un salaire minimum national; deuxièmement, l'injection d'importants fonds fédéraux à la réalisation de grands projets publics comme la construction d'habitations à prix modique; troisièmement, le développement de la sécurité sociale au pays, en particulier dans les domaines de l'hygiène publique, de l'assurance-chômage, des pensions de vieillesse et des prestations salariales pour les ouvriers affectés par la reconversion; et, quatrièmement, la création d'un grand commerce d'exportation par l'octroi de crédits aux pays ravagés par la guerre. Rose termina son intervention en soulignant, d'un ton alarmiste, que la victoire militaire serait suivie dans l'après-guerre d'un désastre économique, si le gouvernement King n'acceptait pas ses responsabilités et n'implantait pas immédiatement des mesures pour le plein-emploi.²⁰⁹

Bien que Rose voulut qu'Ottawa prenne pleinement en main la tâche de l'embauchage intégral dans l'après-guerre, le gouvernement King prit une direction différente. En effet, afin d'encourager l'entreprise privée à créer des emplois, le gouvernement annonça dans son exposé budgétaire l'abolition et la réduction de taxes imposées lors de la guerre. Entre autres, le nouveau budget abolissait l'impôt sur les surplus de bénéfices et diminuait uniformément de 16 pour cent l'impôt sur le revenu personnel.

Rose critiqua fortement les mesures annoncées dans l'exposé budgétaire. Aux yeux du député communiste, ces mesures ne contribuaient nullement au maintien de l'embauchage intégral. Bien au contraire, au lieu de prévoir une nouvelle répartition du revenu, ce qui aurait augmenté le pouvoir d'achat de l'ensemble des Canadiens et, conséquemment, aurait accru l'embauchage au pays, ces mesures profitaient uniquement aux riches. Chiffres à l'appui, Rose nota que l'abolition de la taxe sur les surplus de bénéfices aurait pour effet de donner 95 millions de dollars aux individus à revenu élevé et que ces derniers bénéficieraient davantage d'une réduction uniforme de l'impôt sur le revenu personnel. Or, d'après l'ouvrier-progressiste, ce n'était pas les riches et les grandes entreprises qui avaient besoin de cet encouragement de la part du gouvernement, mais plutôt le peuple canadien. Rose pria ainsi les députés à s'opposer à l'exposé budgétaire. Il déclara:

Je m'oppose à la réduction de l'impôt sur les surplus de bénéfices, de même qu'à celle de 16 p. 100, c'est-à-dire d'un montant uniforme de 16 p. 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers. Je ne puis approuver l'exposé budgétaire parce qu'il omet de mettre de l'argent dans les goussets de ceux qui n'en ont pas.

Le présent budget ne prévoit aucunement une nouvelle répartition de revenu car s'il donne quelque chose, c'est au riche. 210

En plus de condamner le budget parce qu'il ne prévoyait aucune nouvelle répartition du revenu, Rose critiqua également l'absence de dispositions en vue de déve-

lopper la sécurité sociale au pays. Notamment, le nouveau budget ne prévoyait aucuns fonds pour le développement de l'hygiène publique et pour la construction de maisons à prix modique.²¹¹

Les critiques de Rose envers le budget indiquent clairement que le P.O.P. avait repris la route de la "lutte de classe". Les communistes croyaient que le Canada allait revivre une grande crise économique dans l'après-guerre. Ils souhaitaient voir une plus grande intervention du gouvernement fédéral dans les domaines économique et social afin d'éviter la misère des années 1930. Le gouvernement King préféra toutefois baser son programme de reconstruction sur l'entreprise privée. Le désastre économique que prédisaient les communistes ne se réalisa jamais. Bien au contraire, le Canada connut après la guerre sa plus longue période de prospérité économique.

4- La grève de Ford à Windsor et la sécurité syndicale

Le militantisme ouvrier manifesté par les travailleurs canadiens pendant la Seconde Guerre mondiale eut des conséquences positives pour le mouvement ouvrier canadien. L'adoption du décret 1003 par le gouvernement King en 1944, qui établit une commission ouvrière gouvernementale ayant le pouvoir de certifier tout syndicat et d'obliger les employeurs à négocier, fut une étape importante dans la recon-

naissance juridique du droit à l'association et à la négociation des ouvriers. Mais le succès remporté par les travailleurs s'était fait à la grande rancune des patrons et plusieurs de ces derniers étaient déterminés à faire marche arrière une fois la paix revenue. L'inévitable conflit entre les ouvriers décidés à conserver ce qu'ils avaient acquis pendant la guerre et les patrons voulant limiter les concessions faites aux travailleurs éclata le 12 septembre à l'usine Ford à Windsor. Frustrés par dix-sept mois de travail sans contrat, 10,000 travailleurs déclenchèrent la grève. L'objectif de leur grève était la reconnaissance syndicale. Pour sa part, la direction de la compagnie, qui était prête à tout faire pour écraser le syndicat, refusa toute forme de négociation avec les représentants des ouvriers.²¹²

Au cours de la guerre, le P.O.P. avait adopté le "No Strike Pledge" et s'était opposé aux grèves afin de ne pas nuire à l'effort de guerre. Au printemps de 1944, les communistes en Ontario avaient même fait campagne pour que les ouvriers de l'usine Ford à Windsor, alors en grève, retournent au travail. Toutefois, suite à l'abandon de la politique de collaboration après les élections de 1945, le P.O.P. changea son attitude face aux grèves et appuya les actions des ouvriers de Ford. Pour les communistes, la grève de Ford devint la première grande lutte ouvrière de l'après-guerre où les travailleurs recherchaient un meilleur

avenir contre le pouvoir massif des grands monopoles. Pour assurer la paix industrielle dans l'après-guerre, ils désiraient voir le gouvernement intervenir afin de garantir le "droit démocratique" des ouvriers aux syndicats.²¹³

A la Chambre des communes, Rose fit pression auprès du gouvernement dès le début de la grève afin qu'il prenne des mesures pour mettre fin au conflit. Soulignant que le décret 1003 était évidemment perçu par les employeurs comme étant uniquement une mesure en temps de guerre, Rose exhorta les libéraux à amender le décret en vue d'assurer la sécurité aux syndicats ouvriers dans l'après-guerre. Selon le député communiste, cette mesure forcerait la direction de la compagnie à négocier avec les représentants ouvriers. Toutefois, si la direction refusait toujours de négocier une fois la législation en vigueur, Rose ajouta que le gouvernement devrait alors prendre en main l'administration de l'usine.²¹⁴ Il y avait donc eu un changement complet dans la politique du P.O.P. envers les grèves depuis la guerre; d'une politique décourageant le militantisme ouvrier, les communistes préconisaient maintenant la prise en main par le gouvernement des usines d'employeurs récalcitrants.

Pendant que Rose pressait le gouvernement King à intervenir directement dans le conflit, les ouvriers commencèrent leur deuxième mois de piquetage. Une première rencontre entre les représentants des ouvriers, la direction

de la campagne et des officiels des gouvernements fédéral et de l'Ontario eut lieu le 15 octobre, mais elle échoua. Rose critiqua fortement le gouvernement pour n'avoir pas proposé de solution pratique lors de la conférence, ayant ainsi raté la chance de mettre fin au conflit.²¹⁵ D'autre part, l'envoi de la G.R.C. à Windsor au début du mois de novembre suscita de vives reproches de la part de Rose envers le gouvernement King. Condamnant l'envoi de la G.R.C., Rose affirma que la présence de la police au site de la grève ne réglerait pas le conflit et qu'elle susciterait chez les travailleurs canadiens un sentiment d'insécurité et de désapprobation envers le gouvernement, ce qui occasionnerait plusieurs autres grèves au Canada. D'après l'ouvrier-progressiste, des changements s'étaient effectués au sein du monde ouvrier canadien depuis l'avant-guerre; désormais, les travailleurs ne courbaient plus l'échine devant la police et exigeaient une nouvelle entente avec les employeurs.

Notre pays n'est plus le Canada de 1919, de 1920 ou de 1921, ou des années de crise. Des centaines de milliers de nos jeunes gens ont combattu, et ils sont animés d'un nouvel esprit de détermination. Ils ne se laisseront pas intimider par la police. Ils veulent que le Gouvernement fasse preuve d'initiative et réclament l'établissement d'un nouveau code des relations entre patrons et ouvriers. ²¹⁶

Pour Rose, trois mesures étaient nécessaires pour mettre fin au conflit à Windsor et pour assurer la paix industrielle dans l'après-guerre: tout d'abord, le gouver-

nement devait retirer immédiatement la police de Windsor et nommer un régisseur pour un prompt règlement de la grève; il devait en deuxième lieu légiférer le droit aux ouvriers d'entamer des négociations lorsqu'ils gagnaient moins de 50 cents de l'heure; et, finalement, il devait légiférer le droit à la sécurité syndicale. Reconnaisant que la législation ouvrière était du domaine provincial, l'ouvrier-progressiste pressa le gouvernement King de s'entendre avec les gouvernements provinciaux afin d'implanter ces mesures aussitôt que possible.²¹⁷

Malgré la pression exercée par Rose sur le gouvernement, Ottawa refusa de légiférer une fin à la grève. Le gouvernement libéral suggéra cependant la nomination d'un juge de la Cour Suprême pour arbitrer les différends. Face à une grève qui prenait de l'ampleur, la direction de la compagnie accepta finalement l'arbitrage. Quant aux ouvriers, après un refus initial, ils mirent fin à la grève et retournèrent au travail le 20 décembre. La décision du juge Ivan Rand mit fin définitivement au conflit: elle imposa à la compagnie Ford le prélèvement obligatoire de la cotisation pour tous les employés de l'usine, bien que l'adhésion syndicale demeura volontaire. Ce fut une importante victoire pour les employés de Ford et pour le syndicalisme canadien: la reconnaissance syndicale obtenue au cours de la guerre faisait désormais partie de la structure économique du temps de paix.²¹⁸

Même si la grève de Ford à Windsor se termina favorablement pour les travailleurs, Rose considéra tout probablement le règlement comme une victoire partielle. Le député communiste désirait une législation ouvrière indiquant clairement le droit des travailleurs à la syndicalisation et protégeant les ouvriers contre les bas salaires. Pour Rose, ces deux points demeuraient en litige. Il ne sera toutefois plus là pour mener ces luttes.

5- Le bilan du second séjour de Rose au Parlement

Bien que le second séjour de Rose au Parlement fut court, il fut néanmoins mouvementé. Sur le plan de la politique intérieure, Rose pressa les libéraux à mettre sur pied des mesures pour assurer le plein-emploi dans l'après-guerre de façon à éviter un retour aux mauvaises conditions des années 1930. Il exhorta également le gouvernement à intervenir dans le conflit ouvrier de Ford à Windsor et à garantir la sécurité syndicale afin de permettre le maintien de la paix industrielle dans l'après-guerre. Par ailleurs, il encouragea le gouvernement King à affirmer la nouvelle indépendance du pays en créant un drapeau national proprement canadien. Dans le domaine des affaires extérieures, Rose prêcha l'unité des trois grandes puissances comme solution à tous les problèmes mettant en danger la sécurité mondiale. Il préconisa aussi une

politique étrangère progressiste pour le Canada, faisant appel à la reconnaissance et à l'aide pour les nouveaux régimes de l'Europe de l'Est, ainsi qu'à la consolidation de l'unité des grandes puissances.

Rose se prononça également sur d'autres sujets au cours de la session. Entre autres, reconnaissant les difficultés auxquelles faisaient face les travailleurs pendant la période de la reconstruction, il appuya une résolution pour permettre un prolongement du contrôle gouvernemental sur les prix et les salaires. D'autres part, il se prononça en faveur de l'établissement d'une marine marchande canadienne. Enfin, Rose pria le gouvernement King à ouvrir les portes du pays et à permettre l'immigration au Canada des victimes les plus éprouvées de la guerre, les Juifs.

En somme, les questions sur lesquelles Rose se pencha au cours de la session furent très semblables à celles abordées lors de son premier séjour au Parlement. Cependant, si nous comparons le second séjour du communiste à la Chambre des communes au premier, une grande différence nous saute aux yeux: Rose fut beaucoup plus critique du gouvernement King et de ses politiques lors de son deuxième séjour au Parlement. Notamment, il critiqua la politique étrangère, la politique ouvrière, la politique budgétaire et la politique gouvernementale pour le plein-emploi.

Il faut se demander pourquoi Rose devint aussi

critique des politiques gouvernementales lors de la nouvelle session. Est-ce que le gouvernement King prit une nouvelle direction à la suite de la guerre? Est-ce que les politiques gouvernementales furent tellement différentes de celles pendant la guerre? Il paraît que non. Ce fut plutôt le cadre dans lequel furent décidées les politiques gouvernementales qui changea. En 1944, lorsque Rose siégea aux Communes pour la première fois, le Canada était en guerre et ce fut tout justement l'effort de guerre qui conditionna une certaine passivité chez Rose. Suivant la directive de l'Internationale communiste d'établir un large front national au pays pour assurer une victoire rapide en Europe, le député ouvrier-progressiste prêcha l'unité nationale et se contenta d'énoncer ses politiques au lieu de critiquer celles du gouvernement. Mais, en septembre 1945, la guerre était terminée et l'alliance entre les grandes puissances s'affaiblissait à chaque jour. L'esprit de Téhéran ayant disparu, les communistes ne voyaient plus le gouvernement King comme un allié de la classe ouvrière, mais plutôt comme un ennemi. C'est pourquoi Rose s'attaqua aux politiques gouvernementales au cours de la nouvelle session.

Dans l'ensemble, le bilan du second séjour de Rose au Parlement, quoique moins impressionnant que le premier, fut néanmoins positif. Rose pouvait être satisfait de sa performance en Chambre. Même s'il ne réussit pas à faire changer la direction de certaines politiques gouverne-

mentales, il défendit avec vigueur les intérêts des travailleurs et prêcha avec conviction la nécessité de maintenir la paix dans le monde. Au cours de la campagne électorale de 1945, il avait promis aux ouvriers de travailler pour la paix et la prospérité à Ottawa et ce fut tout justement à ces tâches qu'il s'attela une fois de retour au Parlement.

La révélation d'un réseau d'espionnage au Canada en février 1946 impliquant Rose vint mettre fin à la carrière parlementaire du député communiste. Au moment où Rose se préparait à entreprendre une nouvelle session, il fut arrêté pour conspiration. Ce fut le début de la fin.

CONCLUSION

Le 5 septembre 1945, Igor Gouzenko, commis au chiffre à l'ambassade soviétique à Ottawa, quitta son travail avec une centaine de documents secrets et chercha l'asile politique au Canada. Les documents que Gouzenko présenta aux autorités canadiennes démontrèrent l'existence d'un réseau d'espionnage soviétique au Canada avec des liens aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Les documents indiquèrent également que Rose était un membre important de ce réseau. Après quelques mois d'atermolement, le premier ministre King, qui ne voulait pas troubler les relations internationales, fut forcé d'agir au début de février 1946 lorsque l'existence du réseau fut dévoilée mystérieusement dans les médias américains.²¹⁹ King mit sur pied une commission royale pour mener une enquête afin de déterminer si des plaintes pouvaient être portées contre des individus.

Sur recommandation de la Commission Kellock-Taschereau, Rose fut arrêté le 14 mars 1946 et accusé d'avoir transmis des renseignements secrets à l'U.R.S.S. et d'avoir conspiré à violer la loi des secrets officiels. Suite à son arrestation, Rose proclama son innocence et se

déclara victime d'un coup monté par les forces réactionnaires du pays. Il voulut utiliser son procès pour mettre en cause le système capitaliste et pour exposer les "vrais" motifs derrière les "procès d'espionnage".²²⁰ Toutefois, la direction du P.O.P., qui désirait limiter les dommages causés au parti, refusa de faire du procès de Rose une cause célèbre.²²¹ Rose dut ainsi maintenir le silence.

Le procès de Rose débuta le 27 mai. Le procureur de la couronne se basa sur les preuves et les témoignages recueillis par la commission Kellock-Taschereau pour plaider sa cause. Pour sa part, la défense de Rose ne fut pas sensationnelle. Il n'y eut pas de forte réfutation des preuves produites par la couronne et l'inculpé ne se présenta jamais à la barre des témoins. Au contraire, l'avocat de la défense tenta de justifier les actions de Rose en soulignant que l'U.R.S.S. était un allié du Canada. Le 17 juin 1946, Rose fut trouvé coupable et condamné à six ans de pénitencier.

Dans leur rapport final, les commissaires Kellock et Taschereau conclurent que ce fut un motif idéologique qui incita les individus à espionner.²²² Certes, pour Rose, sa sympathie envers l'U.R.S.S. fut un facteur important. Depuis l'âge de dix-huit ans, il s'était dévoué à la cause du communisme international. Pour lui, comme pour tous les autres communistes de son époque, l'U.R.S.S. constituait la seule patrie du prolétariat. Au cours de la guerre, Rose

avait vu les ressources de l'Union soviétique saignées à blanc. Frustré de l'atermolement des Alliés à venir en aide aux Soviétiques, il n'hésita donc pas à leur donner un coup de main. Dans une entrevue en 1979, Sam Carr expliqua de cette façon les actions de Rose:

Academically speaking, it was espionage, but I don't feel that Fred did anything wrong. We were allies of Russia during the war, after all, and we were fighting and bleeding on the same side. Fred's act was an act of conscience. 223

Par ailleurs, si Rose participa au réseau d'espionnage, ce fut à vrai dire parce que son devoir lui commanda d'agir ainsi. En effet, une directive émise par Moscou depuis les années 1920 stipulait que c'était l'obligation morale de tous les communistes à l'extérieur de l'U.R.S.S. de défendre l'Union soviétique contre les attaques des puissances capitalistes. Cette directive avait tout d'abord été donnée par Staline au quatorzième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en 1925 et réaffirmée au congrès de l'Internationale communiste de 1928.²²⁴ Soumis aux directives de Moscou, Rose devait donc en tant que communiste venir en aide à l'U.R.S.S.

L'affaire Rose eut des conséquences désastreuses pour le mouvement communiste canadien. En plus de contribuer au déclin de la popularité du P.O.P., elle occasionna également des dissensions et des défections dans le parti. Par ailleurs, elle contribua au développement d'une vague d'anticommunisme et d'antisoviétisme qui submergea alors le

pays. Tout probablement la plus importante conséquence de l'affaire Rose fut la perte du siège de Cartier. A l'aube de la guerre froide, une voix au Parlement canadien aurait grandement aidé le mouvement communiste à réprimer la vague d'antisoviétisme et d'anticommunisme qui sévissait alors au pays.

Le séjour de Rose au pénitencier Saint-Vincent de Paul fut très mouvementé. En plus d'être faussement impliqué dans un meurtre, il fut également accusé d'essayer de convertir les détenus au communisme. De plus, son séjour fut compliqué par des problèmes de santé. Rose fut pris d'arthrite et des douleurs aux jambes et au dos l'empêchèrent de dormir. A sa sortie du pénitencier le 9 août 1951, Rose n'était plus le même homme que jadis. Démoralisé et découragé par les événements du passé, troublé par un séjour mouvementé au pénitencier, affaibli par des troubles de santé, le jeune militant communiste d'autrefois n'était plus.

Après son emprisonnement, Rose tenta de refaire sa vie à Montréal. Il chercha en vain du travail. Avec l'aide de sa famille et de certains amis, il acheta une partie d'une compagnie qui fabriquait des produits électroniques. Or, en l'espace de quelques mois, la compagnie perdit la moitié de ses clients et fut sur le bord de la faillite. Selon Tim Buck, des agents de la G.R.C. avaient été voir les commerçants qui faisaient affaire avec la compagnie pour les décourager de vendre ses produits.²²⁵ Par la suite, Rose

essaya de vendre sans succès des produits pour un autre manufacturier.

Etant dans l'impossibilité de refaire sa vie à Montréal, Rose décida d'accepter une offre du gouvernement polonais de travailler pour la revue Poland. En 1953, Rose quitta le Canada pour son pays natal. Il ne revint jamais au Canada.²²⁶

Rose refusa toujours après son procès d'avouer sa culpabilité ou encore d'admettre qu'il avait eu tort. D'après le militant communiste, il avait toujours agi pour le bien des Canadiens. Dans une lettre écrite au commissaire des pénitenciers en 1950, il déclara:

Even if I had done all that I was charged with, something very far from reality, it should be remembered that I was never charged with having aided the enemies of the country, that I have always acted, to the best of my understanding and ability, in the interest of the Canadian people, without profit or gain to myself, except the gratitude of thousands and the enmity of fascists and reactionaries. 227

Rose maintint cette interprétation des faits jusqu'à la fin de ses jours. Dans l'une de ses dernières déclarations avant sa mort, il se déclara toujours une victime politique: "They're determined to perpetuate a lie about me. They'll never let me back. But I'd match my political past with anyone of them."²²⁸

Le 17 mars 1983, Rose s'éteignit à Varsovie toujours convaincu qu'il avait choisi le bon parcours dans sa vie.

Depuis la fondation du P.C.C. en 1921, les communistes canadiens avaient toujours maintenu des rapports directs avec l'U.R.S.S. et suivi de près ses politiques. Ce lien étroit avec l'Union soviétique fut une arme à double tranchant pour Rose. D'une part, le succès politique que connu l'ouvrier-progressiste au cours de la période 1943-1945 fut directement attribuable aux politiques préconisées par le P.O.P. suite à l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. D'autre part, le fait qu'il ne sut pas, tout comme son parti, se distancier des directives de Moscou l'entraîna dans le réseau d'espionnage et lui assura une fin tragique.

L'entrée en guerre de l'Union soviétique en juin 1941 occasionna un profond changement au sein du mouvement communiste international. Du jour au lendemain, les communistes du monde durent abandonner leur opposition à la guerre et furent appelés à collaborer avec les bourgeoisies des pays alliés afin de former un effort de guerre pouvant écraser l'Axe. Au Canada, le P.C.C., cherchant à établir un large "Front national pour la victoire", abandonna sa lutte radicale pour le socialisme et adopta un discours unitaire et réformiste afin de renforcer l'effort de guerre au pays.

Ce fut ce changement dans la ligne d'action du parti qui permit à Rose de gagner l'élection complémentaire de 1943 dans Cartier. Se basant sur la nouvelle direction du P.O.P., Rose axa son programme sur un effort de guerre intégral et sur des réformes sociales. Parmi un électorat à

majorité d'origine juive et appauvri par quatre années de guerre, les mesures proposées par Rose répondaient exactement à ce que désiraient les gens de Cartier. Il réussit ainsi à se faire élire. Il y eut évidemment d'autres facteurs qui contribuèrent à la victoire de Rose. Certes, l'ouvrier-progressiste bénéficia du sentiment pro-soviétique qui émergeait alors au Canada. Par ailleurs, la force organisationnelle du parti dans la circonscription contribua également à sa victoire. Néanmoins, son élection fut largement due à son programme électoral.

Arrivé au Parlement, Rose continua de suivre la ligne directionnelle du parti de soutenir par tous les moyens l'effort de guerre intégral. En Chambre, il insista sur la nécessité de renforcer l'effort de guerre en Europe et de consolider la grande alliance. Il rappela également au gouvernement que l'implantation de réformes sociales était le meilleur moyen de rallier les travailleurs à l'effort de guerre. De plus, Rose prêcha l'unité nationale et affirma la nouvelle orientation réformiste de son parti.

La plus forte collaboration entre les grandes puissances manifestée à la conférence de Téhéran en décembre 1943 marqua profondément les communistes. Immédiatement, les partis communistes du monde entier préconisèrent une politique d'union nationale avec leur propre bourgeoisie. Convaincu de la justesse de leur politique de collaboration avec le gouvernement et craignant un retour au pouvoir des

conservateurs, la direction du P.O.P. chercha à établir une alliance avec les libéraux afin d'assurer le maintien du progrès dans l'après-guerre. A l'élection de 1945, Rose suivit cette nouvelle ligne d'action du parti et axa son programme sur la nécessité d'élire un gouvernement de coalition libérale-ouvrière. En gros, son programme électoral comprenait également les mêmes réformes qu'en 1943. Rose réussit à se faire réélire; sa réélection indiqua clairement le désir des gens de Cartier de voir le maintien de la paix et de la prospérité dans l'après-guerre. Les résultats de l'élection ne furent pas, toutefois, aussi positifs pour le parti qui abandonna alors la politique de collaboration suite à des changements sur la scène internationale.

L'affaiblissement de la grande alliance vers la fin de la Seconde Guerre mondiale occasionna de nouveaux changements dans la ligne d'action du P.O.P. Avec les premiers bourdonnements de la guerre froide, le P.O.P. reprit la route de la "lutte de classe". Le gouvernement King n'étant plus considéré comme un allié de la classe ouvrière, Rose se lança dès son retour en Chambre dans une attaque contre les politiques libérales. En plus de dénoncer le peu de mesures pour le plein-emploi, Rose critiqua la politique budgétaire et ouvrière du gouvernement King. Par ailleurs, il dénonça le dangereux parcours que prenait alors la politique étrangère du Canada et déplora le manque de collaboration entre

les grandes puissances.

En somme, il y eut donc un rapport direct entre les politiques et les actions de Rose, ainsi que celles de son parti, et les événements en Union soviétique. Moscou déterminait la direction que devait prendre le communisme dans le monde et les communistes canadiens se basèrent entièrement sur cette direction pour déterminer le genre de lutte à mener.

Dans ce mouvement politique où il existait une telle affinité avec l'U.R.S.S., il n'était réellement pas surprenant de voir Rose participer à un réseau d'espionnage soviétique. Rose s'impliqua dans le réseau afin d'aider la cause communiste. Or, par ses actions, il contribua à l'affaiblissement du mouvement communiste canadien. À vrai dire, il faut se demander si le P.O.P. ne portait pas le germe de sa propre destruction. Le fait que le parti ne se distancie jamais de Moscou et qu'il ne remette jamais en question les politiques du Komintern contribua à la participation de Rose au réseau. Tout comme son parti, Rose ne fit pas de distinction entre les mesures bonnes pour l'Union soviétique et celles bonnes pour le Canada. Ce que voulait Moscou était bon pour l'ensemble des travailleurs du monde. Rose considéra ainsi sa participation au réseau d'espionnage non comme un événement pouvant nuire au Canada, mais plutôt comme une action pouvant contribuer à l'avancement du communisme international. Par ses actions, Rose

démontra clairement que la loyauté des militants communistes à la cause du communisme international prévalait sur leur loyauté envers leur propre pays.

Il est important à noter que, même s'il n'avait pas participé au réseau d'espionnage soviétique, les jours de Rose au Parlement étaient sans doute comptés. Certes, avec l'avènement de la guerre froide, le soutien électoral du communiste aurait diminué considérablement. Par ailleurs, bien qu'il connut une fin tragique, il ne faut pas juger les réalisations de Rose uniquement à partir de son implication dans le réseau d'espionnage. En tant que député à la Chambre des communes, Rose joua un rôle beaucoup plus positif. Sa contribution ne se mesure pas en terme de réformes ou de mesures adoptées par le gouvernement, mais plutôt au niveau d'une sensibilisation à la réalité dans laquelle vivaient plusieurs Canadiens. Au moment où peu de personnes se préoccupaient du sort des travailleurs, des problèmes de logement, des faibles salaires, de l'état des personnes âgées, des inégalités au niveau de la santé et de l'éducation, Rose rappela au gouvernement que ces questions ne pouvaient pas être ignorées. Certes, par ses efforts, il contribua à l'avancement de la sécurité sociale au Canada.

Rose eut également un apport positif au développement de l'unité nationale au pays. Par ses efforts, le député communiste chercha à établir une meilleure compréhension entre les deux principaux groupes ethniques du

pays. En particulier, il souligna que les problèmes socio-économiques du Québec barraient la route à une plus grande unité nationale. Par ailleurs, sa défense des Canadiens français au cours du débat sur la conscription fut un important effort d'apaisement afin de maintenir l'unité du pays.

D'autre part, Rose fut aux Communes une importante voix pour le maintien de la paix. Par ses efforts, il chercha à développer une meilleure compréhension entre l'Union soviétique et les puissances de l'Ouest. Bien qu'il défendit les intérêts des Soviétiques en Chambre, ses interventions signalèrent toujours l'importance de renforcer la collaboration internationale afin de maintenir la paix. Son appel émotionnel pour l'internationalisation de l'arme atomique fut un important plaidoyer en faveur de la paix.

Il ne faut pas cependant exagérer l'importance du rôle joué par Rose à la Chambre des communes. En tant que parlementaire, son travail laissait parfois à désirer. En effet, les discours du député communiste étaient souvent confus. De même, Rose ne plaidait pas toujours, de manière efficace, la cause de son parti. Par exemple, lorsqu'il défendit en Chambre les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est, Rose souleva de faibles arguments en faveur de la reconnaissance des nouveaux gouvernements. Par ailleurs, le député communiste manifesta de temps en temps une certaine ignorance des faits et il parla parfois à travers de son

chapeau. Notamment, ses plaintes de la politique ouvrière du gouvernement King à l'égard des bas salaires au Québec indiquent que Rose ne semblait pas comprendre qu'il s'agissait d'une question de prérogative provinciale.

Ces faiblesses de Rose en tant que parlementaire peuvent en partie s'expliquer par le fait qu'il était essentiellement seul aux Communes. En fait, le député communiste ne pouvait pas compter sur une grande équipe d'adjoints pour l'aider à préparer ses interventions. D'autre part, étant un membre de l'opposition et d'un tiers parti, Rose ne put intervenir en Chambre que rarement. Il dut ainsi profiter de toutes les occasions pour soulever autant de questions que possible. Comme nous l'avons montré dans ce travail, ces désavantages n'empêchèrent pas Rose à mettre de l'avant les politiques de son parti et à représenter adéquatement les gens de sa circonscription. Toujours est-il vrai que Rose ne possédait pas toutes les qualités d'un parlementaire compétent.

En tant que voix communiste, la contribution de Rose à l'avancement du marxisme-socialisme au Canada fut également mince. En analysant ses discours aux Communes, il est en fait difficile de se rappeler qu'il était un membre d'un parti communiste. Rose ne prêcha pas l'abolition du système capitaliste dans ses interventions. Il s'opposa même à une mesure du C.C.F. pour limiter le pouvoir des banques parce qu'elle était trop "radicale". D'autre part,

les mesures mises de l'avant par Rose correspondaient davantage à un programme social-démocrate. Il y eut donc chez le député communiste un abandon complet de ce qui avait été jusqu'alors la raison d'être du parti - la lutte radicale pour le socialisme.

Par ailleurs, la contribution de Rose à une plus grande unité ouvrière au Canada fut faible. Bien qu'il prêcha d'abord l'unité nationale et par la suite l'unité des forces démocratiques, Rose maintint une hostilité ouverte envers le C.C.F. Il dénonça le C.C.F. parce qu'il refusa d'appuyer aveuglement les politiques du gouvernement King et parce qu'il fit du socialisme l'enjeu principal au cours de la guerre ainsi qu'à l'élection de 1945. Ses dénonciations ne servirent qu'à élargir le fossé entre les deux partis.

Quoique Rose eut un certain apport positif en tant que voix communiste au Parlement, le fait qu'il ne sut pas se distancier des politiques de Moscou assura une fin tragique au militant communiste. Par sa participation au réseau d'espionnage soviétique, Rose mit fin à sa carrière parlementaire. Néanmoins, les idées et les politiques qu'il épousa à l'âge de dix-huit ans survécurent.

NOTES

1. Fred Rosenberg changea son nom de famille à Rose au début des années 1930. Ce fut tout probablement le résultat d'une décision de "canadienniser" ou d'angliciser son nom.
2. Les instituteurs de cette école étaient d'origine française, suisse et allemande.
3. C. Cox, "First Communist in Commons Was in the Battle of Queen's Park", dans Saturday Night, vol. 59, no. 33 (avril 1944), p. 2.
4. W. Rodney, Soldiers of the International, Grande-Bretagne, 1968, pp. 134-135.
5. N. Penner, The Canadian Left. A Critical Analysis, Scarborough, 1977, pp. 78-84. Pour plus de renseignements sur la formation des militants communistes à cette époque, voir M. Fournier, Communisme et anti-communisme au Québec, Laval, 1979, pp. 29-33.
6. Cité dans M. Weisbord, The Strangest Dream, Toronto, 1983, p. 11.
7. Rose était devenu membre du P.C.C. en 1927.
8. F. Rose, "A Few Problems of the Party and Y.C.L.", dans The Worker, vol. 8, no. 426 (31 janvier 1931), p. 6.
9. Dans son rapport final, la Commission royale Kellock-Taschereau affirma que Rose avait été suivre un cours de formation à Moscou en 1930. Voir Gouvernement du Canada, Le rapport de la commission royale sur la communication de renseignements secrets, Ottawa, 1946, p. 116. Rose déclara plus tard que cette affirmation était fausse. Voir APC, Collection Parti communiste du Canada, MG 28 IV 4, vol. 46, dossier 38, F. Rose, "Commentary on Trial", p. 10. Norman Penner mentionne, toutefois, qu'il était normal pour les dirigeants du

- P.C.C. d'aller faire un stage de formation à l'école de Lénine à Moscou. Voir N. Penner, op. cit., p. 166.
10. Canada's Party of Socialism. History of the Communist Party of Canada 1921-1976, Toronto, 1982, p. 254.
 11. F. Rosenberg, "The Problems of French Canada", dans The Worker, vol. 7, no. 333 (16 mars 1929), p. 6.
 12. F. Rose, "A Few Problems", art. cit., p. 6.
 13. Cité dans M. Weisbord, op. cit., p. 56. Dans son étude sur le syndicat des marins canadiens, Jack Sullivan réfère à Rose comme le chef du P.C.C. au Québec en 1936. Voir J.A. Sullivan, Red Sails on the Great Lakes, Toronto, 1955, p. 15.
 14. B. Gauvin, Les communistes et la question nationale au Québec, Montréal, 1981, pp. 104-106. Il faut noter qu'à partir de 1938 Stanley Ryerson devint le nouveau porte-parole du parti au sujet du Canada français.
 15. Cité dans N. Penner, op. cit., p. 113.
 16. Loc. cit.
 17. Il est à noter que cette circonscription électorale recoupait celle de Montréal-Cartier.
 18. Jack Sullivan souligne que l'expérience acquise dans le fonctionnement d'une machine électorale par le P.C.C. lors de ces élections aida le parti à faire élire Rose plus tard dans Cartier. Voir J.A. Sullivan, op. cit., p. 60.
 19. I. Avakumovic, The Communist Party in Canada, Toronto, 1975, pp. 99-108.
 20. Peter Bercovitch, le député provincial pour la circonscription de Montréal-St-Louis, démissionna en 1938 de l'Assemblée Nationale du Québec pour se présenter à l'élection complémentaire de Cartier. Duplessis décida alors d'avoir une élection partielle dans St-Louis au même moment que celle de Cartier.
 21. R. Comeau et B. Dionne, Les communistes au Québec 1936-1956, Montréal, 1980, pp. 4-5.
 22. M. Weisbord, op. cit., p. 98-99.
 23. Le Parti conservateur, qui était aux prises avec des difficultés d'organisation à l'époque, ne présenta pas

de candidat. Voir The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 155 (2 juillet 1943), pp. 3 et 19.

24. Il fut impossible d'obtenir la composition ethnique exacte de Montréal-Cartier auprès de la section historique de Statistique Canada. Il semble bien que ces données n'existent plus. Un article de l'époque dans The Canadian Forum souligne que la circonscription était composée de 55 pour cent de Canadiens juifs, 35 pour cent de Canadiens français et 10 pour cent de Canadiens de diverses origines ethniques. Voir "The Cartier By-Election", dans The Canadian Forum, vol. XXIII, no. 272 (septembre 1943), p. 126.
25. G.P. Normandin, The Canadian Parliamentary Guide 1948, Ottawa, 1948, p. 271.
26. B. Fraser, The Search For Identity, Toronto, 1967, p. 17.
27. I. Avakumovic, op. cit., p. 152. Le parti adopta officiellement ce nouveau nom au congrès du 21 et 22 août 1943.
28. Canadian Tribune, vol. 4, no. 178 (10 juillet 1943), p. 3.
29. M. Fournier, op. cit., p. 47. Il s'agit des effectifs québécois pour l'année 1939. Sans doute, le nombre de militants communistes au Québec en 1943 avait augmenté.
30. Cité dans Ibid., p. 98.
31. Canadian Tribune, vol. 4, no. 178 (10 juillet 1943), p. 3.
32. C.D. Grimson, The Communist Party of Canada 1922-1946, thèse de maîtrise, McGill University, 1966, p. 204.
33. Canadian Tribune, vol. 4, no. 177 (3 juillet 1943), p. 5.
34. Canadian Tribune, vol. 4, no. 178 (10 juillet 1943), p. 4.
35. Canadian Tribune, vol. 4, no. 158 (20 février 1943), p. 22.
36. The Gazette, vol. CLXXII, no. 189 (9 août 1943), p. 13.
37. Canadian Tribune, vol. 4, no. 182 (7 août 1943), p. 16.

38. Canadian Tribune, vol. 4, no. 158 (20 février 1943), p. 22.
39. Loc. cit.
40. The Gazette, vol. CLXXII, no. 181 (30 juillet 1943), p. 19.
41. The Gazette, vol. CLXXII, no. 189 (9 août 1943), p. 13.
42. La Victoire, vol. 3, no. 10 (13 mars 1943), p. 4.
43. Canadian Tribune, vol. 4, no. 183 (7 août 1943), p. 16.
44. I. Avakumovic, op. cit., p. 149.
45. R. Comeau et B. Dionne, op. cit., pp. 11-12.
46. Canadian Tribune, vol. 4, no. 182 (7 août 1943), p. 17.
47. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 166 (15 juillet 1943), p. 22.
48. B. Dionne, La politique du parti communiste canadien au cours de la seconde guerre mondiale, thèse de maîtrise, U.Q.A.M., 1978, p. 185.
49. I. Avakumovic, op. cit., p. 162. Les deux personnes en question étaient U. Alter et H. Erlich.
50. Canadian Tribune, vol. 4, no. 158 (20 février 1943), p. 22.
51. W.D. Young, The Anatomy of a Party: The National CCF 1932-61, Toronto, 1969, pp. 257-260s.
52. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 167 (16 juillet 1943), p. 13.
53. The Gazette, vol. CLXXII, no. 178 (27 juillet 1943), p. 7.
54. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 167 (16 juillet 1943), p. 13.
55. APC, Collection Parti communiste du Canada, MG 28 IU 4, vol. 2, dossier 42, Fred Rose Election Committee, Life in Cartier.
56. P.-A. Comeau, Le Bloc populaire 1942-1948, Montréal, 1982, pp. 91-100. Le parti présentait également un can-

didat dans la circonscription de Stanstead.

57. The Gazette, vol. CLXXII, no. 185 (4 août 1943), p. 4.
58. Canadian Tribune, vol. 4, no. 182 (7 août 1943), p. 16.
59. Le Devoir, vol. XXXIV, no. 172 (30 juillet 1943), p. 2.
60. Canadian Tribune, vol. 4, no. 182 (7 août 1943), p. 16.
61. The Gazette, vol. CLXXII, no. 185 (4 août 1943), p. 19.
62. D. Lewis, The Good Fight, Toronto, 1981, p. 225.
63. Gouvernement du Canada, Rapport du directeur général des élections, 1940, Ottawa, 1941, pp. VIII et XIV. Le pourcentage national de bulletins rejetés à l'élection générale de 1940 fut 1.12 pour cent (52,271 votes).
64. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 158 (16 juillet 1943), p. 10.
65. Débats de la Chambre des communes, 1943, vol. V, pp. 5245-5246.
66. Ibid., pp. 5239-5243.
67. Ibid., pp. 5307-5308. Il fut déterminé que le fait de payer les énumérateurs sept cents pour chaque nom inscrit sur les listes avait grandement contribué à l'engraissement. Quatre énumérateurs furent trouvés coupables d'avoir falsifié la liste électorale et reçurent une amende de \$500.00.
68. APC, Documents parlementaires non publiés, RG 14 D 2, vol. 459, no. 5, lettre de J. Castonguay à J.A. Glen.
69. Le Devoir, vol. XXXIV, no. 173 (31 juillet 1943), p. 3.
70. D. Lewis, op. cit., p. 229.
71. APC, Documents parlementaires non publiés, RG 14 D 2, vol. 459, no. 4, lettre de F. Rose à J. Castonguay.
72. The Gazette, vol. CLXXII, no. 188 (7 août 1943), p. 1.
73. La Presse, no. 240 (28 juillet 1943), p. 11.
74. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 188 (10 août 1943), p. 4.

75. The Gazette, vol. CLXXII, no. 190 (10 août 1943), p. 14.
76. D. Lewis, op. cit., p. 232.
77. Canadian Tribune, vol. 4, no. 813 (14 août 1943), p. 3.
78. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 188 (10 août 1943), p. 3.
79. Canadian Tribune, vol. 4, no. 183 (14 août 1943), p. 3.
80. The Gazette, vol. CLXXII, no. 191 (11 août 1943), pp. 11 et 17.
81. M. Fournier, op. cit., p. 98.
82. The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 188 (10 août 1943), p. 4.
83. Loc. cit.
84. Les nouveaux résultats furent: Rose, 5,767 votes; Massé, 5,506 votes; Phillips, 4,120 votes; Lewis, 3,267 votes; et Miller, 105 votes. Voir The Montreal Daily Star, vol. LXXV, no. 190 (12 août 1943), p. 3.
85. Le Devoir, vol. XXXIV, no. 184 (13 août 1943), p. 6.
86. Gouvernement du Canada, Rapport du directeur général des élections. Élections partielles, 1943, Ottawa, 1944, pp. 3-5.
87. Il est intéressant à noter que le pourcentage de votes de Massé (29.63 pour cent) à l'élection était semblable au pourcentage des votes pour le non dans Cartier (29.39 pour cent) lors du plébiscite de 1942. Voir La Victoire, vol. 2, no. 11 (2 mai 1942), p. 1.
88. I. Avakumovic, op. cit., p. 156.
89. M. Fournier, op. cit., p. 52.
90. C.D. Grimson, op. cit., p. 204.
91. A. Lévesque-Olsen, The Canadian Left in Quebec During the Great Depression, thèse de doctorat, Duke University, 1973, p. 236.
92. N. Penner, Canadian Communism: The Stalin Years and Beyond, Toronto, 1988, p. 193.

93. La Victoire, vol. 2, no. 11 (2 mai 1942), p. 1. Le résultat du plébiscite pour Cartier fut 20,107 votes (70.61 pour cent) pour le oui et 8,371 votes (29.39 pour cent) pour le non.
94. J.W. Pickersgill, éd., The Mackenzie King Record, vol. 1, Toronto, 1960, p. 538.
95. Le Devoir, vol. XXXIV, no. 190 (20 août 1943), p. 1.
96. APC, Collection Louis St-Laurent, MG 26 L, vol. 33, dossier 262-1, lettre de J. Shapiro à L.-J. St-Laurent et lettre de E. Bertrand à M. Hartt.
97. J.W. Pickersgill, éd., op. cit., p. 538.
98. "The Cartier By-Election", art. cit., p. 127.
99. A. Laurendeau, La crise de la conscription, Montréal, 1962, p. 143.
100. Canadian Tribune, vol. 4, no. 183 (14 août 1943), p. 16.
101. I. Avakumovic, op. cit., pp. 157-162.
102. Canadian Tribune, vol. 4, no. 183 (14 août 1943), p. 6.
103. J.W. Pickersgill, éd., op. cit., pp. 570-571.
104. J.L. Granatstein, Canada's War, Toronto, 1975, pp. 264-265.
105. La Chambre ne siégea pas du 25 juillet 1943 au 26 janvier 1944.
106. Dorise Nielsen fut élue dans Battleford-Nord en 1940 sous la bannière de l'unité des forces démocratiques. Epouse d'un fermier, ancienne enseignante, elle avait été active au sein de l'organisme local du C.C.F. Ce dernier fut dissous, toutefois, parce qu'il appuyait alors l'union avec les communistes. Au cours de ses années au Parlement, Nielsen s'intégra de plus en plus aux rangs du P.O.P. et devint l'un de ses porte-parole. Aux Communes, elle se préoccupa surtout des questions concernant les fermiers et les femmes. Voir I. Avakumovic, op. cit., pp. 144-145.
107. N. Penner, Canadian Communism, op. cit., pp. 30-31 et 195-196. Voir aussi R. Comeau et B. Dionne, op. cit., pp. 14-15.

108. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. I, p. 98.
109. Loc. cit.
110. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. VI, p. 6631.
111. Ibid., pp. 6631-6632.
112. Débats de la Chambre des communes, 1945, 1ère session, p. 101.
113. Ibid., p. 104.
114. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. VI, p. 6330.
115. Débats de la Chambre des communes, 1945, 1ère session, p. 105.
116. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. IV, p. 3933.
117. Ibid., p. 3932.
118. Ibid., p. 3931.
119. Ibid., p. 3932.
120. Ibid., p. 3931.
121. J.L. Granatstein, Conscription in the Second World War 1939-1945, Toronto, 1969, pp. 53-65.
122. B. Dionne, op. cit., p. 181. Voir aussi H. Gagnon, Les militants socialistes du Québec, d'une époque à l'autre, Saint-Lambert, Québec, 1985, pp. 147-149.
123. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. III, p. 2702.
124. La Victoire, vol. 4, no. 46 (18 novembre 1944), p. 1.
125. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. VI, p. 6887.
126. Ibid., p. 6888.
127. Ibid., p. 6884.

128. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. III, p. 3036.
129. Ibid., pp. 3037-3038.
130. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. V, p. 4635.
131. Ibid., p. 4636.
132. Seulement le gouvernement pouvait introduire un projet de loi de cette envergure pendant la guerre.
133. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. I, p. 99.
134. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. VI, pp. 6634-6635.
135. N. Penner, The Canadian Left, op. cit., pp. 112-113.
136. Débats de la Chambre des communes, 1994, vol. VI, p. 6884.
137. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. I, p. 98.
138. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. IV, p. 4248.
139. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. I, p. 99.
140. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. V, p. 5620.
141. Ibid., p. 5619.
142. Ibid., p. 5620.
143. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. IV, p. 3665.
144. Ibid., p. 3992.
145. Ibid., p. 3993.
146. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. I, p. 101.
147. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. VI, pp. 6205-6206.

148. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. III, pp. 2702-2704.
149. Ibid., p. 2704.
150. Ibid., p. 2703.
151. Ibid., p. 2705.
152. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. I, pp. 99-100.
153. Ibid., p. 99.
154. B. Dionne, op. cit., pp. 230-231. Voir aussi N. Penner, Canadian Communism, op. cit., pp. 192-197.
155. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. III, p. 2840.
156. Loc. cit.
157. Débats de la Chambre des communes, 1944, vol. IV, p. 4245.
158. Ibid., p. 4247.
159. Pour plus de renseignements sur le programme du P.O.P. pour la période 1943-1945, voir I. Buck, Victory Through Unity, Toronto, 1943, pp. 25-28. Il est intéressant à noter que certains points importants dans le programme du parti ne furent pas soulevés par Rose aux Communes. Soulignons, entre autres, les réformes au système de taxation et à la constitution canadienne. De plus, Rose ne se prononça pas sur les questions portant sur les fermiers et sur les femmes.
160. Le parti publia les grands discours de Rose sous forme de brochure ou dans la presse communiste, et les distribua parmi les membres du P.O.P. ainsi que les gens de la circonscription de Cartier.
161. Rappelons que la direction du C.C.F. refusa la demande d'affiliation du P.O.P. en septembre 1943. Quelques mois plus tard, la direction du C.C.F. refusa également à rencontrer les dirigeants du P.O.P. afin de discuter d'une répartition possible des circonscriptions électorales entre les deux partis. Voir N. Penner, Canadian Communism, op. cit., p. 203.

162. T. Buck, What Kind of Government? Liberal-Labor vs. Tory Reaction, Toronto, 1944, p. 9. Pour plus de renseignements sur la politique de coalition libérale-ouvrière, voir B. Dionne, op. cit., pp. 239-241 et 246-248. Voir aussi I. Avakumovic, op. cit., pp. 157-163.
163. F. Rose, "Liberal-Labor Coalition and National Unity", dans National Affairs Monthly, vol. I, no. 4 (juillet 1944), p. 102.
164. Ibid., p. 101.
165. loc. cit.
166. La Victoire, vol. 4, no. 45 (11 novembre 1944), p. 5.
167. L'élection générale allait avoir lieu le 11 juin 1945.
168. Le comité électoral de Rose comptait environ 1000 personnes. Voir Canadian Tribune, vol. 6, no. 280 (23 juin 1945), p. 4.
169. The Montreal Daily Star, vol. LXXVII, no. 131 (2 juin 1945), p. 2.
170. Loc. cit.
171. Le Devoir, vol. XXXVI, no. 118 (25 mai 1945), p. 2.
172. Le Devoir, vol. XXXVI, no. 128 (6 juin 1945), p. 2.
173. The Montreal Daily Star, vol. LXXVII, no. 128 (30 mai 1945), p. 2.
174. La Presse, no. 188 (30 mai 1945), p. 5.
175. The Montreal Daily Star, vol. LXXVII, no. 130 (1 juin 1945), p. 17.
176. The Montreal Daily Star, vol. LXXVII, no. 135 (7 juin 1945), p. 2.
177. Canadian Tribune, vol. 6, no. 273 (5 mai 1945), p. 4.
178. Rappelons que moins de 50 pour cent de l'électorat de Cartier vota en 1943.
179. Gouvernement du Canada, Rapport du directeur général des élections. 1945, Ottawa, 1946, p. 362. Il est à noter qu'il y eut un très grand nombre de bulletins rejetés à l'élection: 1,334 bulletins. Ce nombre indique

bien que les gens de Cartier ne s'étaient pas entièrement éloignés de leurs anciennes pratiques.

180. Il semble que Lewis désirait se présenter dans une circonscription où le C.C.F. était assuré de gagner. Voir N. Penner, Canadian Communism, op. cit., pp. 205-206.
181. Rappelons que Lewis avait obtenu 3,313 votes (17.41 pour cent des suffrages) à l'élection partielle de 1943.
182. Selon Rose, le nombre de membres du parti avait doublé dans la circonscription depuis la dernière élection. Voir F. Rose, "Quebec and the Elections", dans National Affairs Monthly, vol. II, no. 6 (juillet-août 1945), p. 189.
183. Gouvernement du Québec, Rapport sur les élections générales de 1944, Québec, 1945, p. 133. Buhay recueillit 28.69 pour cent des suffrages et termina deuxième.
184. F. Rose, "Quebec and the Elections", art. cit., p. 189.
185. Ibid., p. 188.
186. Ibid., p. 189.
187. Canadian Tribune, vol. 6, no. 280 (23 juin 1945), p. 6.
188. Ibid., pp. 8-9.
189. Ibid., p. 9.
190. Buck ajouta cependant que la politique de coalition libérale-ouvrière avait été mal expliquée aux travailleurs. Voir The L.P.P. and Post-War Canada. Report of Labor-Progressive Party National Committee Meeting, August 10 to 16, 1945, s.l., s.d., pp. 19-20s.
191. N. Penner, Canadian Communism, op. cit., pp. 29-31 et 197-200. Voir aussi I Avakumovic, op. cit., pp. 164-166.
192. R. Comeau et B. Dionne, op. cit., p. 16.
193. La session prit fin le 18 décembre 1945.
194. L'arrestation de Rose pour conspiration en mars 1946 mit fin à la carrière politique du député ouvrier-progressiste.

195. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. III, p. 2916.
196. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. II, p. 1347.
197. Pour plus de renseignements sur les débuts de la guerre froide, voir S.E. Ambrose, Rise to Globalism, Baltimore, 1973, pp. 102-135.
198. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. II, p. 1349.
199. Ibid., p. 1351.
200. Loc. cit.
201. Ibid., pp. 1352-1353.
202. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. III, p. 3725.
203. Ibid., p. 3726. Rose appuya également l'idée d'une organisation internationale pour contrôler tous les aspects de l'énergie atomique.
204. Ibid., p. 3727.
205. P.B. Ambrose, Canada Becomes a Potential Nth Country: 1943-1951, thèse de doctorat, University of Pennsylvania, 1966, p. 252.
206. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. II, p. 2007.
207. Ibid., pp. 2007-2008.
208. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. I, p. 174.
209. Ibid., pp. 177-178.
210. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. III, p. 2637.
211. Ibid., pp. 2637-2638.
212. Pour plus de renseignements sur la grève de Ford à Windsor, voir I.M. Abella, Nationalism, Communism and Canadian Labour, Toronto, 1973, pp. 142-148.
213. National Affairs Monthly, vol. II, no. 10 (décembre

- 1945), p. 331.
214. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. I, p. 865.
215. Débats de la Chambre des communes, IIe session, 1945, vol. II, p. 1883. Le ministre du travail, Humphrey Mitchell, suggéra à la conférence la mise sur pied d'une commission royale pour mener une enquête sur tous les éléments de dispute de la grève.
216. Ibid., p. 1884.
217. Ibid., p. 1885.
218. I.M. Abella, op. cit., p. 145.
219. Voir le discours de King aux Communes sur l'affaire Gouzenko, Débats de la Chambre des communes, 1946, vol. I, p. 50.
220. APC, Documents parlementaires non publiés, RG 14 D 2, vol. 502, no. 132g, lettre de F. Rose à L. Saint-Laurent.
221. M. Weisbord, op. cit., pp. 159-160. Dans une entrevue en 1979, Sam Carr, un dirigeant du P.O.P. à l'époque, déclara que la dissociation de la direction du parti des accusés fut dans le but de ne pas nuire au P.O.P. Voir E. Paris, Jews an Account of their Experiences in Canada, Toronto, 1980, pp. 174-175.
222. Gouvernement du Canada, Le rapport de la commission royale, op. cit., pp. 705-706.
223. Cité dans E. Paris, op. cit., p. 176.
224. C.D. Grimson, op. cit., pp. 113-114. Voir aussi B. Dionne, op. cit., pp. 26-27.
225. T. Buck, Yours in the Struggle, Toronto, 1977, pp. 356-357. Il était une pratique commune lors de la guerre froide pour la G.R.C. d'harcéler des personnes reconnues pour leur sympathie au mouvement communiste. Voir L. Brown et C. Brown, An Unauthorized History of the RCMP, Toronto, 1973, p. 91.
226. En 1957, Rose perdit sa citoyenneté canadienne. L'entrée au pays lui fut désormais toujours refusée.
227. APC, Solliciteur général, RG 73, vol. 179, dossier 4857, partie 2, lettre de F. Rose au commissaire des

pénitenciers.

228. Cité dans M. Weisbord, op. cit., p. 169.

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites

APC, Collection Jacob Lawrence, MG 30 A 94, vols. 1 et 45, documents légaux.

APC, Collection Louis St-Laurent, MG 26 L, vols. 17, 32 et 33, correspondance.

APC, Collection Parti communiste du Canada, MG 28 IV 4.

APC, Collection Tim Buck, MG 32 G 3.

APC, Commissions royales d'enquête, RG 33/62, Commission Kellock-Taschereau.

APC, Documents parlementaires non publiés, RG 14 D 2, vols. 459 et 483, correspondance.

APC, Ministère du Travail, RG 27, vols. 835 et 836, dossiers sur diverses activités.

APC, Solliciteur général, RG 73, vol. 179, dossier 4857, parties 1 et 2, dossiers des détenus.

Archives du Palais de Justice, Montréal, dossier 2154-56, transcriptions du procès de Fred Rose.

Sources imprimées

A Better Canada. Electoral Program of the Labor-Progressive Party, Toronto, Eveready Printers Ltd., 1945, 31 p.

Buck, T., After the War -Depression or Prosperity, Toronto, Eveready Printers Ltd., 1944, 12 p.

Canada's Choice Unity or Chaos, Toronto, Eveready Printers Ltd., 1944, 47 p.

Victory Through Unity, Toronto, Eveready Printers Ltd., 1943, 64 p.

What's Behind the Spy Hysteria?, Vancouver, s.d.

What Kind of Government? Liberal-Labor Coalition vs. Tory Reaction, Toronto, Eveready Printers Ltd., 1944, 16 p.

Débats de la Chambre des communes, 1943-1947.

Gouvernement du Canada, Le rapport de la Commission royale sur la communication de renseignements secrets, Ottawa, Edmond Cloutier, Imprimeur du roi, 1946, 753 p.

Rapport du directeur général des élections, 1935, Ottawa, J.O. Patenaude, I.S.O., 1936, 661 p.

Rapport du directeur général des élections, 1940, Ottawa, Edmond Cloutier, Imprimeur du roi, 1941, 702 p.

Rapport du directeur général des élections, élections partielles, 1943, Ottawa, Edmond Cloutier, Imprimeur du roi, 1944, 13 p.

Rapport du directeur général des élections, 1945, Ottawa, Edmond Cloutier, Imprimeur du roi, 1946, 751 p.

Gouvernement du Québec, Annuaire Statistique, Québec 1938, Québec, Département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, 1938, 450 p.

Rapport sur les élections générales de 1944, Québec, Redempti Paradis, 1945, 240 p.

The L.P.P. and Post-War Canada. Report of Labor-Progressive Party National Committee meeting, August 10 to 16, 1945, s.l., s.d.

Rose, F., Fascism Over Canada, Toronto, New Era Publishers, Ltd., 1938, 47 p.

Le masque tombe, Montréal, Imprimerie Gandall,
 1944, 12 p.

La menace du chaos, Montréal, Parti ouvrier-pro-
 gressif du Canada français, 1944, 13 p.

Spying on Labor, Toronto, New Era Publishers,
 Ltd., s.d., 46 p.

Journaux

Canadian Tribune, 1943-1951.

Le Devoir, juillet-août 1943; mai-juin 1945.

The Gazette, juillet-août 1943; mai-juin 1945.

The Montreal Daily Star, juillet-août 1943; mai-juin 1945.

La Presse, juillet-août 1943; mai-juin 1945.

La Victoire, août 1941-décembre 1944.

The Worker, 1928, 1929, 1931, 1934.

Revue

National Affairs Monthly, 1944-1951.

Etudes manuscrites

Thèses non publiées

Ambrose, P.B., Canada Becomes a Potential Nth Country 1943-1951, thèse de doctorat, University of Pennsylvania, 1966, 457 p.

Dionne, B., La politique du parti communiste canadien au

cours de la seconde guerre mondiale, thèse de maîtrise, U.Q.A.M., 1978, 298 p.

Gauvin, B., Le Parti communiste du Canada et la question canadienne-française 1921-1938, thèse de maîtrise, U.Q.A.M., 1978, 197 p.

Grimson, C.D., The Communist Party of Canada 1922-1946, thèse de maîtrise, McGill University, 1966, 221 p.

Lévesque-Olssen, A., The Canadian Left in Quebec During the Great Depression: The Communist Party of Canada and the Co-operative Commonwealth Federation in Quebec 1929-1939, thèse de doctorat, Duke University, 1973, 246 p.

Pelt, M.L., The Communist Party of Canada 1929-1942, thèse, de maîtrise, University of Toronto, 1964, 192 p.

Séguin, F., La tactique du front-uni antifasciste et la politique du Parti communiste du Canada (1935-1945), thèse de maîtrise, U.Q.A.M., 1979, 290 p.

Etudes générales

Abella, I.M., Nationalism, Communism and Canadian Labour, Toronto, University of Toronto Press, 1973, 256 p.

Ambrose, S.E., Rise to Globalism, Baltimore, Penguin Books Ltd., 1973, 352 p.

Benns, F.L. et Seldon, M.E., Europe 1939 to the Present, New York, Meredith Publishing Company, 1965, 531 p.

Berger, I.R., Fragile Freedoms, Toronto, Clarke, Irwin & Company Limited, 1981, 298 p.

Betcherman, L.-R., The Little Band, Ottawa, Deneau Publishers, s.d., 247 p.

Bothwell, R., Drummond, I. et English, J., Canada Since 1945: Power, Politics, and Provincialism, Toronto, University of Toronto Press, 1981, 489 p.

Bothwell, R. et Granatstein, J.L., éds., The Gouzenko Transcripts, Ottawa, Deneau Publishers & Company Ltd., s.d., 346 p.

- Brown, I. et Brown, C., An Unauthorized History of the RCMP, Toronto, James Lewis & Samuel, 1973, 193 p.
- Comeau, P.A., Le Bloc Populaire 1942-1948, Montréal, Editions Québec/Amérique, 1982, 478 p.
- Creighton, D.G. et Morton, W.L., eds., The Forked Road, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 319 p.
- Dufour, P., "'Eggheads' and Espionage: The Gouzenko Affair in Canada", dans Journal of Canadian Studies, vol. 16 (1981), pp. 188-198.
- Evans, G., John Grierson and the National Film Board, Toronto, University of Toronto Press, 1984, 329 p.
- Forster, D.F. et Pickersgill, J.W., eds., The Mackenzie King Record, vols. 2-4, Toronto, University of Toronto Press, 1968, 1970, 1970, 495 p., 424 p., 472 p.
- Fraser, B., The Search For Identity, Toronto, Doubleday Canada Limited, 1967, 325 p.
- Fyfe, M.H., "Some Legal Aspects of the Report of the Royal Commission on Espionage", dans The Canadian Bar Review, vol. XXIV (1946), pp. 777-784.
- Gouzenko, I., This was My Choice, Toronto, J.M. Dent & Sons (Canada) Limited, 1948, 324 p.
- Granatstein, J.L., Canada's War, Toronto, Oxford University Press, 1975, 436 p.
- _____ Conscription in the Second World War 1939-1945, Toronto, The Ryerson Press, 1969, 85 p.
- _____ A Man of Influence, s.l., Deneau Publishers & Company Ltd., 1981, 488 p.
- Harvison, C.W., The Horsemen, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1968, 271 p.
- Hirsch, R., The Soviet Spies, New York, Duell, Sloan and Pearce, Inc., 1947, 92 p.
- Hyde, H.M., The Quiet Canadian, London, Hamish Hamilton Ltd., 1963, 255 p.
- Johnson, J.K., éd., The Canadian Directory of Parliament 1867-1967, Ottawa, Roger Duhamel, 1968, 731 p.

- Kelly, N. et Kelly, W., The Royal Canadian Mounted Police A Century of History 1873-1973, Edmonton, Hurtig Publishers, 1973, 318 p.
- Kirkconnell, W., Seven Pillars of Freedom, 11e édition, Toronto, Burns and MacEachern, 1952, 188 p.
- Kolasky, J., The Shattered Illusion, Toronto, Peter Martin Associates Limited, 1979, 255 p.
- Koulack, E., "It Could Have Been Any One of Us", dans Canadian Dimension, vol. 11, no. 6 (été 1976), pp. 23-27.
- Laurendeau, A., La crise de la conscription, Montréal, Les Editions du Jour, 1962, 157 p.
- Levitt, J., A Vision Beyond Reach, Ottawa, Deneau Publishers, s.d., 237 p.
- Lewis, D., The Good Fight, Toronto, MacMillan of Canada, 1981, 542 p.
- McEwen, T., The Forge Glows Red, Toronto, Progress Books, 1974, 260 p.
- Moorehead, A., The Traitors, London, Hamilton Ltd., 1952, 222 p.
- Morris, L., Look on Canada, Now, Toronto, Progress Books, 1970, 213 p.
- Normandin, G.P., éd., The Canadian Parliamentary Guide 1948, Ottawa, G.P. Normandin, 1948, 790 p.
- O'Neil, D.J. et Wagner, J.R., "The Gouzenko Affair and the Civility Syndrome", dans The American Review of Canadian Studies, vol. VIII (1978), pp. 31-42.
- Paris, E., Jews an Account of their Experience in Canada, Toronto, MacMillan of Canada, 1980, 304 p.
- Pickersgill, J.W., éd., The Mackenzie King Record, vol. 1, Toronto, University of Toronto Press, 1960, 723 p.
- _____, My Years With Louis St. Laurent. A Political Memoir, Toronto, University of Toronto Press, 1975, 334 p.
- Pilat, O., The Atom Spies, New York, G.P. Putnman's Sons, 1952, 312 p.
- Reuben, W.A., The Atom Spy Hoax, New York, Action Books,

1955, 504 p.

Ryan, O., Tim Buck a Conscience For Canada, Toronto, Progress Books, 1975, 302 p.

Sawatsky, J., Gouzenko the Untold Story, Toronto, Macmillan of Canada, 1984, 316 p.

_____, Men in the Shadows, Toronto, Doubleday Canada Limited, 1980, 302 p.

Smith, A.E., All My Life, 11e édition, Toronto, Progress Books, 1977, 268 p.

Sullivan, J.A., Red Sails on the Great Lakes, Toronto, MacMillan, 1955, 189 p.

West, R., The New Meaning of Treason, New York, The Viking Press, 1964, 374 p.

White, J.B., The Soviet Spu System, London, The Falcon Press Ltd., 1948, 128 p.

Young, W.D., The Anatomy of a Party: The National C.C.F. 1932-61, Toronto, University of Toronto Press, 1969, 328 p.

Etudes particulières

Angus, I., Canadian Bolsheviks, Montréal, Vanguard Publications, 1981, 404 p.

Avakumovic, I., The Communist Party in Canada, Toronto, McClelland and Stewart Ltd., 1975, 309 p.

Buck, T., Our Fight For Canada, Toronto, Progress Books, 1959, 407 p.

_____, Thirty Years 1922-1952, Toronto, Progress Books, 1952, 224 p.

_____, Yours in the Struggle, Toronto, NC Press Ltd., 1977, 414 p.

Canada's Party of Socialism. History of the Communist Party of Canada 1921-1976, Toronto, Progress Books, 1982,

319 p.

"The Cartier By-Election", dans The Canadian Forum, vol. XXIII, no. 272 (septembre 1943), pp. 126-127.

Comeau, R. et Dionne, B., Les communistes au Québec 1936-1956, Montréal, Les Presses de l'unité, 1980, 104 p.

Cox, C., "First Communist in Common Was in the Battle of Queen's Park", dans Saturday Night, vol. 59 (1944), p. 2.

Dion, G., Le communisme dans la province de Québec, Québec, Service extérieur d'éducation sociale, 1949, 22 p.

Fournier, M., Communisme et anticommunisme au Québec 1920-1950, Laval, Québec, Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 165 p.

_____ "Histoire et idéologie du groupe canadien-français du parti communiste (1925-1945)", dans Socialisme 69, no. 16 (1969), pp. 63-78.

Gagnon, H., Les militants socialistes du Québec, d'une époque à l'autre, Saint-Lambert, Québec, Les Éditions Héritage Inc., 1985, 343 p.

Gauvin, B., Les communistes et la question nationale au Québec, Montréal, Les Presses de l'unité, 1981, 151 p.

Parti communiste canadien, Power to the People/Le pouvoir du peuple, Toronto, Progress Books, s.d., 40 p.

Penner, N., Canadian Communism: The Stalin Years and Beyond, Toronto, Methuen, 1988, 319 p.

_____ The Canadian Left. A Critical Analysis, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, Ltd., 1977, 287 p.

Rodney, W., Soldiers of the International, Grande-Bretagne, University of Toronto Press, 1968, 204 p.

Weishbord, M., The Strangest Dream, Toronto, Lester & Orpen Dennys Ltd., 1983, 255 p.